

DK NEWS

QUOTIDIEN NATIONAL D'INFORMATION

Lundi 2 octobre 2023 / 16 Rabi Al Awal 1444 - N° 3388 - 11^e année - Prix : Algérie : 10 DA. France : 1€



Horaires des prières

Fajr: 05h17 Dohr: 12h38
Asr: 15h59 Maghreb: 18h33 Isha: 19h53

MÉTÉO

Alger	: 28°	17°
Oran	: 28°	20°
Annaba	: 26°	17°
Béjaïa	: 27°	19°
Tamanrasset	: 31°	20°

www.dknews-dz.com

CONSEIL DES
MINISTRES

**Tebboune
préside une
réunion**

P. 24

ATTENTAT TERRORISTE
DANS LA CAPITALE TURQUE

**L'Algérie
condamne
fermement**

P. 24

67^{ÈME} SESSION DE LA CONFÉRENCE GÉNÉRALE DE
L'AGENCE INTERNATIONALE DE L'ÉNERGIE
ATOMIQUE (AIEA)

**L'Algérie élue au Conseil
des gouverneurs pour la
période 2023-2025**

P. 8

JOURNÉE INTERNATIONALE DES PERSONNES ÂGÉES

Le nombre de personnes âgées a triplé entre 1980 et 2021 (ONU)

Le nombre de personnes âgées a triplé, passant d'environ 260 millions en 1980 à 761 millions en 2021, indique l'ONU, à l'occasion de la Journée internationale des personnes âgées, qui sont souvent parmi les premières victimes des crises. Selon les Nations unies, entre 2021 et 2050, la part mondiale de la population âgée (définie comme étant les personnes de 65 ans ou plus), devrait passer de moins de 10% à environ 17 %. La croissance rapide du nombre de personnes atteignant un âge avancé souligne l'importance de la promotion de la santé, de la prévention et du traitement des maladies tout au long de la vie, souligne l'ONU.

P. 9



AVICULTURE

**Les coopératives
peuvent s'approvisionner
en intrants auprès de
l'Onab (ministère)**

P. 6

COMMERCE

**Installation
du Conseil
d'affaire algéro-
ougandais**

P. 6

ENERGIE ATOMIQUE

**Le Centre de médecine radiologique
"CPMC" et le centre de médecine
nucléaire de Bab el Oued classés
centres régionaux de collaboration**

P. 10

SANTÉ

SCLÉROSE EN
PLAQUES

**Les premiers
signes
5 ans avant
la maladie**

P. 12-13

F O O T B A L L

LIGUE DES CHAMPIONS
AFRICAINS (2^E TOUR
PRÉLIMINAIRE/RETOUR)

**L'entraîneur du CRB
confiant pour la
qualification à la
phase des poules**

P. 21



INTELLIGENCE
ARTIFICIELLE

**La recherche
directe sur
internet par
ChatGPT
désormais
Possible**

P. 17

ANP

**Evacuation
sanitaire d'un
marin turc après
une chute grave
à bord d'un navire
marchand sur
les côtes de
Mostaganem**

P. 24

TRANSPORTS

Le ministre reçoit des membres de l'APN des wilayas de Boumerdes et M'sila



Le ministre des Transports, Youcef Cherfa, a reçu samedi, des membres de l'Assemblée populaire nationale (APN), de la circonscription électorale des wilayas de Boumerdes et de M'sila, a indiqué un communiqué du ministère.

Cette rencontre qui s'est déroulée au siège du ministère, s'inscrit "dans le cadre de la série de rencontres que le ministre tient avec les représentants du peuple des deux chambres du Parlement, dans le souci permanent d'être à l'écoute des préoccupations liées au domaine des transports qui lui sont transmises par les députés", conclut le communiqué.

PARTIS POLITIQUES

Le FFS célèbre à Alger le 60^e anniversaire de la création du parti

Le Front des forces socialistes (FFS) a célébré, samedi à Alger, le 60^e anniversaire de la création du parti.

Lors d'une rencontre organisée à la salle Ibn Khaldoun, le premier secrétaire national du parti, Youcef Aouchiche a réaffirmé "la poursuite du combat du parti pour préserver la souveraineté et l'unité de l'Algérie".

"Notre pays peut tirer profit de toutes ses ressources humaines et naturelles et exploiter sa diversité et sa richesse culturelle pour renforcer l'unité nationale", a déclaré M.

Aouchiche soulignant que le discours du FFS "est rassembleur et porteur d'espoir face aux discours de division qui sèment le désespoir".

Le premier secrétaire national du FFS a appelé à davantage de mesures permettant de diversifier l'économie et de créer de la richesse en vue d'améliorer la situation sociale du citoyen et augmenter son pouvoir d'achat.

M'SILA

Le festival africain du court métrage et du documentaire "Kerdada" de Bou-Saâda reporté à une date ultérieure (commissaire)

La 4^{ème} édition du festival africain du court métrage et du documentaire "Kerdada", initialement prévu à Bou-Saâda (M'sila) du 30 septembre au 2 octobre 2023, est reporté à une date ultérieure, a indiqué, samedi, le commissaire de cette manifestation, Noureddine Berrabah.

Ce responsable a précisé, dans une déclaration à l'APS, que le report de ce festival a été décidé pour des "questions organisationnelles", et que la nouvelle date de sa tenue sera "bientôt" fixée.

M. Berrabah a également souligné que le comité d'organisation du festival s'attèle à conférer à cet événement culturel une dimension "digne du statut culturel important de la ville de Bou-Saâda", tout en contribuant à la régénération du cinéma dans la région.

DJANET

Lancement de l'aménagement du quartier d'Ifri



Les travaux d'aménagement urbain du quartier Ifri de la ville de Djanet, délimité au titre du plan d'occupation du sol N-13, ont été lancés dans le but d'améliorer les conditions de vie de la population locale, a-t-on appris samedi de la Direction locale de l'urbanisme, d'architecture et de la construction (DUAC).

D'un montant de 270 millions DA, ce projet, dont les délais de réalisation ont été fixés à 10 mois, consiste en la réalisation d'une voirie principale et secondaire sur neuf (9) km, des réseaux divers, alimentation en eau potable (AEP) long de 6,5 km, d'assainissement long de 5 km, a détaillé le DUAC, Djilali Mouldi.

EL BAYADH

Deux morts et un blessé dans un accident de la circulation à Brizina



Deux personnes ont trouvé la mort et une autre a été grièvement blessée dans un accident de la circulation survenu vendredi soir dans la commune de Brizina (wilaya d'El Bayadh), a-t-on appris, samedi, des services de la protection civile.

L'accident s'est produit aux environs de 22 heures sur la route nationale RN 107 à proximité du village Gouira Lahbar de Brizina, suite à une collision entre un véhicule et un motocycle, causant la mort de deux personnes qui se trouvaient à bord du motocycle, âgées de 23 et 36 ans, et un blessé.

Les dépouilles des deux victimes ont été déposées à la morgue de la polyclinique de Brizina, alors que le blessé a été acheminé aux urgences médicochirurgicales de cette structure pour recevoir les soins nécessaires.

CHLEF

Un enfant de 11 ans retrouvé noyé dans une mare d'eau à Sendjas

Un enfant, âgé de 11 ans, est mort noyé samedi dans une mare d'eau, à Sidi Youcef dans la commune de Sendjas (sud de Chlef), a-t-on appris samedi auprès de la direction de wilaya de la Protection civile.

Selon un communiqué de la cellule de communication, l'accident s'est produit aux alentours de 16H30.

L'enfant est tombé dans une mare d'eau à Oued Tsihaout à Sidi Youcef dans la commune de Sendjas.

Les unités de Protection civile sont intervenues pour récupérer le corps sans vie de la victime avant de le transférer à la morgue des services hospitaliers de la même commune.

TIZI-OUZOU

Arrestation de six personnes pour vol avec agression



Six (06) individus impliqués dans le vol, avec usage de la violence d'un véhicule ont été appréhendés courant de la semaine passée à Tizi-Ouzou, a indiqué un communiqué de la sûreté de wilaya.

Les investigations menées par les services de police suite à une plainte de la victime du vol ont permis l'arrestation, dans un premier temps, de 02 personnes, et de 04 autres ensuite, la récupération du véhicule volé et la saisie d'une somme de 19 000 DA.

Présentés devant les autorités judiciaires compétentes, les 6 individus ont été placés en détention provisoire pour constitution de bande de

VIETNAM

Le bilan des inondations fait état de 9 morts

Les inondations survenues dans les régions du nord et du centre du Vietnam entre le 26 et le 28 septembre ont fait neuf morts, dix blessés et un disparu, a indiqué samedi le Comité national de pilotage pour la prévention et le contrôle des catastrophes naturelles du pays.

Les inondations causées par de fortes pluies ont également endommagé des maisons, des routes, des bassins d'aquaculture, des cultures de riz et autres, et tué des volailles et du bétail.

Les catastrophes naturelles, principalement les inondations et les glissements de terrain, ont fait 98 morts ou disparus et 103 blessés au Vietnam au cours des neuf premiers mois de cette année, selon l'Office général vietnamien des statistiques.

TURQUIE

6 personnes tuées et 35 blessées dans un accident de bus

Au moins 6 personnes ont été tuées et 35 autres blessées dans l'accident d'un bus interurbain dans la province d'Amasya, dans le nord de la Turquie, ont rapporté samedi des médias.

Selon la chaîne de télévision A Haber, le bus transportait des habitants d'Izmir, dans l'ouest du pays, vers la ville de Tokat, dans la province du même nom, à 300 kilomètres à l'est de la capitale turque, en passant par Ankara.

Vers 06h45 (heure locale, UTC+3), le chauffeur n'a pas réussi à contrôler l'autocar près de la ville de Merzifon et l'autocar s'est renversé sur le côté dans un fossé.

SÉNÉGAL

272 migrants irréguliers interceptés par la marine

La Marine sénégalaise a indiqué samedi avoir raisonnablement la veille, deux pirogues avec 272 passagers, dernière en date d'une série d'interceptions d'embarcations de migrants tentant de gagner l'Europe.

Parmi les passagers stoppés vendredi dans l'Atlantique à 100 km au large de Dakar par un patrouilleur de la Marine, se trouvaient 16 femmes et 7 enfants, a-t-elle dit sur les réseaux sociaux.

Ils ont été ramenés au port de Dakar.

Un autre bâtiment avait intercepté jeudi une pirogue avec 71 migrants.

La Marine sénégalaise multiplie les arrestations, les opérations de secours ou de prise en charge de migrants clandestins ces dernières semaines.

JOURNÉE INTERNATIONALE POUR L'ÉLIMINATION TOTALE DES ARMES NUCLÉAIRES

L'impact de la technologie nucléaire sur la sécurité et les équilibres internationaux au centre d'un colloque scientifique à Alger

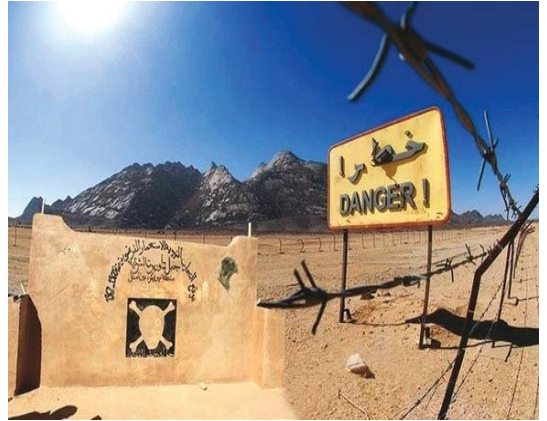
Un colloque historique et scientifique intitulé "l'impact de la technologie nucléaire sur la sécurité et l'équilibre international", a été organisé, samedi, à Alger, au Musée national du moudjahid, sous le parrainage du ministère des Moudjahidine et des Ayants-droit, dans le cadre de la célébration de la journée internationale pour l'élimination totale des armes nucléaires.

A cette occasion, le professeur chercheur, Amer Mansouri, a évoqué les effets des explosions et des armes nucléaires sur la sécurité et la paix internationales, en citant les exemples de "Hiroshima" et "Nagasaki" (Japon), ayant fait 140.000 morts à Hiroshima et 74.000 à Nagasaki. Il a expliqué, dans ce sens, que le danger de ces explosions réside dans la chaleur atteignant 4000 degrés, du choc de l'explosion, s'en suivent les risques de radiation.

Le nombre total d'explosions nucléaires à l'échelle mondiale s'élève à 2422 explosions, dont 543 explosions aériennes et 1879 explosions souterraines, dont 60 explosions et essais réalisés par la France en Algérie pendant la période coloniale. Ces explosions

ont été menées par 10 pays sur 100 sites et ont eu lieu dans 21 pays. En raison de l'ampleur des catastrophes causées par ces essais, M. Mansouri a soutenu que la France était consciente des dangers des explosions nucléaires lorsqu'elle les a réalisées dans le désert algérien. Pour limiter ces dangers, il y a eu la signature du traité sur la non-prolifération des armes nucléaires en 1968, la proclamation de la journée internationale contre les essais nucléaires célébrée le 29 août de chaque année, puis le traité d'interdiction totale des essais nucléaires en 1996. Il s'agit également du traité d'interdiction des armes nucléaires du 7 juillet 2017 après 20 ans de négociations, entré en vigueur en juin 2021. Pour sa part,

l'enseignante en relations internationales, Nadjoua Aber a présenté un exposé sous le thème "armes nucléaires entre idéalisme des chartes internationales et réalité sécuritaire" à la lumière de la recrudescence de l'arsenal nucléaire en dépit de l'ambiguïté qui l'entoure, étant donné qu'il s'agit d'essais secrets utilisés comme arme de persécution. Cela s'explique, selon l'intervenante, par la nature des relations internationales et la contradiction entre le principe de souveraineté et les engagements prévus dans les conventions, en sus de la difficulté de dissocier les programmes nucléaires civils des programmes militaires et de contrôler les produits à double usage.



LUTTE CONTRE LE CRIME ORGANISÉ

L'Algérie accorde une importance au renforcement des dispositifs chargés de l'application de la loi

Le ministre de la Justice, Garde des sceaux, Abderrachid Tabi, a affirmé, vendredi depuis Palerme, le souci de l'Algérie, dans le cadre de la lutte contre le crime organisé, de donner une importance majeure à la formation et au renforcement des dispositifs chargés de l'application de la loi dans le cadre du respect des principes des droits de l'homme.

Dans son allocution prononcée à l'occasion de la célébration du 20e anniversaire de l'entrée en vigueur de la Convention des Nations unies contre la criminalité transnationale organisée, M. Tabi a rappelé que l'Algérie avait œuvré à l'amélioration de ses capacités nationales et au renforcement des organes chargés de l'application de la loi dans le cadre de la lutte contre le crime organisé en adaptant le système juridique de manière à répondre aux exigences nationales et honorer les engagements internationaux. Sur le plan institutionnel, le ministre de la Justice a mis en avant les réalisations de l'Algérie en la matière, rappelant la création en 2020 d'un département national pour la lutte contre le terrorisme et le crime organisé transnational au niveau du tribunal d'Alger, outre un service central de police pour la lutte contre le crime organisé en 2021, l'objectif étant "le renforcement des dispositifs sécuritaires et la lutte contre la criminalité sous toutes ses formes".

Au regard de la loi algérienne, "commettre plusieurs crimes à l'instar de la traite des êtres humains ou le trafic d'organes, le blanchiment d'argent ou autres par un même groupe criminel organisé, est considéré comme circonstance aggravante", a poursuivi le ministre de la Justice. Le ministre a, par la même, mis en avant l'introduction de la définition d'un groupe criminel organisé au projet de révision du code pénal soumis au Parlement, dans l'objectif de mettre en place une définition exacte adaptée aux mécanismes internationaux y afférents.

Avant cela, l'Algérie a été "parmi les premiers pays" à avoir ratifié la convention des Nations Unies contre la criminalité transnationale organisée en 2002, et les trois protocoles y afférents, et ce "partant de sa conviction que le crime organisé se pullule à une vitesse effrénée et se propage au niveau mondial, outre sa menace pour la sécurité et la stabilité des pays et des peuples".

La ratification par l'Algérie de la "Convention de Palerme" découle de "sa conviction qu'elle est le meilleur mécanisme international à même de fournir

les bases juridiques de lutte contre la criminalité transnationale organisée et les outils qui facilitent la coopération internationale en vue de traiter ses aspects dangereux et effets destructeurs dans les sociétés".

Le ministre de la Justice, Garde des sceaux, a évoqué le crime de traite des êtres humains, devenue "une des formes de criminalité transnationale qui menacent la stabilité des pays, au regard à son impact négatif sur la société et sur la vie, la liberté et la sécurité des personnes", notamment les "femmes et les enfants vulnérables", ajoutant que la constitution algérienne accordait un "intérêt particulier" à ces crimes tous en les criminalisant.

Il est indiqué que le Code pénal a introduit ce crime en 2009, avant la création en 2016 d'une commission nationale de prévention contre la traite des êtres humains, chargée d'élaborer un plan d'action national en matière de prévention et de lutte contre ce fléau et d'en protéger les victimes.

"La gravité de ce crime aux dimensions internationales, a poussé le législateur algérien à promulguer le 7 mai 2023 une loi spécifique ayant regroupé toutes les formes de criminalité dans un seul texte", a-t-il ajouté.

Le même texte prévoit également des peines durcies contre les auteurs du crime

de traite des êtres humains et qualifie la personne exploitée dans ce cadre de "victime".

De même, ledit code consacre le devoir de l'Etat de les accompagner à travers l'assistance, et la prise en charge sanitaire, psychologique, social et juridique à même de faciliter leur intégration dans la société ainsi que le recours à la justice et l'accès à l'assistance juridique et le retour des étrangers à leurs pays d'origine. Il s'agit également de la prise en charge de toutes les dispositions nécessaires à la protection des témoins et des lanceurs d'alerte.

"Cette loi encourage la participation de la société civile aux niveaux national et local dans la prévention de la traite des êtres humains et son implication dans l'élaboration et la mise en œuvre de la stratégie nationale de prévention, la sensibilisation à la gravité du phénomène et la préparation des programmes de sensibilisation nécessaires", a-t-il indiqué.

Concernant le trafic de migrants, devenu ces dernières décennies "une des activités courantes des réseaux criminels organisés", l'Algérie "a adapté sa législation nationale aux mécanismes internationaux en criminalisant le trafic de migrants dans le Code pénal de 2009. L'Etat déploie de grands efforts pour lutter contre ce crime en mettant en place des mécanismes de coopération en matière de sécurisation

des frontières et rappelle l'importance de la coopération internationale en matière de sécurité et de justice", a rappelé le ministre de la Justice.

"L'Algérie est convaincue de la nécessité de développer et de mettre en œuvre des stratégies globales pour s'attaquer aux causes profondes du trafic de migrants, dont le développement socioéconomique, la réduction de la pauvreté et la création d'emplois pour les jeunes, ainsi que la coopération avec les Etats membres pour renforcer les voies légales d'émigration", ajoutant que "l'utilisation par les groupes criminels organisés des technologies modernes, nécessite la prise de mesures légales nécessaires, notamment l'autorisation par la justice de l'utilisation de techniques d'enquête spéciales telles l'infiltration électronique et la localisation géographique de la victime ou du suspect".

Dans cette perspective, "les autorités algériennes confirment leur entière coopération avec les représentations diplomatiques des citoyens étrangers concernant les questions de traite des êtres humains et de trafic de migrants", a affirmé M. Tabi qui souligne le soutien de l'Algérie au Bureau des Nations Unies contre la drogue et le crime (UNODC) dans ses efforts visant à aider les pays à mettre en œuvre la convention de la meilleure manière possible".

HAUT COMMISSARIAT À L'AMAZIGHITÉ

Lancement de la saison culturelle du Haut-commissariat à l'Amazighité depuis le village d'Aïth Menaâ de Batna

Le Secrétaire général du Haut commissariat à l'Amazighité (HCA), Si El Hachemi Assad, a donné, samedi après-midi depuis le village d'Aïth Menaâ, dans la commune d'Oued El Ma, (Batna), le coup d'envoi de la saison culturelle, académique et scientifique 2023-2024 du HCA.

L'événement, auquel ont assisté le secrétaire général de la wilaya, Rachid Zouad, et les présidents des assemblées populaires communales (APC) de Oued El Ma, Merouana, Hidoussa et Ksar Belezma, s'est déroulé dans une atmosphère festive marquée par l'interprétation de chansons du terroir par des artistes de la région (Massinissa et Aïssa Brahimi) et par la présentation d'une pièce de théâtre et de déclamations poétiques. Si El Hachemi Assad a fait savoir que le calendrier du HCA pour cette saison comprend un riche programme

devant être organisé en coordination avec des institutions de l'Etat et plusieurs départements ministériels, comme l'organisation de journées de formation sur la traduction vers et depuis la langue amazighe (résidence créative pour la traduction) dans la wilaya d'Adrar et un forum sur le droit "orfi" (coutumier) dans l'une des wilayas du sud du pays.

Il a ajouté que des préparatifs sont également en cours en vue de la cérémonie de remise, à Alger, du Prix du président de la République pour la langue, la littérature et la culture amazighes, et l'organisation de la célébration officielle de Yennayer. Le secrétaire général du HCA s'était auparavant rendu au siège de

L'Association touristique d'Aïth Menaâ où il a écouté un exposé sur un dictionnaire Arabe-Chaoui (cette langue étant une

variante de Tamazight), en préparation par cette association à caractère culturel et touristique. Si El Hachemi Assad a souligné, à ce propos, que l'initiative sera "accompagnée et soutenue, dans des conditions qui seront définies entre les auteurs du projet et le HCA", ce dernier souhaitant, à travers l'accompagnement de telles œuvres, à "mettre en valeur la créativité dans toutes les variantes linguistiques amazighes présentes au niveau national, et qu'il s'agit de préserver". La visite du secrétaire général du HCA dans la wilaya des Aurès se poursuivra dimanche, M. Assad devant intervenir à l'université Batna 1, avant d'animer une conférence de presse qui succèdera à une séance de travail, à la direction de l'éducation, avec les professeurs et les inspecteurs de langue amazighe.

ALGÉRIE - TURQUIE Les relations bilatérales sont "excellentes" (ambassadeur)

Le nouvel ambassadeur de la République de Turquie en Algérie, M. Mühahid Kucuk Yilmaz, a fait part mercredi à Alger, de la détermination de son pays à renforcer davantage les relations déjà "excellentes" avec l'Algérie.

"Je veillerai, durant mon mandat, pour le renforcement davantage des relations bilatérales entre l'Algérie et la Turquie qui sont déjà excellentes", a déclaré M. Kucuk Yilmaz après avoir remis ses lettres de créance au président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune.

Relevant que la Turquie et l'Algérie "font preuve d'une amitié exemplaire au niveau international en tant que deux pays et nations frères", il a affirmé s'être engagé à poursuivre sur la même voie que son prédécesseur à savoir "porter les relations bilatérales au niveau le plus productif et positif de leur histoire".

"Nous suivons le développement et la transformation économique de l'Algérie sous le mandat du Président Tebboune avec beaucoup d'appréciation et nous serions très heureux de pouvoir contribuer à la construction de l'Algérie nouvelle à travers de grands projets d'infrastructures pouvant être réalisés par les entreprises turques", a-t-il poursuivi.

Il a annoncé à cette occasion, la visite prochainement du président turc, Recep Tayyip Erdogan, en Algérie, soulignant que "la densité de ces visites officielles témoigne du haut niveau atteint dans les relations bilatérales".

ALGÉRIE - MAURITANIE Tindouf: réception, en octobre, de deux postes frontaliers algéro-mauritaniens

Les deux postes frontaliers terrestres algéro-mauritaniens seront réceptionnés courant octobre, a-t-on appris samedi auprès de la wilaya de Tindouf.

Intervenant en marge d'une visite d'inspection au niveau du Pk-75, ligne frontalière reliant Tindouf (Algérie) à la Mauritanie, le wali de Tindouf, Mustapha Dahou, a souligné que "le mois d'octobre est fixé comme date butoir pour la livraison du projet de réalisation des deux postes frontaliers terrestres fixes".

Les travaux de réalisation du poste algérien ont atteint un taux d'avancement de 98% contre un point d'écart (97%) pour l'ouvrage du côté mauritanien, selon les explications fournies à la délégation composée également des membres de l'exécutif de la wilaya de Tindouf. Mettant à profit cette sortie, le chef de l'exécutif de la wilaya a, pour ce faire, instruit les responsables de livrer le projet dans les délais impartis comme convenu avec l'entreprise nationale des travaux publics réalisatrice du projet, et de respecter les délais d'équipement de cet ouvrage, clé des échanges commerciaux avec les pays voisins et la promotion des exportations.

Les délais de réalisation du projet ont été fixés initialement par les pouvoirs publics à 24 mois, avant d'être revus à la baisse à 12 mois seulement eu égard à l'importance que revêt de pareilles installations, a indiqué le wali de Tindouf.

M. Dahou qui a appelé à apporter dans les plus brefs délais la réalisation des dernières retouches a mis l'accent sur la nécessaire réalisation d'un nouveau forage pour renforcer celui existant à couvrir les besoins en eau des structures existantes.

D'un montant d'investissement de plus de 34 millions DA, le poste frontalier terrestre algéro-mauritanien est appelé à renforcer la qualité des relations de coopération bilatérales dans divers créneaux, conformément à la stratégie de l'Etat portant adoption d'une nouvelle politique économique appuyée sur l'encouragement des exportations et la commercialisation du produit national.

Constituant une portière des échanges commerciaux avec les pays de l'Afrique de l'Ouest, ce projet devrait également dynamiser ses divers passages, des personnes notamment, intensifier les échanges commerciaux entre les deux pays, le raffermissement des relations socioculturelles entre les deux pays.

PARLEMENT Boughali préside une réunion des présidents des parlements de l'Union des conseils des Etats membres de l'OCI

Le président de l'Assemblée populaire nationale, M. Ibrahim Boughali, en sa qualité de président en exercice de l'Union des conseils des Etats membres de l'Organisation de la coopération islamique, a présidé une réunion en visioconférence, consacrée à l'étude des moyens de prévenir les pratiques préjudiciables aux valeurs de la tolérance et de la modération, aux conséquences du changement climatique et au renforcement de la solidarité islamique pour y faire face, indique mercredi un communiqué de l'APN.

"A l'invitation de M. Boughali, en sa qualité de président de la 17ème session de la Conférence de l'Union des conseils des Etats membres de l'Organisation de la coopération islamique, les présidents des parlements de l'Union ont tenu, lundi dernier, une réunion en visioconférence pour examiner les moyens de prévenir les pratiques préjudiciables aux valeurs de la tolérance et de la modération, notamment l'autodafé du Saint Coran, ainsi que les conséquences du changement climatique et le renforcement de la solidarité islamique face ce phénomène".

S'agissant de l'autodafé du Saint Coran, les présidents des parlements de l'Union des conseils des Etats membres de l'Organisation de la coopération islamique ont "condamné avec force la poursuite des actes d'autodafé et de déchiquetage du Saint Coran dans certains pays occidentaux", qualifiant ces actes de "crime et de grave offense envers les musulmans du monde entier".

Soulignant que ces "actes ignobles n'ont rien à voir avec la liberté d'expression", les présidents des parlements de l'Union ont affirmé que "les crimes d'autodafé du Saint Coran sont un défi pour les musulmans et une atteinte à leurs sentiments, et une incitation à la haine".

Ils ont mis en exergue la "nécessité d'adopter des résolutions à l'ONU et dans les organisations régionales concernées, ainsi que des lois qui garantissent que ces violations ne se reproduisent pas et que leurs auteurs soient punis", ainsi que "le rétablissement de la justice et l'équité pour les minorités musulmanes qui souffrent de la confiscation de leurs droits dans de nombreux endroits du monde". Le secrétaire général de l'Union a été mandaté pour contacter les parlements de la Suède, du Danemark et des Pays-Bas afin de "les exhorter à adopter des lois qui empêchent la répétition de tels crimes à l'avenir, et à se mettre également en contact avec les organisations parlementaires internationales pour soutenir cet effort", selon le même communiqué.

Les participants à la réunion ont appelé à "présenter un point d'ordre d'urgence à la prochaine session de l'Union parlementaire internationale, qui se tiendra à Luanda du 23 au 27 octobre 2023, au nom des groupes africains, asiatiques et arabes, afin d'adopter une résolution qui condamne les atteintes à



toutes les symboles religieux et criminalise cet acte ignoble", soulignant leur "profonde préoccupation face à l'escalade du discours de haine contre l'islam et les musulmans, et face à la montée de l'islamophobie".

Dans le même registre, les participants ont exhorté les pays musulmans à célébrer la Journée mondiale de lutte contre l'islamophobie, tout en faisant davantage d'efforts au niveau international pour promouvoir le dialogue mondial afin de consolider la culture de la tolérance, de promouvoir les valeurs du juste milieu et de la coexistence pacifique entre les peuples, que notre religion a consacrées, et de réaffirmer le rejet de la haine et de la violence".

En ce qui concerne le volet ayant trait aux conséquences du changement climatique, les présidents des parlements de l'Union ont salué "l'esprit de solidarité élevé des peuples musulmans dans le soutien aux pays qui ont été touchés par ce phénomène", en appelant à "activer le système de valeurs élevées de la religion islamique authentique pour faire face au changement climatique, par la sensibilisation, l'orientation, l'adoption de lois et de recommandations qui encouragent la solidarité entre les pays musulmans".

Ils ont également souligné la "nécessité d'éduquer les générations à faire face au changement climatique et à ses impacts

dans les programmes scolaires", en appelant les pays développés à "honorer leurs engagements et leurs promesses financières pour aider les pays en développement à faire face aux conséquences du réchauffement climatique". Ils ont insisté en outre sur l'importance de "respecter les recommandations des précédents sommets internationaux sur le climat et de mettre à jour les systèmes juridiques afin de permettre aux Etats membres de protéger leur souveraineté et la santé de leurs citoyens de l'épuisement des ressources environnementales".

Les présidents des parlements de l'Union ont mis en relief le "droit des pays en développement de recevoir l'aide nécessaire pour faire face aux risques et aux pertes causés par les changements climatiques", ce qui est "une mise en œuvre du principe des responsabilités communes mais différenciées".

Dans le même contexte, ils ont appelé à la nécessité de "faciliter la transition énergétique et de permettre à ces pays d'accéder à des mécanismes de production basés sur les énergies renouvelables", tout en "prenant des mesures juridiques strictes pour protéger les océans, les forêts et les pâturages en raison de leurs rôles environnementaux importants".

TOURISME Associer tous les intervenants dans la promotion des itinéraires touristiques vers les oasis et les ksour (ministre)

Le ministre du Tourisme et de l'Artisanat, Mokhtar Djoudi, a mis en exergue, samedi à Alger, la nécessité d'associer tous les acteurs dans la promotion et le développement des itinéraires touristiques vers les oasis et les ksour dans les régions du sud et des hauts-plateaux.

Présidant les travaux d'une journée d'étude sur le développement des itinéraires vers les ksour et les oasis, organisée en marge du 22e Salon international du tourisme et des voyages (SITEV), le ministre a indiqué que cette rencontre "se veut une occasion pour échanger les avis et les expériences afin de sortir avec des recommandations permettant d'améliorer les itinéraires touristiques vers les ksour et les oasis, et répondre partant aux



attentes des touristes".

Mettant en avant la nécessité de prendre en charge ce type d'activité touristique pour permettre au secteur de contribuer au développement

économique durable et d'attirer les touristes, le ministre a appelé toutes les parties prenantes à "fournir les efforts nécessaires pour promouvoir ce type de tourisme qui met en

valeur le patrimoine traditionnel, religieux, historique et archéologique de l'Algérie, notamment dans les régions du sud et des hauts-plateaux". Le ministre a également insisté sur "la nécessité d'améliorer la qualité des prestations touristiques pour attirer les touristes et construire une destination touristique unique en proposant des itinéraires vers les ksour et les oasis".

Plusieurs participants à cette journée d'étude ont mis en relief l'importance de prendre en charge les itinéraires vers les ksour et les oasis, notamment dans les régions du sud, mettant en évidence l'importance historique, archéologique et culturelle de ces régions".

UNIVERSITÉ D'OUN EL-BOUAGHI

Ouverture prochaine de la nouvelle faculté des lettres et langues (recteur)

L'université Larbi Ben M'hidi de la wilaya d'Oum El Bouaghi sera renforcée d'une nouvelle faculté des Lettres et Langues devant être ouverte dans les prochains jours, a-t-on appris samedi du recteur de cette université, Zoheir Dibi.

"L'ouverture de cette nouvelle infrastructure universitaire de 3.000 places pédagogiques permettra d'accueillir les étudiants des langues arabe, française et anglaise qui suivaient leurs études dans plusieurs facultés de l'université", a-t-il souligné.

La nouvelle faculté des Lettres et Langues, dont la réalisation et l'équipement a nécessité un investissement de 1,340 milliard DA, comprend une bibliothèque moderne, 40 salles de cours et six amphithéâtres, en plus du siège de l'administration de la faculté, a précisé le recteur.

S'agissant des projets du



secteur de l'enseignement supérieur dans la wilaya d'Oum El Bouaghi, la même

source a rappelé que les travaux de réalisation en cours d'une résidence universi-

taire (500 lits) relevant de l'Institut des Sciences et techniques appliquées d'Ain M'lila devant être réceptionné d'ici à la prochaine rentrée universitaire 2024-2025, avant de préciser que le projet affiche un taux d'avancement d'environ 15%.

Pour rappel, l'université Larbi Ben M'hidi d'Oum El Bouaghi a accueilli durant la rentrée universitaire 2023-2024 environ 19.000 étudiants dont 3.800 nouveaux étudiants en Licence, 3.200 étudiants en master en plus du recrutement de 68 nouveaux enseignants universitaires.

ALGER

Le wali s'enquiert de l'avancement des travaux de réhabilitation de plusieurs structures

Le wali de la wilaya d'Alger, Mohamed Abdennour Rabhi s'est enquis samedi de l'état d'avancement des travaux de réhabilitation de plusieurs structures, et ce dans le cadre de la vision stratégique de développement et de modernisation de la capitale au titre du plan vert élaboré au niveau de la wilaya.

Dans une déclaration à la presse, M. Rabhi, accompagné de la présidente de l'Assemblée populaire de wilaya (APW), Nadjiba Djilali, a indiqué que cette sortie vers la station d'épuration des eaux usées de "Beni Messous" (Ain Benian), le parc zoologique et d'attraction de Ben Aknoun et "Dounia Parc", intervient pour s'enquérir du taux d'avancement de plusieurs projets entrant dans le cadre du plan vert élaboré au niveau de la wilaya d'Alger. La station d'épuration des eaux usées de Beni Messous "est un projet modèle lancé conformément aux directives du président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, visant à réutiliser les eaux traitées dans l'arrosage des espaces verts", a-t-il ajouté.

Cette station est entrée en service "il y a quelques mois" selon le même responsable qui a rappelé l'existence d'un projet similaire en cours de réalisation au niveau de la commune de Baraki.

L'eau recyclée au niveau de cette station servira à arroser les principaux axes, a-t-il expliqué, relevant que cette initiative sera généralisée progressivement sur le reste des zones urbaines à moyen terme. Au parc d'attraction et de divertissement de Ben Aknoun, le wali d'Alger a inspecté les travaux en cours pour réhabiliter cet établissement en parc "Safari", notamment en ce qui concerne l'attribution de grands espaces pour que les animaux puissent se déplacer librement, l'aménagement de parcours pour les visiteurs à travers des tunnels en verre leur permettant de voir les animaux de près, la mise en place de bassins d'eau, l'intégration de nouveaux jeux de saut à la corde et d'escalade, d'une voie ferrée et de lacs artificiels, ainsi que la clôture du parc et l'élargissement du parking pour accueillir plus de 5000 voitures". Lors de sa visite au "Dounia Parc", le même responsable a souligné que "les travaux se concentrent au niveau de la partie nord du parc", où "un lac artificiel a été mis en place en attendant la réalisation d'un autre lac, de pistes sportives et de pistes cyclables, une passerelle reliant le côté nord au côté sud du parc, l'aménagement et le boisement des espaces verts".

Le wali a, à cet égard, souligné la nécessité de renforcer le chantier, en main d'œuvre par les institutions chargées des travaux et d'accélérer le rythme de travail tout au long de la semaine, tout en équipant le parc de Ben Aknoun et "Dounia Parc" de tous les équipements nécessaires et achever la plantation des arbres et des plantes esthétiques, outre l'utilisation de l'eau recyclée pour arroser ces espaces.

TOUGGOURT

Electrification de plus de 2.770 lots de terrain à bâtir (Sonelgaz)

Les travaux de raccordement de 2.773 lots de terrain à bâtir en auto-construction dans la wilaya de Tougourt viennent d'être lancés, ont indiqué samedi les services de l'entreprise de distribution de l'électricité et du gaz (Sonelgaz) de la wilaya.

Retenue au titre d'une opération d'envergure d'aménagement des lotissements sociaux, cette opération porte sur l'alimentation en énergie électrique de 1.533 lots délimités au niveau de la commune de Tougourt, 1.240 autres localisés au niveau de la commune de Nezla à la faveur de la réalisation d'un réseau long de plus de 90 km et l'installation de 65 transformateurs électriques, a précisé la chargée de la communication à la Sonelgaz, Monia Bada.

Pour ce faire, tous les moyens humains et matériels nécessaires ont été mobilisés par l'entreprise, chargée de la réalisation, en vue de livrer et mettre en service le projet dans les délais impartis. Dans ce cadre, la même source a fait part que les travaux de raccordement, pour une enveloppe de 400 millions DA, de 1.360 lots au niveau des communes de Tébesset, Zaouia-El-Abidia et Sidi Slimane, tirent à leur fin. Ce projet d'une linéaire de 44 km prévoit également la mise en place de 27 transformateurs électriques, a ajouté la même responsable. A ces efforts de développement menés par la Sonelgaz, l'on relève également la mise en service récemment de deux réseaux d'électrification et d'alimentation en gaz naturel de 828 foyers dans les communes de Tougourt et El-Alia, en sus de l'électrification, sur une distance de plus de deux (2) km, quatre nouveaux périmètres agricoles dans la daïra de Témachine.

APS

MILA

Plus de 6.000 hectares désignés pour des baux d'amodiation aux associations de chasseurs (conservation des forêts)

Les services de la conservation des forêts de Mila ont déterminé 6.123 hectares de terres devant faire l'objet de baux d'amodiation (location) au profit des associations de chasseurs de la wilaya au titre de la saison de chasse 2023-2024, a-t-on appris samedi auprès de cette conservation. Selon Manal Hanniche, chef du service de protection de la faune et de la flore, la superficie dédiée à la chasse est répartie sur 15 zones dans les communes de Hamala, de Teraï Bainen, de Tessala Lemtaï, d'El

Ayadi Barbes, de Derradji-Bousselah, de Tassadane Haddada, d'Ouled Khalouf, d'Amira Arres, de Chigara, de Ferdjoua, de Yahia Beni Guecha et de Minar Zarza.

Selon cette source, la conservation des forêts de Mila a adressé une correspondance à la direction de la réglementation et des affaires générales, sollicitant l'approbation des permis de chasse et la préparation d'un projet d'arrêté fixant les conditions de pratique de la chasse dans la wilaya de

Mila, les espèces chassables et le nombre de gibier autorisé pour chaque chasseur, "en attendant le début de l'opération d'location des zones de chasse".

Mme Hanniche, précisant que seize (16) associations regroupant 757 chasseurs activent actuellement dans la wilaya de Mila, a également souligné les efforts déployés depuis 2021 par le secteur forestier en matière de dénombrement annuel du gibier dans les zones de chasse disponibles dans cette wilaya.

KHENCHELA

Convention entre la Conservation des forêts et la Fédération nationale des chasseurs

La Conservation des forêts de la wilaya de Khenchela a signé samedi une convention avec la Fédération nationale des chasseurs, à l'effet de faciliter et d'encadrer la chasse au gibier sauvage dans les différentes communes de la wilaya.

Le document, valable pour toute la saison de chasse 2023-2024, a été signé, au cours d'une cérémonie organisée au siège de la Conservation des forêts, par Djadid Okkazi, en sa qualité de conservateur des forêts, et Tayeb Abbaoui, représentant à Khenchela de la Fédération

nationale des chasseurs. Les deux parties ont convenu, aux termes de l'accord signé, que les chasseurs limiteront leur activité de chasse dans 3 zones déterminées, à savoir les forêts de Bougherdaine, dans la commune de Kaïs, de Ketfa Essaouda, dans la commune de Bouhmama et de Ras Serdoun, dans la commune du chef-lieu de wilaya.

L'accord signé entre la Conservation et la Fédération des chasseurs, qui regroupe 368 chasseurs au sein de 12 associations, a également déterminé les gibiers autorisés à la chasse durant

la saison 2023-2024, en l'occurrence le lièvre et la perdrix Gambia.

De même que la convention fixe les journées de chasse aux samedis de la première et dernière semaine de chaque mois, et limite à deux proies à chasser par jour (un lièvre et une perdrix Gambia) par chacun des chasseurs.

La Conservation des forêts a récemment initié une formation pour les chasseurs, au cours de laquelle il a été rappelé les types de mammifères et d'oiseaux autorisés à la chasse, ainsi que

les règles d'éthique entourant cette activité et la législation en définissant les conditions, en particulier le type d'armes à utiliser.

Dans la wilaya de Khenchela, la saison de la chasse est ouverte du 15 septembre 2023 au 1er janvier 2024, comme le stipule l'arrêté de la wilaya n 11-62 du 14 septembre 2023, définissant les périodes de chasse, les espèces chassables et le nombre autorisé pour chaque chasseur, approuvés par le Conseil supérieur de la chasse et du patrimoine cynégétique.

BOUMERDES

Production de près de 3.700 tonnes de poisson depuis le début de l'année

La wilaya de Boumerdes a réalisé une production de 3.700 tonnes de poisson depuis le début de l'année à la mi-septembre courant, accompagnée d'une fluctuation dans les cours de ce produit sur les marchés, a indiqué le directeur local de la pêche et des ressources halieutiques de la wilaya.

Selon Kadri Cherif, la production piscicole a augmenté dans la wilaya, soit une différence de 1.300 tonnes comparativement à la même période de 2022, siège d'une capture globale de près de 2.400 tonnes de poisson.

"Une part léonine de cette prise, soit 90%, est représentée par la sardine et l'anchois, forts répandus sur le littoral de Zemmouri El Bahri et Dellys, au mo-

ment où le reste englobe des variétés diverses de fruits de mer notamment", a ajouté le même responsable.

Cette amélioration de la production a été accompagnée, selon M. Kadri, par une "instabilité" des prix de la sardine et de l'anchois notamment, sur le marché local, où le kilogramme de sardine a atteint le pic de 800 DA le kg, chez les détaillants, pendant des mois, avant de descendre, dernièrement, à des seuils plus cléments fluctuant actuellement entre 300 et 500 DA le kg. Il a expliqué la hausse de la production à une amélioration des conditions climatiques, à différentes périodes de l'année, qui a encouragé les marins pêcheurs à intensifier leurs sorties en mer, outre des

courants marins favorables et l'amélioration des conditions de travail des pêcheurs. Selon les prévisions du responsable du secteur, ce rythme positif imprimé à la production piscicole, au niveau des ports de Zemmouri El Bahri, Dellys et Cap Djinet, "pourrait être maintenu jusqu'à la fin de la saison, fixée à fin octobre".

Plus de 4000 professionnels entre artisans et pêcheurs activent sur le littoral de Boumerdes comptant trois ports de pêche principaux englobant une flottille de 400 embarcations, dont près de 200 au port de Zemmouri El Bahri, et une centaine d'unités de pêche dans chacun des ports de Dellys et de Cap Djinet.

AGRICULTURE

Le renforcement du système coopératif entre les agricultures, une nécessité pour promouvoir la production nationale (Professionnels)

Des professionnels dans le domaine agricole ont affirmé samedi au cours d'une journée d'étude sur "le rôle des coopératives agricoles dans le développement" tenue à Biskra que le renforcement du système coopératif entre les agriculteurs constituerait, dans une prochaine étape, une nécessité pour promouvoir la production nationale.

Dans une intervention intitulée "la contribution des coopératives dans le développement agricole", l'expert et consultant en assurances agricoles, Yahia Zane, a estimé qu'il était important d'encourager et de promouvoir ces coopératives, considérées comme un système économique et social favorisant la solidarité entre les agriculteurs en soutenant leurs potentialités matérielles et techniques en vue d'optimiser les capacités productives notamment dans les régions aptes à devenir des pôles en matière de production agricole dont Biskra. Il a ajouté que le succès des expériences dans le système coopératif et l'appui des hautes instances pour revoir les mécanismes opératoires des coopé-

tives pour promouvoir la production nationale le permettra la concrétisation des efforts de mise en place d'un développement agricole. Pour sa part, le président de la Chambre agricole de Biskra, Messaoud Goumari, a indiqué qu'il était nécessaire de valoriser toutes les initiatives contribuant à relever les défis pour répondre aux besoins nationaux, ajoutant qu'en plus du rôle important des centres de recherche scientifique et l'utilisation des nouvelles techniques dans l'agriculture, il demeure nécessaire de regrouper les agriculteurs dans des coopératives et mobiliser leurs compétences et bénéficier du soutien accordé par l'Etat en vue d'accroître les surfaces agricoles et concrétiser l'autosuffisance ali-



mentaire. De son côté, le président du conseil d'administration de la coopérative agricole régionale polyvalente "Echourouk" de la wilaya de Biskra, Amara Derroune, a mis l'accent sur l'importance d'accorder des facilitations

et de soutenir davantage les agriculteurs et rapprocher les moyens de soutien des bénéficiaires à travers les coopératives", et a insisté également sur la nécessité de la formation au profit des investisseurs du domaine pour garantir

leur adhésion effective dans les coopératives agricoles et de bénéficier des avantages accordés dans ce cadre notamment en ce qui concerne l'acquisition de matériel et en matière d'assurance.

La journée d'étude qui s'inscrit dans le cadre du programme de célébration de la journée nationale de la vulgarisation agricole coïncidant avec le 1 octobre de chaque année, est initiée par la coopérative agricole régionale "Echourouk" en collaboration avec la direction de wilaya des services agricoles (DSA) et la chambre agricole locale. Elle a été marquée par la participation de représentants de plusieurs banques et la présence d'agriculteurs activant dans diverses filières agricoles.

AVICULTURE

Les coopératives peuvent s'approvisionner en intrants auprès de l'Onab (ministère)

Le ministère de l'Agriculture et du Développement rural a rappelé, samedi dans un communiqué, à l'ensemble des coopératives avicoles, la possibilité d'approvisionnement des structures d'élevage en aliment de bétail (maïs et les tourteaux de soja) auprès de l'Office national des aliments de bétail (ONAB). Cette mesure intervient conformément aux dispositions du décret exécutif n° 23-112 du 9 mars 2023, relatif aux modalités d'exemption de la taxe sur la valeur ajoutée des opérations de vente de l'orge et du maïs ainsi que des matières et des produits destinés à l'alimentation de bétail et de volailles. Le décret autorise l'ensemble des opérateurs, publics et privés, à vendre le maïs comme intrant avicole, au profit des coopératives agricoles bénéficiant du dispositif de soutien (exonération de la TVA), précise la même source.

ORAN

Les entreprises algériennes et les investissements directs étrangers au cœur d'une rencontre sur l'entrepreneuriat

Les entreprises algériennes et les investissements directs étrangers (IDE) ont été le thème central de la 16^{ème} édition d'un séminaire national sur l'entrepreneuriat, organisé samedi à Oran, avec la présence notamment d'experts en économie, d'enseignants universitaires et de gestionnaires d'entreprises. Lors de cette rencontre, organisée par l'établissement de formation "Business Corner", les intervenants ont souligné l'importance pour les entreprises algériennes d'être en phase avec les mutations qui s'opèrent dans l'économie mondiale afin de développer l'économie et de suivre avec efficacité la tendance et l'évolution des investissements étrangers.

Dans ce contexte, Dr Youcef Matika, enseignant en sciences de gestion à l'université Oran 2 "Mohamed Benahmed" a indiqué qu'"il importe aux entreprises algériennes de se développer et d'effectuer des partenariats pour garantir leur pérennité dans l'environnement économique et améliorer leur capacité pour faire face à la concurrence des investissements directs étrangers".

Dr Oumer Boucif, directeur du centre "Business Corner", expert en économie et coach international, a souligné que l'Algérie a fait des efforts considérables pour réaliser et sceller des partenariats économiques concrets et ouvrir les portes au partenariat, exprimant son vœu que les investissements directs étrangers (IDE) contribueront à plus de croissance de

l'économie nationale. Plusieurs conférences ont été animées, lors de cette rencontre, à l'instar de "la Finance islamique et l'augmentation du capital des entreprises nationales", "les défis des importations liées à l'investissement" et "le transfert de technologie par l'attractivité de l'investissement étranger".

BORDJ BOU ARRERIDJ

Préparer le terrain à la généralisation de la numérisation dans les entreprises économiques (rencontre)

Les participants à un séminaire régional sur "la formation et la numérisation dans l'économie" ont souligné, samedi à Bordj Bou Arreridj, la "nécessité de prêter davantage d'attention à la formation" et de "préparer le terrain à la numérisation dans les entreprises économiques". Lors d'une allocution prononcée à cette occasion, le président de l'Association nationale des commerçants et artisans, Tahar Boulanour (ANCA), a déclaré que la formation et la numérisation sont "des éléments essentiels du développement économique, dans tous les pays, car ils permettent d'atteindre les objectifs de développement en général et les objectifs économiques en particulier". Il a indiqué que l'objectif de cette rencontre est de "sensibiliser les commerçants, les opérateurs économiques et les artisans à la nécessité de prêter attention à la formation et

de généraliser la numérisation dans tous les domaines économiques, comme l'encouragement du paiement électronique".

Il a ajouté que l'association qu'il dirige "s'emploiera à intensifier les campagnes de sensibilisation dans ce domaine, tout au long du dernier trimestre de l'année en cours". Pour sa part, M. Farouk Rachi, représentant de cette même association dans la wilaya de Constantine, a fait savoir que les résultats obtenus par l'opérateur économique, ou l'artisan, sont "parfois en-deçà des objectifs assignés, simplement parce que l'opérateur en question n'a pas suivi une formation appropriée dans le créneau dans lequel il active". Dans d'autres cas, "il rencontre des difficultés en matière de commercialisation de ses produits, ou enregistre un retour de ses marchandises, parce qu'il n'a pas été formé à produire selon les

normes requises sur les marchés internationaux", a ajouté M. Rachi. De son côté, M. El Hachemi Yaïche, vice-président de l'Association nationale des commerçants et artisans, et représentant de la wilaya de M'sila, a souligné que la formation "vise à améliorer la qualité de la production de l'opérateur économique et la rend conforme aux exigences du marché et de la technologie, lui permettant ainsi d'être concurrentiel, tout en maîtrisant les technologies modernes grâce à la numérisation qui permet, d'une part, de gagner un temps précieux, et d'éliminer, d'autre part, les facteurs menaçant tout système économique, comme la bureaucratie et la corruption, notamment". Pour lui, "la généralisation d'une numérisation maîtrisée contribue à l'élimination de ces facteurs qui constituent un obstacle majeur pour les opérateurs économiques".

Le wali de Bordj Bou Arreridj, Kamel Nouicer, intervenant à cette occasion, a salué cette initiative, affirmant que la numérisation est un processus important dans l'organisation des opérations commerciales.

Il a indiqué, à ce propos, que la wilaya, "compte tenu de son dynamisme économique et de son tissu industriel, aspire à l'exemplarité dans la mise en œuvre de la politique des plus hautes autorités du pays en matière de numérisation". Ce séminaire régional, initié par l'Association nationale des commerçants et artisans, était organisé au Centre des loisirs scientifiques Ali-Benhala, sous l'égide du wali, et en coordination avec la direction du commerce et de la promotion des exportations. Des opérateurs économiques et des artisans de six wilayas de l'est du pays y ont pris part.

ZONE EURO

L'inflation ralentit plus que prévu en septembre

Le taux d'inflation annuel de la zone euro a chuté à 4,3% sur un an en septembre, après 5,2% en août, atteignant son niveau le plus bas depuis deux ans, a annoncé vendredi l'Office statistique de l'Union européenne (Eurostat).

Le chiffre est meilleur qu'attendu par les analystes de Factset qui tablaient en moyenne sur un ralentissement à 4,5%. L'inflation dans les 20 pays partageant la monnaie unique reste, néanmoins, toujours très au-dessus de l'objectif de 2% fixé par la Banque centrale européenne (BCE). La hausse des prix à la consommation a été divisée par plus de deux depuis le record de 10,6% atteint en octobre 2022 quand les effets de la crise ukrainienne sur les prix du gaz et du pétrole se faisaient sentir à plein. Elle est au plus bas depuis octobre 2021 quand elle avait atteint 4,1%. La nette amélioration du mois de septembre concerne toutes les composantes de l'indicateur.



La flambée des prix de l'alimentation (y compris alcool et tabac) a reculé à 8,8% sur un an, après 9,7% en août. Même tendance pour les tarifs des services, en progression de 4,7% après 5,5% en

août, et pour ceux des biens industriels (4,2% comparé à 4,7%). La baisse des tarifs de l'énergie s'est, elle, accélérée (-4,7% contre -3,3%). Au sein de la zone euro, les meilleures performances ont été enre-

gistrées aux Pays-Bas, où les prix ont reculé de 0,3% en glissement annuel en septembre, ainsi qu'en Belgique (hausse de 0,7%).

L'Allemagne, première économie européenne, est dans la moyenne, avec un taux d'inflation de 4,3%, en chute de 2,1 point par rapport au mois précédent, selon les données harmonisées publiées par Eurostat.

En revanche, la France, qui faisait jusqu'ici mieux que ses voisins, affiche désormais l'un des taux les plus élevés, à 5,6% sur un an, en recul de seulement 0,1 point par rapport à août. Elle est uniquement dépassée par l'Italie (5,7%), l'Autriche (5,8%), la Slovaquie (7,1%) et la Slovaquie (8,9%).

BANQUE EUROPÉENNE POUR LA RECONSTRUCTION ET LE DÉVELOPPEMENT (BERD)

La Tunisie atteindrait une croissance de 2,5% en 2024

La Tunisie devrait atteindre, pour l'exercice 2024, une croissance estimée à 2,5% sous l'effet de la "viguerie" des secteurs du tourisme et des exportations de phosphates, a révélé la Banque européenne pour la reconstruction et le développement (BERD), dans un rapport relayé jeudi par la presse locale.

D'après le rapport de la BERD, cette croissance aurait également pu être réalisée grâce à un éventuel accord avec le Fonds monétaire international (FMI). Cependant, la croissance économique de la Tunisie sur l'ensemble

de l'année 2023 "se limiterait à 1,9%, soit un repli par rapport à la modeste reprise post-pandémique de 2,4% en 2022, en raison de conditions extérieures défavorables, d'une inflation élevée et de troubles sociaux qui pèsent sur les perspectives économiques".

Toujours selon l'institution financière européenne et malgré la bonne conduite du secteur touristique, des services financiers et du secteur industriel, des facteurs comme la contraction des secteurs agricole et minier "sont à l'origine de ce ralentis-

sement (...) le chômage a légèrement baissé, en Tunisie, pour se situer à 15,6% au deuxième trimestre 2023, mais l'inflation a atteint 9,1% en glissement annuel en juillet 2023". D'un autre côté, sous l'effet de l'augmentation des dépenses publiques (en particulier de la masse salariale et les subventions), la situation macro-budgétaire s'est détériorée en 2022, commente la BERD avant d'ajouter que cela a généré un déficit budgétaire de 7,6% du PIB, alors que la dette publique de l'Etat s'accroît de 80% du PIB.

ALLEMAGNE

La récession en 2023 sera plus forte que prévu

Les principaux instituts de conjoncture allemands ont nettement abaissé jeudi leur prévision pour 2023, le Produit intérieur brut de la première économie européenne devant désormais baisser de 0,6%, davantage que prévu par d'autres organisations.

Les instituts révisent de 0,9 point à la baisse leur prévision du printemps, en raison d'une évolution décevante de la consommation et de la production industrielle. L'ancienne locomotive de l'UE devrait être le seul grand pays industriel à connaître une récession cette année, selon le FMI, qui table lui sur un recul de 0,3%.

"L'Allemagne est en récession depuis plus d'un an", a résumé Oliver Holte-

möller, économiste à l'institut de conjoncture de Halle (IWH), lors d'une conférence de presse à Berlin. En cause, la flambée des prix de l'énergie en 2022, l'expliquent les cinq instituts (DIW, IFO, IWH, RWI) dans un communiqué. L'inflation qui a dépassé 8% à l'automne 2022 a par ailleurs ponctionné le pouvoir d'achat des ménages, quand les taux d'intérêt, relevés agressivement par la Banque centrale européenne de 4,5 points de pourcentage depuis juillet 2022, ont freiné le secteur de la construction. L'industrie, déjà en souffrance pour les entreprises les plus énergivores, a connu un été maussade avec des carnets de commandes en baisse surtout en provenance de

grands clients comme les Etats-Unis et la Chine, dont les économies sont au ralent.

La hausse des salaires en Allemagne pour rattraper l'inflation et le recul des prix de l'énergie devraient cependant contribuer à une amélioration de la situation en fin d'année, permettant au niveau d'utilisation des capacités de production de se reprendre, a-t-il expliqué.

En 2024, ils prévoient un rebond du PIB allemand de 1,3%, soit 0,2 point de pourcentage de moins que prévu au printemps. Pour le moyen terme, les économistes mettent en garde: "le développement économique en Chine et les nouveaux conflits commerciaux émergents entre l'UE et la Chine dans le domaine des

véhicules électriques constituent une menace pour l'économie allemande orientée vers l'exportation", selon M. Holtemöller.

L'Allemagne a connu une récession technique cet hiver, avec deux trimestres d'affilée de recul du PIB.

Sa croissance a été nulle entre avril et juin et le PIB pourrait de nouveau plonger au dernier trimestre de l'année, selon les économistes.

La crainte du déclin économique et industriel domine les débats politiques et met sous pression le gouvernement d'Olaf Scholz composé d'une coalition entre sociaux-démocrates, écologistes, qui détiennent le portefeuille de l'Economie, et libéraux, chargés des Finances.

FRANCE

La dette publique dépasse les 3000 milliards d'euros au 2^{ème} trimestre

La dette publique de la France a augmenté entre avril et juin 2023 de 34,5 milliards d'euros pour atteindre 3.046,9 milliards d'euros, a indiqué vendredi l'Institut national français de la statistique et des études économiques (INSEE). Elle représente 111,8% du produit intérieur brut (PIB), en léger recul par rapport au trimestre précédent représentant 112,5% du PIB, a précisé l'Insee. La hausse de la dette française en valeur absolue provient essentiellement de l'augmentation de la dette de l'Etat (+57 milliards d'euros). Celle des administrations de sécurité sociale a diminué de 21,6 milliards d'euros. La dette des organismes divers d'administration centrale s'est repliée de 400 millions d'euros et celle des administrations publiques locales de 500 millions d'euros. Le traité européen de Maastricht de 1992 fixait pour les Etats une limite de dette publique à 60% du PIB, seuil que la France a dépassé à la fin de l'année 2002, pour ne plus jamais repasser en-dessous depuis. Mais, depuis la crise sanitaire, suivie de la crise ukrainienne, cette règle, comme celle d'un déficit public inférieur à 3% du PIB, ont été suspendues. Elles devraient être réactivées en 2024. Dans sa loi de programmation des finances publiques fixant la trajectoire budgétaire de la France jusqu'en 2027 et adoptée sans vote à l'Assemblée nationale mercredi dernier grâce à l'article 49.3 de la Constitution, le gouvernement français prévoit de ramener la dette à 108,1% du PIB à cette échéance et le déficit public à 2,7% du PIB, contre 4,9% prévus cette année.

ITALIE

Une vente d'actifs de 21 milliards d'euros prévue pour maîtriser la dette

L'Italie compte lever au moins 1% du produit intérieur brut (PIB), soit environ 21 milliards d'euros (22,2 milliards de dollars), par le biais de ventes d'actifs entre 2024 et 2026, a déclaré le Trésor italien dans son document économique et financier (DEF) publié samedi. Ce plan s'inscrit dans le cadre des efforts déployés par le Premier ministre Giorgia Meloni pour maîtriser la deuxième dette de la zone euro en proportion du PIB, tandis que les investisseurs surveillent de près les finances publiques chancelantes de Rome.

Le ratio dette/PIB de l'Italie devrait diminuer pour atteindre 139,6% en 2026, contre 140,2% cette année. Les nouveaux objectifs prennent en compte le produit des cessions d'actifs prévues au cours des trois prochaines années, a déclaré le DEF, montrant que sans les plans de vente, le fardeau de la dette augmenterait probablement. Le ministre de l'Economie, Giancarlo Giorgetti, a déclaré dans le document que les ventes de participations concerneraient des entreprises soumises à des engagements de privatisation déjà convenus avec la Commission européenne. Il s'agit d'une référence à la banque Monte dei Paschi di Siena (MPS), qui a été renflouée en 2017 pour un coût de 5,4 milliards d'euros pour les contribuables. Le Trésor devrait engager des conseillers pour le processus de repratisation de la banque, ont déclaré les banquiers, bien que M. Giorgetti ait récemment jeté de l'eau froide sur la perspective d'une action rapide en déclarant que le gouvernement n'avait pas de besoin urgent de liquidités. L'Italie vendra également des actions dans des sociétés dans lesquelles la participation du Trésor "dépasse ce qui est nécessaire pour maintenir une cohérence appropriée et une unité de direction stratégique", a ajouté M. Giorgetti, sans fournir d'autres détails. Toutefois, les gouvernements italiens n'ont jamais atteint leurs objectifs en matière de privatisation, et ce dès avant la pandémie de grippe aviaire, qui a déclenché une longue période de politique budgétaire expansionniste qui n'a pas encore pris fin. En 2018, le Premier ministre de l'époque, Giuseppe Conte, s'était engagé à lever quelque 18 milliards d'euros grâce à des cessions d'actifs avant la fin de l'année suivante pour aider à réduire la dette et rassurer les investisseurs, mais le plan n'a donné aucun résultat.

ESPAGNE

Hausse de l'inflation à 3,5% en septembre

L'inflation a connu une nouvelle accélération en septembre en Espagne pour atteindre 3,5% sur un an, en raison d'une hausse des prix de l'électricité et des carburants, selon une estimation provisoire publiée jeudi par l'Institut national des statistiques (INE). Ce taux, qui doit encore être confirmé, est supérieur de 0,9 point à celui du mois d'août (2,6%) et de 1,6 point à celui de juin (1,9%), qui avait permis à l'Espagne de revenir pour la première fois

depuis mars 2021 dans la cible de 2% fixée par la Banque centrale européenne (BCE). Selon l'INE, l'accélération du mois de septembre s'explique par les prix de l'électricité qui avaient fortement baissé il y a un an grâce au mécanisme dit d'"exception ibérique", qui autorise Madrid et Lisbonne à plafonner le prix du gaz utilisé dans la production d'électricité.

Ce régime dérogatoire, octroyé par Bruxelles en raison du manque d'inter-

connexions électriques entre la péninsule ibérique et le reste de l'Union européenne, est prévu pour durer jusqu'à fin 2023 au moins. Selon l'INE, le regain du mois de septembre s'explique également, quoique dans une moindre mesure, par la hausse des prix des carburants, tirés par l'envolée mondiale des cours du pétrole. L'indice des prix à la consommation harmonisé (IPCA), qui permet les comparaisons avec les autres pays de la zone euro,

s'est lui établi à 3,2%, soit 0,8 point de plus qu'en août (2,6%), selon l'Institut des statistiques. L'inflation sous-jacente, qui ne tient pas compte des prix de l'énergie et qui est corrigée des variations saisonnières, a quant à elle reculé de 0,3 point, à 5,8%. L'inflation en Espagne s'était envolée dans le contexte de la crise ukrainienne, atteignant un pic de 10,8% durant l'été 2022.

SÉTIF

La généralisation de la pratique sportive en milieu scolaire, un moyen efficace pour lutter contre la drogue (rencontre)

Les participants aux travaux d'une conférence nationale sur "le sport scolaire et universitaire" placée sous le slogan "non à la drogue" ont plaidé samedi à Sétif pour l'importance de généraliser la pratique sportive en milieu scolaire compte tenu de son efficacité dans la lutte contre la drogue.

L'importance d'exploiter le temps vide dans la pratique des différentes disciplines physiques dans les établissements éducatifs, notamment dans les différents paliers, a été mise en avant par le vice recteur de l'université Sétif2, Boutalbi Ben Djedou, spécialiste en sciences sociales et humaines lors d'une allocution prononcée à l'ouverture de cette manifestation de sensibilisation organisée à la salle des conférences du musée public national de Sétif par l'association nationale de promotion et de développement du sport féminin, en collaboration avec la Direction locale de la jeunesse et des sports (DJS).

Le rôle du sport dans le développement des compétences des jeunes et leur mise à l'abri des différentes formes de criminalité, comme la violence et la drogue, a été évoqué par M. Ben Djedou qui intervenait devant une assistance forte de 250 participants représentant l'association initiatrice de l'événement venues des différentes wilayas du pays, des enseignants de l'éducation physique et des cadres des Directions de la jeunesse et des sports et de l'éducation, en plus de représentants de la société civile.

A cette occasion, le vice recteur a salué la décision du président de la République M. Abdelmadjid Tebboune portant recrutement d'enseignants de l'éducation physique dans le palier primaire, estimant que cela "contribue sans doute à relancer le sport scolaire considéré comme un réservoir du sport d'élite et de haut niveau".

Au cours du débat, un appel a été lancé pour encourager le sport universitaire compétitif dans diverses disciplines et le généraliser afin de prévenir les maux sociaux et d'éviter l'oisiveté qui constitue l'une des causes de la propagation des différents fléaux.

La présidente de l'association nationale de promotion et de développement du sport féminin, Dounia Hadjab, a indiqué que la manifestation de sensibilisation s'inscrit dans le cadre de la "promotion et le développement du sport féminin en milieu scolaire".

ACCIDENTS DE LA CIRCULATION 13 morts et 424 blessés en 48 heures

Treize (13) personnes ont trouvé la mort et 424 autres ont été blessées dans des accidents de la circulation enregistrés ces dernières 48 heures à travers plusieurs régions du pays, indique samedi un bilan de la Protection civile.

Le bilan le plus lourd a été enregistré dans la wilaya d'El-Bayadh où 2 personnes sont décédées et 3 autres ont été blessées, suite à une collision entre deux véhicules légers, survenu sur la RN 53, au niveau de la commune d'El-Berma. Dans le cadre du dispositif de surveillance des plages et de la baignade, les unités de la Protection civile ont effectué 83 interventions, au cours desquelles elles ont sauvé de la noyade 19 personnes, prodigué des soins à 61 personnes et ont évacué 2 autres personnes vers les structures sanitaires locales, tandis qu'à Jijel, un homme, âgé de 41 ans, s'est noyé au niveau d'une plage, interdite à la baignade.

Dans le cadre de la lutte contre les feux de forêts, les maquis et les incendies de récoltes, les équipes de la Protection civile sont intervenues pour l'extinction de 31 incendies du couvert végétal à travers plusieurs wilayas, ajoute la même source.

Par ailleurs, les unités de la protection civile ont procédé à l'extinction de 04 incendies urbains et divers à travers les wilayas d'Alger, Timimoune, Sétif et Batna. A Sétif, l'incendie qui s'est déclaré dans un logement situé dans un immeuble édifié à fait deux (2) morts victimes: deux enfants âgés d'un (1) an et cinq (5) ans, ainsi que deux blessés, brûlés au 2ème et 3ème degré. A Alger, les unités de la Protection civile ont sauvé 5 personnes qui étaient bloquées à l'intérieur d'un dortoir suite à l'incendie qui s'est déclaré dans cet établissement composé de 2 étages situé à Bab-Azzoun, commune de la Casbah.

JOURNÉE INTERNATIONALE DES PERSONNES ÂGÉES Le CNDH salue les efforts de l'Etat dans la prise en charge des personnes âgées

Le Conseil National des Droits de l'Homme (CNDH) a salué, samedi, les efforts déployés par l'Etat pour le bien être des personnes âgées en leur garantissant un accès à la prise en charge sanitaire, outre la procédure de la médiation familiale et sociale afin de les maintenir au sein de leur famille.

Dans un communiqué publié à la veille de la Journée internationale des personnes âgées, célébrée le 1er octobre de chaque année, le CNDH a estimé que la médiation familiale, régie par le décret exécutif n° 16-62 du 11 février 2016, revêt une "importance capitale", soulignant la nécessité de la renforcer par tous les moyens disponibles.

Rappelant que "le mécanisme de médiation sociale et familiale est une mesure préventive visant à résoudre tous les conflits qui pourraient survenir au sein de la famille, en particulier entre les ascendants et les descendants", le CNDH a souligné que ce mécanisme s'inscrivait dans le cadre des "mesures préventives visant à



résoudre les problèmes familiaux, régler les conflits et à renforcer la cohésion familiale et sociale, ce qui est à même de contribuer à la protection des

personnes âgées au sein de la famille". Le Conseil a également souligné la nécessité d'accompagner cette mesure pour la rendre plus efficace à travers un

soutien psychologique et social aux personnes âgées et à leurs familles, afin d'éviter les cas d'abandon ou de négligence.

Le Conseil a enregistré, dans ce sens, une "baisse continue du nombre de résidents dans les établissements d'accueil des personnes âgées, passant de 2.185 personnes en 2010 à 1.444 personnes en 2021".

L'Algérie "a consacré la prise en charge sanitaire des personnes âgées à travers l'élaboration et la mise en œuvre de programmes de protection de cette catégorie, notamment celles atteintes de maladies chroniques ou handicapées, tout en leur assurant un accès à tous les services liés aux soins, à la réadaptation et à la prise en charge psychologique".

SOLIDARITÉ

Le secteur œuvre à renforcer les mécanismes de prise en charge des personnes âgées (ministre)

La ministre de la Solidarité nationale, de la Famille et la Condition féminine, Kaoutar Krikou, a souligné, samedi à Tlemcen, que son secteur œuvre à renforcer les mécanismes de prise en charge de la catégorie des personnes âgées.

Lors de sa visite au Centre des personnes âgées sis au plateau de Lalla Setti de la commune de Tlemcen, à la veille de la célébration de la Journée mondiale des personnes âgées, coïncidant avec le 1er octobre, la ministre a souligné que son secteur œuvre à "renforcer les mécanismes de prise en charge de la catégorie des personnes âgées, à travers leur intégration en milieu social, bénéficier de leur expérience et créer des fermes pilotes pédagogiques et leur généralisation sur les 32 centres de personnes âgées à travers le territoire national".

Mme Krikou a ajouté que "parmi d'autres mécanismes figure la plateforme de signalement des personnes âgées en situation difficile et d'intégration économique, en proposant des mini-projets adaptés aux personnes âgées, ainsi que des subventions directes telles que des aides sociales". Elle a souligné que "l'Algérie a été

pionnière dans le développement d'un arsenal juridique dans le domaine de la protection de personnes âgées, à travers un ensemble de mesures sociales visant à renforcer son statut familial et social et à garantir le droit de vivre dans un environnement familial et de jouir de tous ses droits garantis par la Constitution", en particulier la Constitution de 2020 et la loi 10-12 relative à la protection des personnes âgées, dont certaines de ses dispositions sont en cours de révision et de mise à jour pour suivre le rythme des exigences actuelles de cette catégorie". Concernant la pandémie du coronavirus, la ministre a souligné que "notre pays, à travers les décisions sages des autorités supérieures du pays, a élaboré un plan d'urgence efficace pour gérer la crise sanitaire et a épargné à la population divers préjudices et a obtenu des succès évidents dans le domaine de la prévention, la protection sanitaire et sociale des personnes âgées, grâce au système sanitaire et social et à la participation des différents secteurs et organismes actifs dans le domaine".

Elle a, en outre, indiqué que "le secteur de la Solidarité nationale a été au cœur de

l'événement, à travers des actions d'intervention sur le terrain, des actions de sensibilisation, d'accompagnement et de prise en charge institutionnelle pour offrir aux personnes âgées toutes les conditions de soins et de protection, par le biais de nombreuses activités et programmes adaptés dans le cadre d'un plan proactif d'urgence qui a permis d'obtenir les résultats escomptés". Le secteur de la solidarité nationale travaille également sur le dossier de la numérisation des œuvres sociales et pour faciliter l'accès aux plateformes et applications numériques, notamment l'application numérique, pour informer sur une personne âgée en difficulté, le projet de fermes pilotes pédagogiques, dans le cadre du plan d'actions du secteur pour réaliser des objectifs de développement durable et le plan d'action international de Madrid sur la vieillesse. Mme Krikou a visité une exposition, au niveau du même centre, sur les réalisations de femmes au foyer et certaines familles productives, des ateliers d'alphabétisation et enseignement des adultes, l'aquaculture et la couture, ainsi que sur et la ferme pilote pédagogique.

SOCIÉTÉ CIVILE

Une "consultation nationale" au profit des associations et des acteurs de la société civile (Observatoire)

Le président de l'Observatoire national de la société civile (ONSC), Noureddine Benbrahim a annoncé samedi le lancement d'une "consultation nationale" au profit des associations et des acteurs de la société civile. Présidant l'ouverture des travaux de la 5e session ordinaire de l'ONSC, M. Benbrahim a expliqué que cette "consultation nationale qui sera abritée par le Centre international de conférences (CIC) vise à redéfinir les concepts au sein de l'Observatoire, à cristalliser une nouvelle approche de ses missions, et à débattre de la pratique quotidienne de cette institution consultative".

L'Observatoire vise également, à travers cette consultation, à "créer un espace de débat entre les acteurs de la société civile sous la supervision d'experts et de professeurs d'université pour plancher sur les contextes nationaux et internationaux vécus par que la société civile depuis l'adoption de la loi sur les as-

sociations de 1990 jusqu'à la Constitution actuelle, d'autant que ces contextes ont un impact direct sur l'élaboration des lois", a ajouté M. Benbrahim. M. Benbrahim a annoncé le lancement, lors de cette consultation, de la première institution de formation destinée à la société civile sous forme de plateforme numérique. Cette plateforme, a ajouté le même responsable, "s'intéresse à la construction des tendances de la société civile et à l'introduction des technologies modernes", soulignant l'importance de "la qualité dans les activités de la société civile pour qu'elle soit un acteur du processus de développement".

M. Benbrahim a rappelé, par ailleurs, les "dépenses stratégiques" lancées par l'ONSC dans le domaine du développement, à travers "1500 projets entrant dans le cadre de l'économie solidaire, une initiative visant la création de 100.000 emplois dans les cinq années à venir".

CHLEF

Saisie de plus de 1.700 comprimés psychotropes

Une saisie de 1.772 comprimés psychotropes a été réalisée par la brigade de la police judiciaire de Chlef, qui a également procédé à l'arrestation d'une personne, a indiqué, samedi, un communiqué émis par ce corps sécuritaire. Selon le document, cette opération réalisée dans le cadre de la lutte contre toutes les formes de criminalité, dont le trafic de drogue parmi les jeunes, a permis l'arrestation d'un individu, âgé de 26 ans, relevant d'un réseau criminel spécialisé dans le trafic de substances psychotropes. Le mis en cause a été interpellé grâce à des informations parvenues à la dite brigade, portant sur son activité suspecte.

Les investigations menées à cette suite ont permis l'arrestation du suspect et la fouille de son domicile, où cette quantité de comprimés psychotropes a été découverte, selon la même source. La poursuite de l'enquête dans cette affaire a permis l'identification des complices du suspect. Deux individus âgés de 20 et 30 ans, actuellement en état de fuite.

Le prévenu a été présenté devant les autorités judiciaires compétentes près le tribunal de Chlef sous les chefs d'accusation de "détention illégale de substances psychotropes dans l'intention de leur vente et stockage". Une décision de placement en détention provisoire à l'établissement pénitentiaire de Chlef été émise à son encontre.

APS

JOURNÉE INTERNATIONALE DES PERSONNES ÂGÉES Le nombre de personnes âgées a triplé (ONU)

Le nombre de personnes âgées a triplé, passant d'environ 260 millions en 1980 à 761 millions en 2021, indique l'ONU, à l'occasion de la Journée internationale des personnes âgées, qui sont souvent parmi les premières victimes des crises.

Selon les Nations unies, entre 2021 et 2050, la part mondiale de la population âgée (définie comme étant les personnes de 65 ans ou plus), devrait passer de moins de 10% à environ 17%.

La croissance rapide du nombre de personnes atteignant un âge avancé souligne l'importance de la promotion de la santé, de la prévention et du traitement des maladies tout au long de la vie, souligne l'ONU.

Par ailleurs, les personnes âgées sont souvent parmi les premières victimes des crises, et doivent faire face à la pandémie de Covid-19, à la pauvreté ou aux urgences climatiques, souligne le Secrétaire général de l'ONU, Antonio Guterres, dans un message marquant cette Journée qui coïncide cette année avec le 75e anniversaire de la Déclaration universelle des droits de l'homme. "Pour concrétiser la promesse de la Déclaration, nous devons faire davantage



pour protéger la dignité et les droits des personnes âgées partout dans le monde", ajoute le chef de l'ONU.

"En reconnaissance de cette étape importante et dans la perspective d'un avenir qui tienne la promesse de veiller à ce que toutes les personnes, y compris les personnes âgées, jouissent

pleinement de leurs droits et de leurs libertés fondamentales, elle sera axée cette année sur le thème «Tenir les promesses de la Déclaration universelle des droits de l'homme pour les personnes âgées : À travers les générations», précise-t-on de même source. À cet effet, le SG de l'ONU insiste à promouvoir l'apprentis-

sage tout au long de la vie, les soins de santé de qualité et l'inclusion numérique, tout en encourageant le dialogue et l'unité entre les générations.

L'événement mettra notamment l'accent sur la spécificité des personnes âgées dans le monde, pour la jouissance de leurs droits et la lutte contre les violations, et sur la manière dont le renforcement de la solidarité par l'équité et la réciprocité entre les générations offre des solutions durables pour tenir les promesses des Objectifs de développement durable (ODD).

D'ici à 2030, 1,4 milliard de personnes seront âgées de 60 ans ou plus. Au cours des trois prochaines décennies, le nombre de personnes âgées dans le monde devrait plus que doubler, atteignant plus de 1,5 milliard de personnes en 2050, avait indiqué l'ONU en 2022, à l'occasion de cette Journée célébrée le 1er octobre de chaque année.

GESTION DES PRODUITS CHIMIQUES Une nouvelle feuille de route mondiale adoptée

Une nouvelle feuille de route pour la gestion des produits chimiques dans le monde a été adoptée à l'issue d'une conférence internationale regroupant gouvernements et entreprises, que l'ONU a pressés samedi d'aller "encore au-delà de ce qui a été convenu".

La 5e conférence internationale sur la gestion des produits chimiques (ICCM5), organisée sous l'égide de l'ONU, vient de se tenir à Bonn cette semaine.

Cette réunion des représentants gouvernementaux, mais aussi des entreprises ou des ONG, a débouché sur une nouvelle "feuille de route mondiale sur les produits chimiques".

"Fondé sur 28 objectifs, le cadre expose

une feuille de route pour les pays ainsi que les parties prenantes afin d'aborder de manière collaborative le cycle de vie des produits chimiques, y compris la production et les déchets", se félicite l'ONU-Environnement (PNUF) dans un communiqué.

"Le cadre nouvellement adopté appelle à la prévention du commerce illégal et du trafic de produits chimiques et des déchets, à la mise en oeuvre de cadres légaux nationaux et à la sortie d'ici 2035 des pesticides hautement dangereux dans l'agriculture", détaille le PNUF. Il prône également une transition vers des alternatives chimiques plus sûres et durables, une gestion responsable des pro-

duits chimiques dans plusieurs secteurs (industrie, agriculture, santé...) et l'amélioration de la transparence et de l'accès aux données concernant ces produits et leurs risques associés. "J'en appelle aux gouvernements, à l'industrie chimique et à tous ceux impliqués à aller encore au-delà de ce qui a été convenu pour protéger les personnes et la planète", a pressé la directrice exécutive du PNUF, Inger Andersen.

"Une mise en oeuvre tardive ou partielle reviendrait nous hanter sous la forme de plus de morts, de plus d'agressions contre la nature et de pertes économiques", a-t-elle mis en garde, citée dans le communiqué.

ZIMBABWE Effondrement d'une mine d'or : le bilan des victimes grimpe à 9 morts

Au moins neuf mineurs ont trouvé la mort dans l'effondrement, vendredi, d'une mine d'or située près de Chegutu, à quelque 120 km à l'ouest d'Harare, ont appris des médias, samedi en fin d'après-midi, auprès de la Fédération des mineurs du Zimbabwe (ZMF) et d'un ingénieur du site. "Quatre corps ont été récupérés jusqu'à présent" et cinq autres mineurs sont toujours bloqués sous les gravats, a rapporté la présidente de la ZMF Henrietta Rushwaya.

De son côté, un ingénieur de la mine, Hussein Phiri, a confirmé

aux médias sur place que les secours avaient localisé les corps inertes de cinq autres mineurs. "Nous pouvons clairement voir les (5) corps.

Nous sommes convaincus qu'ils sont tous morts", a-t-il affirmé. "Il est très difficile de récupérer les corps car la mine est toujours en train de s'effondrer. A chaque fois que nous essayons, nous mettons aussi nos vies en danger", a-t-il expliqué. Le ministre des Mines de ce pays d'Afrique australe, Soda Zhemu, venu assister aux efforts des secours, a confirmé que 21 mineurs avaient échappé à la catastrophe.

SUISSE Un mort et deux blessés retrouvés près de la frontière allemande (police)

La police suisse a retrouvé samedi trois personnes blessées, dont l'une est ensuite décédée, dans le centre-ville de Schaffhouse près de la frontière allemande, dans des circonstances qui restent à éclaircir.

Les policiers n'ont pas spécifié l'arme utilisée, la nature des blessures, ni la nationalité des personnes impliquées et leur âge.

"A l'heure actuelle, nous ne pouvons pas donner d'autres informations, car le déroulement exact des faits est encore en cours

d'investigation", a indiqué la police cantonale de Schaffhouse.

Peu après 05 h00 la police a été informée que "deux personnes blessées gisaient au sol", a-t-elle précisé dans un communiqué.

Une fois sur place, les forces d'intervention ont retrouvé un homme grièvement blessé et un autre plus légèrement.

"Malgré les mesures de réanimation immédiatement mises en place par la police et le service de secours des hôpitaux de Schaff-

house, la personne grièvement blessée est décédée sur place", a expliqué la police.

Peu de temps après, la police a découvert non loin, à la gare de Schaffhouse, une troisième personne blessée qui, d'après les premiers éléments de l'enquête, serait mêlée à l'affaire.

Elle a été arrêtée, a indiqué la police dans un second communiqué, sans en dire plus.

Le déroulement et le contexte des faits restent encore à éclaircir.

Des milliers de personnes manifestent pour le climat

Plusieurs milliers de personnes ont manifesté, samedi, dans les rues de la capitale suisse, Berne, pour réclamer une meilleure protection du climat et plus de "justice climatique", à moins d'un mois des élections parlementaires.

"La colère face à l'inaction en matière de politique climatique et aux conséquences dévastatrices et mortelles de la crise climatique a mobilisé des groupes de tous âges et de tous horizons",

ont indiqué dans un communiqué les organisateurs de la manifestation réunis au sein de l'Alliance Climatique Suisse.

Les manifestants demandent que cessent les destructions de l'environnement et que les objectifs climatiques de l'accord de Paris soient respectés.

"Pas de planète, pas de santé" ("No planet, no health") ou "Justice climatique maintenant!", pouvait-on lire sur des pancartes. "Halte à la folie" ("Stop the

madness"), pouvait-on lire sur une autre.

"Economisez l'énergie, votre argent, notre planète!" réclamait un autre manifestant.

Selon les organisateurs, les manifestants étaient 60.000 mais la police, comme à son habitude, n'a donné aucun décompte.

Après avoir marché dans les rues de Berne, les manifestants ont occupé l'ensemble de la grande place faisant face au Pa-

lais fédéral, siège du gouvernement et du parlement.

Les organisateurs ont dénoncé notamment la révision de la loi CO2 proposée par le gouvernement, qui a, selon eux, été "edulcorée" cette semaine par les sénateurs.

Les députés doivent encore se prononcer sur le projet de loi qui prévoit que la Suisse réalise environ deux tiers de la réduction des émissions à l'interne et le tiers restant à l'étranger.

GOVERNEMENT D'UNION LIBYEN Sauvetage de 110 migrants au large de la Libye

L'état-major des armées du gouvernement d'union nationale libyen a annoncé, samedi, le sauvetage de 110 migrants irréguliers originaires d'Afrique subsaharienne, lors de deux opérations en Méditerranée, au large de la ville d'al-Khoms, au nord-ouest du pays.

"Les garde-côtes et les services de sécurité portuaire, dirigés par l'état-major de la Marine, ont mené aujourd'hui deux opérations de sauvetage de deux embarcations pneumatiques au nord-est d'al-Khoms (est de Tripoli)", a indiqué un communiqué de l'état-major des armées du gouvernement d'union sur son compte Facebook. Et d'ajouter, "110 migrants africains ont été secourus et ramenés au point de débarquement de la base navale d'al-Khoms et remis aux autorités compétentes". La Libye, qui est un pays bordé par la mer Méditerranée, est un point de passage pour les migrants clandestins vers l'Europe, qui risquent la traversée pour rechercher une vie meilleure.

ITALIE Des migrants sauvés après un feu à bord d'un ferry

Quelques 150 passagers, dont plus de la moitié de migrants, ont été évacués samedi matin d'un ferry reliant l'île italienne de Lampedusa à la Sicile après qu'un incendie se fut déclaré dans la salle des machines, ont annoncé les garde-côtes italiens. Le ferry qui reliait Lampedusa à Porto Empedocle, dans le sud de la Sicile, avait à son bord 177 personnes – 150 passagers dont 83 migrants, et 27 membres d'équipage – ont précisé les garde-côtes. Tous les passagers du ferry ont pu être évacués par bateaux vers la Sicile ou vers Lampedusa, toujours selon les garde-côtes.

Le ferry, hors service mais toujours avec son équipage à bord, doit être remorqué jusqu'à un port d'attache, ont-ils ajouté.

Un grand nombre de migrants arrivent à Lampedusa après la dangereuse traversée de la Méditerranée qu'ils tentent pour atteindre l'Europe, avant d'être évacués vers d'autres centres d'hébergement. Après plus d'une semaine d'accalmie liée au mauvais temps, les arrivées de migrants par la mer ont repris vendredi sur l'île italienne.

Entre juin et août, au moins 990 personnes ont fait naufrage en Méditerranée centrale, soit trois fois plus que pendant l'été précédent, selon un récent décompte de l'Unicef.

MALAISIE Des incendies indonésiens détériorent la qualité de l'air

Des centaines d'incendies de forêt en Indonésie ont provoqué l'apparition de brume sèche dans certaines régions de Malaisie, contribuant à détériorer la qualité de l'air, selon le ministère de l'Environnement de Kuala Lumpur.

"La qualité générale de l'air dans le pays se détériore", a déclaré le directeur général du ministère malaisien de l'Environnement, Wan Abdul Latiff Wan Jaffar, dans un communiqué publié vendredi. "Les incendies de forêt qui se produisent dans la partie Sud de Sumatra et dans les parties centrales et méridionales de Kalimantan (Bornéo), en Indonésie, ont provoqué des brouillards qui ont traversé les frontières", a-t-il ajouté.

Le communiqué précise que 52 zones de feu de forêt à Sumatra et 264 à Bornéo ont été recensées par le Centre météorologique spécialisé de l'Asean (Association des nations d'Asie du Sud-Est), installé à Singapour.

Ces feux sont souvent allumés pour défricher des terres agricoles. Selon la Malaisie, les feux enregistrés cette année sont les pires depuis 2019, lorsqu'ils avaient entraîné près de 2.500 écoles à fermer leurs portes dans le pays. La grande majorité de ces incendies ont lieu sur l'île de Sumatra et sur l'île de Bornéo, divisée entre l'Indonésie dans le Sud, la Malaisie et Brunei dans le Nord.

APS

NÂAMA

Ouverture de 155 postes de formation spécialisée d'infirmiers auxiliaires (DSP)

La wilaya de Nâama a été renforcée par l'ouverture de 155 places pédagogiques, au titre de la session de 2023, de formation spécialisée d'infirmiers auxiliaires de santé publique en faveur des établissements du secteur, a-t-on appris, samedi, auprès de la Direction de la Santé et la Population.

L'ouverture de ces postes en paramédical intervient dans le cadre de l'exécution du programme de tutelle portant sur la fourniture de postes de formation en vue de renforcer l'encadrement dans les établissements de santé publique, hospitaliers ou de proximité, a indiqué le responsable des annexes de formation paramédicale Abderrahmane Azrar.

Les postes de formation sont axés sur trois spécialités, choisies en fonction des besoins des structures de santé de la wilaya, dont les infirmiers auxiliaires de santé publique (105 postes), des assistantes en chirurgie-dentaire de santé publique avec 25 postes et une assistante des soins périnatal et pédiatrique de santé publique (25 postes), a ajouté le même responsable.

Ces postes ont été répartis entre les daïras de Mecheria, et Ain Sefra avec 40 postes chacun, Nâama a vec 20 postes, Sfisifa, Asla et Mekman Benamar (15 postes), ainsi que la daïra de Meghrar avec 10 postes, a-t-on fait savoir. L'opportunité d'intégrer les places de formation pédagogique ouvertes au niveau de l'Institut de Formation Paramédicale de Nâama et son annexe dans la daïra de Mecheria bénéficieront aux candidats de troisième année secondaire des différentes filières.

Les candidats seront sélectionnés sur la base de critères basés sur le classement, lors du concours, selon des normes directement liées au domaine de la formation paramédicale, a-t-on ajouté.

BOUIRA

Relance des travaux de réalisation de l'école paramédicale

Les travaux de réalisation de l'école de formation paramédicale à Bouira, à l'arrêt depuis 2015, ont été relancés, mercredi, par le wali, Abdelkrim Laâmour, à l'occasion d'une visite de travail sur le site du projet.

La future école de formation paramédicale est dotée d'une capacité de 3.000 places pédagogiques et de 150 lits.

Le projet a été doté d'une enveloppe financière initiale de 800 millions de DA.

Le chef de l'exécutif de wilaya a instruit l'entreprise réalisatrice de respecter le délai de deux mois pour livrer les parties 01 et 04 du projet, en attendant que la direction locale de la santé et de la population (DSP) entreprenne les démarches pour relancer les autres parties du projet.

"A sa mise en service, la future école paramédicale contribuera largement à la formation de paramédicaux, ce qui aidera à combler le déficit en la matière", a indiqué le wali, lors de cette visite.

Ce nouvel établissement deviendra la seconde école du genre après celle réalisée il y a plus d'une trentaine d'années dans la ville antique de Sour El Ghoulane (Sud de Bouira), ayant contribué à pourvoir les centres hospitaliers en agents et techniciens paramédicaux, sauf que le besoin dans le domaine est devenu si important qu'il faudra réaliser d'autres écoles pour le satisfaire, selon la DSP.

ENERGIE ATOMIQUE

Le Centre de médecine radiologique "CPMC" et le centre de médecine nucléaire de Bab el Oued classés centres régionaux de collaboration

Le délégué permanent de l'Algérie à Vienne, Larbi Latrouche, et le Directeur général de l'Agence internationale de l'énergie atomique (AIEA), Rafael Mariano Grossi, ont signé, samedi, un accord classant le Centre de médecine radiologique "Pierre et Marie Curie" (CPMC) et le Centre de médecine nucléaire de Bab El Oued (Alger), centres régionaux de collaboration, dans le cadre de l'initiative "Rayons d'espoir" pour la région Afrique.

La signature a eu lieu en marge de la 67e Conférence générale de l'AIEA à Vienne.

L'Algérie tend, à travers ce classement, à contribuer au renforcement de ses capacités dans le domaine de la radiothérapie et de l'imagerie médicale multimodale, qui jouent un rôle crucial dans la prise en charge des cancers, et à les partager avec les pays africains frères.

Ce classement, premier du genre en Afrique, intervient en reconnaissance de l'expérience de longue date de l'Algérie dans l'usage pacifique de l'énergie nucléaire et de ses efforts continus pour aider les pays africains à construire et renforcer leurs capacités dans les domaines



de la médecine radiologique et nucléaire.

Ce centre ainsi classé devrait contribuer à renforcer le

rôle de l'Algérie en tant que pôle régional dans la formation spécialisée en radiothérapie et médecine nucléaire,

conformément aux instructions du Président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, pour la promotion du développement en Afrique, notamment en matière de formation et de renforcement des capacités dans le domaine de la prise en charge sanitaire.

Il convient de noter que l'Algérie a anticipé cette consécration en accueillant, depuis l'année dernière, de nombreux stagiaires en provenance de pays africains pour participer à des programmes de formation à moyen et long terme, et se prépare à en accueillir davantage à l'avenir, notamment dans le domaine de la formation académique spécialisée.

BLIDA

Caravanes médicales de sensibilisation au dépistage précoce du cancer du sein

Des caravanes médicales silloneront les régions reculées de Blida pour sensibiliser sur l'importance du dépistage précoce du cancer du sein, au titre d'un programme spécial fixé par la direction de la Santé de la wilaya, à l'occasion du mois d'Octobre rose, a-t-on appris, samedi, auprès de cette dernière.

"Les caravanes de sensibilisation silloneront les zones rurales et reculées de la wilaya, tout au long du mois d'octobre prochain, dans le cadre d'un programme élaboré par la direction de la santé, en coordination avec l'association 'El-Fedjr' d'aide aux malades du cancer", a indiqué le responsable local du secteur, Chérif Tah, en marge d'une Journée d'étude sur la prévention du cancer du sein.

Cette action est animée par des femmes médecins spécialisées en obstétrique et gynécologie et des sages-femmes, qui procéderont, à l'occasion, à un examen préliminaire des femmes relevant de la tranche d'âge sujette au risque du cancer du sein (plus de 40 ans),

dans le but de les orienter vers des centres de radiologie pour réaliser une mammographie, a expliqué le même responsable.

"Il s'agira, également, de sensibiliser les femmes sur l'importance du dépistage précoce du cancer du sein afin de relever le taux de rétablissement d'une part, et d'autre part éviter la mastectomie (ablation du sein) en cas d'atteinte", a-t-il ajouté.

Des portes ouvertes sur cette maladie seront, par ailleurs, organisées, à la même période, au niveau de différents centres de santé de la wilaya, afin d'informer les femmes sur les méthodes d'auto-palpation mammaire, parallèlement au dépistage précoce de la maladie, chez des spécialistes, une fois tous les deux ans pour les femmes de plus de 40 ans, notamment, a insisté le directeur de la santé.

Chaque année à cette période de l'année, mois d'octobre, l'association "El-Fedjr" lance son programme de prévention pour sensibiliser les femmes

sur la nécessité du dépistage précoce du cancer du sein, et partant relever leur chance de guérison, en cas d'atteinte, a fait savoir son président, Hadj Mekrachi, soulignant la concentration des campagnes de sensibilisation en la matière au niveau des grandes surfaces commerciales et autres sites connus pour leur fréquentation féminine.

A noter la signature par cette association d'une nouvelle convention avec un centre de radiologie privé, en vue de la réduction des frais de la mammographie, portant ainsi à trois le nombre de centres de radiologie conventionnés avec l'association "El-Fedjr", visant à encourager le plus grand nombre possible de femmes ciblées.

Abritée par l'établissement hospitalier spécialisé dans la greffe d'organes et de tissus, cette Journée d'étude a vu l'animation d'une série de communications sur le cancer du sein, classé en tête de liste des cancers diagnostiqués chez les femmes tant à l'échelle mondiale, qu'en Algérie.

ETABLISSEMENT HOSPITALIER UNIVERSITAIRE D'ORAN

Prise en charge des accidents liés aux produits pyrotechniques

L'Etablissement hospitalier universitaire (EHU) d'Oran enregistre, chaque année, tout au long de 15

jours (avant-pendant et après) du Mawlid Ennabaoui, entre 6 et 7 blessés, chaque jour, à cause de l'utilisation de produits pyrotechniques, a indiqué un communiqué de cet établissement. Le communiqué fait état d'accidents résultant de l'utilisation de ces produits, dont certains graves, allant jusqu'à l'amputation des doigts ou la perte des yeux, soulignant que la plupart des victimes sont des enfants.

Dans ce cadre, l'EHU a organisé, jeudi, à l'occasion des célébrations du Mawlid Ennabaoui, des portes ouvertes à l'entrée du service des urgences médicales, pour sensibiliser sur les dangers de l'utilisation abusive des produits pyrotechniques et des bougies, lors

des célébrations, selon le texte. Les médecins des UMC, qui ont participé à ces portes ouvertes, ont donné de nombreux conseils et des avertissements sur l'usage des produits pyrotechniques et des bougies, notamment par les enfants, encore inconscients de l'ampleur du danger, et qui sont considérés comme le groupe le plus exposé aux accidents.

Ils ont également abordé la question des incendies provoqués par une mauvaise utilisation des bougies, qui mettent en danger la vie et les biens des personnes, en plus des crises de panique chez les personnes âgées, les malades, les jeunes enfants et les femmes enceintes à cause de l'utilisation des produits pyrotechniques.

APS

TÉBESSA

Mise en service d'une salle de soins à Ain Zarga après sa réhabilitation

Le secteur de la santé à Tébessa a été renforcé par la mise en service lundi d'une salle de soins ayant fait l'objet de travaux de réhabilitation dans la frontalière d'Ain Zarga (Est de Tébessa) en présence du wali, Saïd Khalil.

Selon les explications données sur place, il a été procédé à la réhabilitation de cette infrastructure de santé offrant des services à plus de 1.300 âmes sur le Fonds de cette collectivité locale et l'infrastructure a bénéficié d'équipements médicaux accordés par le comité de wilaya du Croissant rouge algérien (CRA).

Présente à la mise en service de

cette structure, la présidente du CRA, Ibtissam Hamlaoui, a indiqué que l'apport de son organisation s'inscrit dans le cadre des actions de solidarité lancées par le CRA à travers l'équipement des salles de soins dans les différentes régions frontalières pour mettre en place les premiers services de santé au profit des habitants, rappelant que des efforts sont en cours au niveau des comités de wilaya du CRA pour former des secouristes bénévoles devant intervenir en cas de catastrophes naturelles ou d'accidents de la route.

Elle a rappelé également l'élaboration d'un plan de travail d'aide aux ha-

bitants des régions enclavées et frontalières en concrétisation de la politique de l'Etat visant à les sédentariser, faisant état de la distribution à travers le pays de 60.000 cartables scolaires au profit des élèves démunis et orphelins au titre de l'actuelle rentrée scolaire.

Pour rappel, la présidente du CRA avait procédé dimanche soir à la mise en service d'une salle de soins dans la localité d'Aïcha Oum Chouichan, dans la commune de Bir El Ater (sud de Tébessa), et à la distribution de kits alimentaires et cartables scolaires et tabliers au profit d'élèves issus de cette localité frontalière enclavée.

NIGERIA

7.202 cas de diphtérie et 453 décès enregistrés

Le gouvernement nigérien a mis en place un groupe de travail d'urgence pour limiter la propagation de la diphtérie dans le pays, après la détection de 7.202 cas de diphtérie dans 18 Etats au Nigeria, ont rapporté mardi des médias citant des sources officielles.

Le gouvernement a confirmé 7.202 cas sur 11.587 cas suspects dans 105 zones de gouvernement local de 18 Etats, y compris le Territoire de la capitale fédérale (FCT), selon un communiqué conjoint du ministère fédéral de la Santé et de la Protection sociale, l'Agence nationale de développement des soins de santé primaires (NPHCDA) et le Centre nigérien de contrôle et de prévention des maladies (NCDC), entre autres partenaires.

453 personnes sont décédées des suites de l'infection, fait savoir le communiqué.

Selon la même source, 5.299 des cas confirmés, soit 73,6%, concernaient des enfants âgés de 1 à 14 ans, ceux de 5 à 14 ans étant les plus touchés par la maladie.

L'objectif principal du groupe est de travailler en mode



d'urgence afin d'empêcher la propagation de la diphtérie à d'autres Etats et d'apporter de l'aide aux communautés touchées. La diphtérie est une in-

fection bactérienne grave provoquée par plusieurs espèces de corynebactéries et qui touche le nez, la gorge et parfois la peau des personnes atteintes. Les

principaux symptômes de la diphtérie sont la fièvre, le nez qui coule, la gorge douloureuse, la toux, les yeux rouges et le gonflement du cou.

IRAK

Plus de 50 personnes victimes d'une intoxication alimentaire lors d'un mariage

Plus de 50 personnes ont été victimes mercredi soir d'une intoxication alimentaire lors d'un mariage dans la province irakienne de Kirkouk (nord), a rapporté l'agence de presse officielle INA. La cérémonie se déroulait à Hawija, à l'ouest de Kirkouk, capitale de la province éponyme, a précisé le chef de la santé provinciale, Ziyad Khalaf, cité par INA.

Selon lui, les cas d'intoxication vont de légers à modérés et tous les patients ont reçu les soins nécessaires à l'hôpital.

Cet incident est survenu au lendemain de l'incendie meurtrier d'une salle de mariages à Hamdaniyah, une ville majoritairement chrétienne de la province de Ninive (nord), qui a fait 114 morts et plus de 200 blessés.

COVID-19

Face à la reprise de l'épidémie, nouvelle campagne vaccinale en France

Face à la reprise de l'épidémie de Covid-19, le gouvernement français a décidé d'avancer, comme d'autres pays européens, sa nouvelle campagne de vaccination: elle sera ciblée à partir de lundi sur les populations les plus à risque, avec de nouveaux vaccins. "Le virus circule, chacun de nous peut voir des cas autour de lui. L'épidémie, elle est là", déclarait mi-septembre le ministre de la Santé Aurélien Rousseau pour justifier cette décision d'accélérer finalement le dispositif.

Initialement, la vaccination anti-Covid, centrée sur les plus vulnérables, devait s'effectuer en même temps que celle contre la grippe, à partir du 17 octobre. Mais le virus s'est une nouvelle fois invité dans le calendrier de la rentrée, après avoir resurgi au cœur de l'été. En France, le système de surveillance du virus, considérablement allégé, est actuellement proche de celui de la grippe. Le rebond de l'épidémie ne fait pourtant aucun doute, confirmé par les quelques indicateurs encore disponibles.

Ainsi, selon le réseau Sentinelles - composé de médecins et pédiatres faisant remonter des données de santé - la semaine de mi-août, l'incidence des cas de Covid-19 présentant des signes respiratoires "poursuivait l'augmentation marquée observée depuis mi-août". Face à cette situation, le gouvernement français a sollicité l'avis du Comité de veille et d'anticipation des risques sanitaires (Covars), qui a recommandé mi-septembre "l'accès au rappel vaccinal dès que possible". La vaccination ciblera essentiellement les plus de 65 ans, les personnes fragiles, atteintes de comorbidités, les femmes enceintes, les résidents d'Ehpad ou encore les personnes au contact de personnes fragiles.

BRÉSIL

Le président Lula a débuté les séances de kinésithérapie au lendemain de son opération à la hanche

Le président brésilien Lula a passé la journée de samedi dans un état "stable", au lendemain de son opération à la hanche, et a débuté les séances de kinésithérapie.

Luiz Inacio Lula da Silva, qui fêtera ses 78 ans en octobre, "a passé l'après-midi dans un état stable", peut-on lire dans le dernier bulletin médical de l'hôpital syro-libanais de Brasilia, où a eu lieu l'intervention chirurgicale vendredi.

Plus tôt dans la journée, un autre bulletin expliquait que l'état de santé du chef de l'Etat avait également été "stable" pendant la nuit de vendredi à samedi et qu'il avait "marché

dans la matinée et réalisé des séances de kinésithérapie". Les médecins qui l'ont opéré ont déclaré vendredi que tout s'était déroulé "sans encombre" et que la sortie d'hôpital aurait lieu "lundi, ou au plus tard mardi".

Cependant Lula sera contraint de mettre en parenthèse son agenda intense de voyages: il sera cantonné à Brasilia pendant au moins quatre semaines, même s'il compte "travailler normalement" durant sa convalescence.

Son médecin, Roberto Kalil Filho, a assuré néanmoins qu'il avait "la certitude" que le chef de l'Etat serait sur pied à temps pour

se rendre fin novembre à la Conférence de l'ONU sur le climat COP-28, à Dubaï. Un rendez-vous important pour celui qui se pose en champion de l'environnement et a promis d'arrêter la déforestation en Amazonie d'ici 2030.

L'opération, une arthroplastie complète de la hanche, a duré un peu plus d'une heure. En début de semaine, l'ancien syndicaliste s'était dit "très optimiste" à l'approche de l'opération, espérant mettre enfin un terme à des douleurs qui le faisaient souffrir depuis plus d'un an et le mettaient "de mauvaise humeur".

EN RAISON DE NOMBREUX CAS DE COVID

Plus de 160 vols annulés cette semaine à l'aéroport de Gatwick de Londres

L'aéroport londonien de Gatwick a annoncé lundi être contraint d'annuler plus de 160 vols d'ici dimanche en raison d'une pénurie exceptionnelle de contrôleurs, notamment due à des cas de Covid-19.

Le nombre de vols sera limité "à 800 par jour" (au départ et à l'arrivée) et cela "jusqu'au samedi 1er octobre", a indiqué l'aéroport dans un communiqué, qui précise que la décision a été

prise en accord avec la NATS, l'autorité britannique du contrôle aérien.

Ce plafond journalier "permettra d'éviter les annulations de dernière minute et les retards pour les passagers le temps que la NATS règle les problèmes liés à des (arrêts) maladie et des contraintes de personnel", détaille encore le communiqué.

30% des contrôleurs sont actuellement indisponibles "pour

diverses raisons médicales, dont le Covid", précise-t-il.

"Cela a été une décision difficile mais la mesure que nous prenons aujourd'hui (lundi) signifie que les compagnies aériennes pourront voler selon un programme de vol fiable", a expliqué Stewart Wingate, directeur de London Gatwick, le 2e aéroport le plus important de Londres derrière Heath row.

Ces difficultés qui touchent

l'autorité du contrôle aérien britannique surviennent après une panne géante fin août qui a entraîné l'annulation de près de 2.000 vols sur deux jours et de nombreux retards.

L'autorité britannique de l'aviation civile (CAA) avait annoncé une enquête indépendante sur "les problèmes plus larges autour de la défaillance du système et la manière dont la NATS a répondu à l'incident".

EPIDÉMIE MONDIALE DE CHOLÉRA

L'ONU mobilise plus de 16 millions de dollars

L'organisation mondiale de la santé (OMS) a annoncé, jeudi, la mobilisation de plus de 16 millions de dollars pour faire face à l'épidémie de choléra qui reste active dans 24 pays.

L'OMS a signalé que la notification des cas de choléra continue d'augmenter à l'échelle mondiale.

Actuellement, des épidémies de la maladie restent actives dans 24 pays, dont certains sont en proie à des crises aiguës.

Les statistiques sur la maladie révèlent l'ampleur et l'étendue de l'épidémie en cours, représentant plus du double des cas enregistrés l'année précédente.

L'agence indique que non seulement les foyers ont été plus nombreux, mais qu'ils étaient également plus importants, ce qui rend le contrôle difficile.

Des pays comme le Nigeria, la République démocratique du Congo (RDC), le Cameroun, le Malawi et la Somalie ont chacun signalé plus de 10 000 cas.

La demande accrue de matériel anti-

cholérique constitue un défi pour les efforts de lutte mondiaux. L'agence gère l'approvisionnement d'urgence en vaccins et a suspendu la norme de vaccination à deux doses en octobre 2022. Depuis lors, le Groupe international de coordination a commencé à utiliser l'approche à dose unique dans les campagnes de réponse aux épidémies. Sur la demande de 160,4 millions de dollars pour répondre au plan stratégique mondial de préparation et de préparation, seuls 16,6 millions de dollars ont été débloqués du Fonds d'urgence de l'OMS en 2022 et 2023.

Le choléra est une infection intestinale aiguë qui se propage par les aliments et l'eau contaminés.

Ces cas sont liés au manque d'eau potable et d'assainissement adéquat, dû au sous-développement, à la pauvreté et aux conflits.

L'OMS souligne également le rôle du changement climatique dans l'aggravation des cas, en tenant compte des événements météorologiques extrêmes, tels

que les inondations, les sécheresses et les cyclones.

GLYPHOSATE

La proposition de la Commission européenne rejetée

La proposition de la Commission européenne de reconduire pour dix ans l'autorisation du glyphosate soupçonné, d'être un cancérigène, dans l'UE n'est pas acceptable en l'état et serait "une hérésie" si elle était adoptée, a déclaré mardi la secrétaire d'Etat chargée de la Biodiversité, Sarah El Haïry.

La Commission européenne a proposé le 20 septembre de renouveler jusqu'au 15 décembre 2033 l'autorisation du glyphosate dans l'UE, sous conditions, après le rapport d'un régulateur estimant que le niveau de risque ne justifiait pas d'interdire cet herbicide controversé.

"Cette proposition n'est pas acceptable en l'état.

(...) Aujourd'hui ce que la Commission pro-

pose c'est un recul", a déclaré la secrétaire d'Etat.

Le glyphosate, la substance active du célèbre Roundup de Monsanto - racheté par l'allemand Bayer en 2018 -, très largement utilisé dans le monde, avait été classé en 2015 comme "un "cancérigène probable" pour les humains par le Centre international de recherche sur le cancer de l'Organisation mondiale de la santé.

Son autorisation actuelle dans l'UE renouvelée en 2017 pour cinq ans, expirait le 15 décembre 2022.

El le avait été prolongée d'un an dans l'attente d'une évaluation scientifique de l'Autorité européenne de sécurité des aliments (EFSA).

APS

SCLÉROSE EN PLAQUES LES PREMIERS SIGNES 5 ANS AVANT LA MALADIE

Des troubles du sommeil ou des troubles de l'humeur peuvent être le signe d'une sclérose en plaques, 5 ans avant l'apparition des symptômes cliniques de la maladie.

La sclérose en plaques est une maladie auto-immune dans laquelle le système immunitaire attaque la gaine de myéline qui enveloppe les nerfs. Ce qui perturbe la transmission des informations entre le cerveau et le corps.

Les symptômes sont multiples et seule une IRM permet de faire le diagnostic. Toutefois, des chercheurs canadiens viennent de faire une découverte qui pourrait alerter les médecins sur l'apparition de la maladie.

Selon ces scientifiques de l'Université de Colombie britannique, au cours des 5 années précédant l'apparition des premiers signes cliniquement reconnus de sclérose en plaques (SEP), les patients ont jusqu'à quatre fois plus de risques de souffrir de troubles du système nerveux tels que la douleur ou le manque de sommeil. Ils ont également deux fois plus de risques de souffrir de troubles de l'humeur.

LA FIBROMYALGIE ET LE SYNDROME DU COLON IRRITABLE ANNONCENT AUSSI LA MALADIE

Le Canada est le pays où il y a le plus grand nombre de personnes touchées par la sclérose en plaques. C'est pourquoi les chercheurs n'ont pas eu de mal à recruter 14 000 personnes atteintes de SEP pour comparer leurs antécédents médicaux avec ceux de 67 000 personnes non atteintes par la maladie.



Leur étude a été publiée dans la revue Multiple sclerosis journal. Outre les troubles de l'humeur et du sommeil, ils ont noté que la fibromyalgie était trois fois plus fréquente chez les personnes atteintes de SEP

et que le syndrome du côlon irritable était presque deux fois plus fréquent. L'existence de signes avant-coureurs est désormais admise pour la maladie d'Alzheimer ou la maladie de Parkinson.

Les chercheurs veulent maintenant approfondir leur découverte en cherchant s'il y a un lien entre ces signes et l'âge, le sexe ou le type de SEP que les patients finissent par développer.

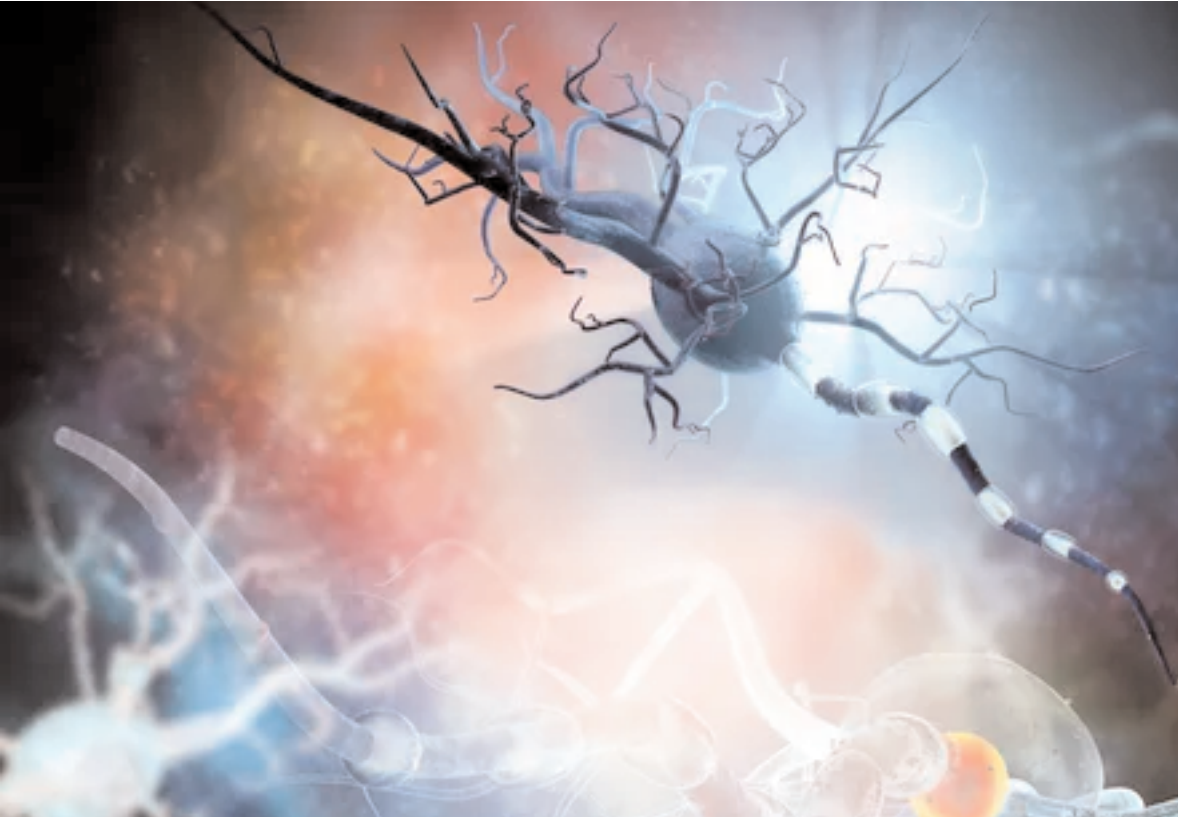
LA SCLÉROSE EN PLAQUES, UNE MALADIE FÉMININE

La sclérose en plaques (SEP) touche environ 100 000 personnes en France, dont trois femmes pour un homme. A l'occasion de la Journée mondiale de la SEP, l'Institut du cerveau et de la moelle épinière veut sensibiliser les femmes sur cette maladie encore peu connue.

La sclérose en plaques (SEP) est une maladie inflammatoire du système nerveux central qui entraîne une destruction progressive de la gaine de myéline qui entoure les neurones et qui est indispensable à leur protection. La maladie touche environ trois femmes pour un homme sans que l'on sache pourquoi et elle évolue de façon imprévisible, plus ou moins vite selon les patients.

"Chaque cas est différent, les réactions à la maladie le sont également. Si le diagnostic est sûr, le pronostic est difficile. On a du mal à répondre à la question des patientes "Comment je serai dans cinq, dix, quinze ans?", explique la neurologue Catherine Lubetzki, responsable du département de neurologie à la Pitié-Salpêtrière (Paris) et chef d'équipe à l'Institut du cerveau et de la moelle épinière (ICM).

Dans 80% des cas, les premiers symptômes de la maladie apparaissent entre 20 et 40 ans. Ce qui fait de la SEP la 1ère cause de handicap



sévère d'origine non traumatique chez les trentenaires. Les symptômes sont très hétérogènes : troubles de la marche, troubles de la vision, déficits de l'attention et de la

mémoire, atteintes urinaires, douleurs... Ces symptômes rendent la vie quotidienne compliquée, affectant à la fois la vie familiale et sociale.

A l'annonce du diagnostic, la première question des jeunes femmes est souvent de savoir si leur désir d'enfant sera compatible avec la maladie et s'il existe un risque

pour leur futur enfant de développer une sclérose en plaques.

"Il est important de savoir que la SEP ne diminue pas la fertilité des patientes, et les travaux menés ces dernières années ont permis de confirmer que les jeunes femmes atteintes de SEP pouvaient mener une vie de femme quasi identique à celle de femmes ne souffrant pas de la maladie.

Toutefois un projet de grossesse doit être envisagé avec plus de précaution car si la grossesse constitue une période de rémission des symptômes, il existe un risque de poussées plus élevé dans les mois suivant l'accouchement" souligne l'ICM. Heureusement, des traitements par immuno-modulateurs, corticoïdes ou hormones sexuelles permettent aujourd'hui de diminuer le nombre et l'intensité des poussées post-partum.

Par ailleurs, le risque de fausse-couche n'est pas plus important pour les femmes atteintes de sclérose en plaque que pour les autres.

En ce qui concerne le risque pour un enfant de malade atteint de sclérose en plaques de développer la maladie, il faut garder en tête que la SEP n'est pas héréditaire. Mais on sait aujourd'hui que le risque est malgré tout légèrement augmenté par rapport à celui de la population générale.

UN TEST SANGUIN POUR DIAGNOSTIQUER LA SCLÉROSE EN PLAQUES

La sclérose en plaques pourrait être diagnostiquée avec un simple test sanguin.

La recherche de 2 biomarqueurs naturels liés à la sclérose en plaques permettrait un diagnostic possible à partir d'un échantillon de sang, selon les résultats d'une étude publiée dans la revue médicale Analytical Methods.

Ce nouveau procédé pourrait éviter la procédure invasive et douloureuse de collecte de liquide du cerveau et de la colonne vertébrale.

Les chercheurs de l'Université de Huddersfield au Royaume-Uni ont mis en place un système de détection de la sclérose en plaques avec un test sanguin capable d'identifier les deux biomarqueurs naturels de la maladie, la sphingosine et la dihydrosphingosine. Ils sont présents à des concentrations significativement plus faibles dans les échantillons de sang de patients atteints de SEP.

D'autres études sont à mener

Pour aboutir à ces résultats, les chercheurs ont utilisé des logiciels chimiométriques qui peuvent comparer entre les différents échantillons les concentrations de tous les composés et analyser des différences les plus significatives, afin d'identifier les maladies et de trouver les diagnostics.

« La détection de ces sphingolipides dans le plasma sanguin permet le suivi non invasif de ces composés et des composés apparentés », expliquent les professeurs Michael Page et Nicholas Powles de l'Université de Huddersfield. « Au-delà de l'outil diagnostique, cette recherche qui permet de mieux cerner le rôle des 2 composés pourrait contribuer au développement de nouveaux médicaments ». Si les résultats de cette étude sont encourageants et laissent présager des tests de détection indolore et peu invasive, les chercheurs doivent mettre en place de nouvelles études pour confirmer l'efficacité de ce procédé pour un diagnostic fiable de la sclérose en plaques.

in top Santé.fr

LES TRAUMATISMES CRÂNIENS EN CAUSE

Trop de chocs violents pendant l'adolescence modifieraient la structure du cerveau et augmenterait le risque de sclérose en plaques.

Les traumatismes crâniens à l'adolescence favorisent la sclérose en plaques (SEP) à l'âge adulte, selon les résultats d'une étude Annals of Neurology. Ce lien n'est pas observé si les chocs ont eu lieu pendant l'enfance.

Les chercheurs de l'Université Örebro en Suède ont utilisé des dossiers médicaux pour analyser les effets sur la santé à long terme des commotions cérébrales chez les enfants de la naissance à l'âge de 10 ans et à l'adolescence entre 11 à 20 ans. Le risque de sclérose en plaques (SEP) a été examiné à la fin de l'âge adulte pour ces deux groupes.

LES COMMOTIONS CÉRÉBRALES EN CAUSE POUR LA SCLÉROSE EN PLAQUES

«Nous pensons que la commotion cérébrale chez les adolescents peut provoquer des modifications qui au fil du temps, empêchent les cellules nerveuses et cérébrales de fonctionner correctement», explique Scott Montgomery. Les résultats de l'étude ont montré qu'une commotion cérébrale à l'adolescence, augmentait le risque de SEP plus tard de 22%. Les adolescents qui ont connu deux ou plus de commotions cérébrales ont augmenté ce risque de 133%. Ce lien n'a pas été avéré pour les enfants.



"La sclérose en plaques est causée par une combinaison de causes génétiques et d'expositions environnementales. La plupart des jeunes qui subissent un traumatisme crânien ne devraient

pas s'inquiéter, car ils ne portent pas forcément les gènes nécessaires pour développer une SEP", explique Scott Montgomery. La sclérose en plaques est une maladie neurologique qui perturbe

les mouvements, les sens, l'équilibre. Elle se développe habituellement au fil du temps, pendant lequel le système immunitaire du corps attaque des parties du système nerveux central.

UNE PISTE PROMETTEUSE POUR ÉVITER AU SYSTÈME IMMUNITAIRE DE SUR-RÉAGIR

Des chercheurs américains sont sur la piste d'un nouveau traitement contre la sclérose en plaques, permettant d'inverser les effets de la maladie.

La sclérose en plaques (SEP) est une maladie neurologique inflammatoire, qui entraîne une destruction progressive de la gaine de myéline, qui entoure et protège les neurones. La maladie se déclare majoritairement chez les femmes (trois femmes pour un homme) entre 20 et 40 ans et son évolution est très variable selon les patients. Ce qui pose problème, c'est l'aspect inflammatoire de cette pathologie : les malades de la sclérose en plaques voient leur système immunitaire se retourner contre leur propre organisme. On parle de maladie auto-immune. Or pour l'heure, les traitements manquent d'efficacité. La principale piste est celle de médicaments qui affaiblissent le système immunitaire pour le rendre moins puissant, exposant ainsi les patients aux dangers de microbes, virus etc. Mais des chercheurs américains ont peut être trouvé une nouvelle piste pour lutter contre la SEP. Leurs résultats sont publiés dans la revue Science Translational Medicine.

DES VÉSICULES PORTEUSES D'ESPOIR

Lorsque les informations nerveuses circulent dans le corps humain, on les compare à des courants électriques. Ceux-ci passent de neurones en neurones, grâce à un circuit enfilé dans une gaine de myéline. Elle permet aux informations de ne pas se perdre et de circuler correctement. C'est à cette gaine que la SEP s'attaque, empêchant donc aux neurones de recevoir et de faire passer les informations correctement. Mais les scientifiques ont fait une expérience



qui pourrait être décisive pour un futur traitement. Ils ont cultivé in vitro les cellules (oligodendrocytes) qui fabriquent cette fameuse gaine de myéline. Ils ont observé que ces cellules produisent des vésicules extracellulaires contenant les antigènes de la gaine de myéline. L'intérêt ? Ce sont les antigènes qui déclenchent une réaction immunitaire. Or, jusqu'à présent on ne savait pas identifier quel composant de la gaine de myéline déclenche la réaction immunitaire chez les patients. Les scientifiques pensent donc qu'en ciblant ces antigènes, ils peuvent limiter la réaction auto-immune excessive. "L'intérêt de ces vésicules extracellulaires est qu'elles nous donnent la possibilité de traiter la maladie de manière spécifique à l'antigène, sans avoir à connaître l'identité exacte de l'antigène cible", souligne Abdolmohamad Rostami. Les premiers résultats, issus d'expériences

menées sur des souris, sont encourageants à la fois pour réduire la gravité de la pathologie et pour prévenir l'apparition de symptômes, notamment de baisses de mobilité et de paralysie. Dans la mesure où ce type d'antigène est présent tant chez l'être humain que chez la souris, les chercheurs ont bon espoir de parvenir à utiliser cette thérapie chez des derniers. Et ce, en prévention de la pathologie, comme en traitement après qu'elle se soit déclarée, sans impacter le système immunitaire. En outre, les chercheurs y voient une approche "universelle". "Les antigènes impliqués dans la réponse auto-immune peuvent différer entre les patients atteints de SEP, et même changer avec le temps chez un patient individuel. Le fait que notre approche ait été efficace dans différents modèles expérimentaux montre que cela pourrait agir comme une thérapie universelle".

LIBYE

Décollage du premier vol commercial de Tripoli vers Rome depuis près de dix ans

Un vol à destination de Rome a décollé samedi depuis la capitale libyenne Tripoli, marquant une reprise des vols réguliers directs entre la Libye et l'Italie après une interruption de près de dix ans.

Exploité par la compagnie aérienne Medsky Airways, basée en Libye, le vol a décollé de l'aéroport international Mitiga de Tripoli à destination de l'aéroport international Leonardo da Vinci de Rome-Fiumicino. Medsky Airways a annoncé sur son compte Facebook qu'elle proposerait désormais un vol aller-re-

tour les samedis et mercredis entre Tripoli et Rome.

De son côté, le ministère libyen des Transports a indiqué dans un communiqué que les autorités de l'aviation civile des deux pays avaient signé à Tripoli un protocole d'accord sur la coopération en matière d'aviation civile et de transport aérien. Cet

protocole d'accord devrait faciliter et encourager également les compagnies aériennes des deux pays à exploiter des vols charters et réguliers. La Commission européenne a interdit en décembre 2014 à toutes les compagnies aériennes libyennes d'opérer dans l'espace aérien européen, invoquant des raisons de sécurité.

MALI

Plus de 3300 membres de la Minusma déjà rapatriés

Plus de 3300 membres de la Mission multidimensionnelle intégrée des Nations unies pour la stabilisation au Mali (Minusma) ont quitté le pays depuis le début du processus de retrait de la mission onusienne qui doit prendre fin avant le 31 décembre 2023.

Selon la mission onusienne au Mali, "à ce jour, 2680 membres de la Force et 596 membres de la Police des Nations unies (Unpol) ont été rapatriés". Au total, ils sont 3276 membres du personnel en uniforme à avoir quitté le Mali depuis le début de ce processus de retrait. Celui-ci ne

se limite pas qu'aux militaires et policiers. En effet, 81 membres du personnel international et dix volontaires des Nations unies (VNU) ont déjà quitté le Mali. Ainsi, le total des départs du personnel civil s'élève à 91. "Avec ces départs, ce sont 3367 membres de la Minusma qui sont rapatriés", a indiqué la même source. En procédant à la fermeture de son camp de Ménaka, le 25 août dernier, la Minusma clôturait ainsi la première phase de son retrait de ce pays d'Afrique de l'Ouest. Dans le cadre de cette précédente phase,

autre Ménaka, elle avait fermé ses bases dans les localités d'Ogossagou (Mop ti), Ber et Goundam (Tombouctou). Il lui reste environ une dizaine de bases à fermer dont celles de Kidal, Aguelhok et Tessalit (région de Kidal), Sévaré, Douentza (dans le centre du pays), Gao, Tombouctou (dans le Nord du pays) ainsi que les deux bases à Bamako. La résolution 2690 des Nations unies, adoptée le 30 juin 2023 par le Conseil de sécurité, prévoit un retrait "coordonné, ordonné et sécurisé de la Minusma, qui doit être achevé au 31 décembre 2023, la li-

quidation de la Mission commençant à partir de janvier 2024". Ce qui constitue "un défi énorme", selon le chef de la Minusma, El-Ghassim Wane qui reconnaît l'ampleur de la tâche, malgré le délai "très court" imparti qui n'était que de six mois pour une mission multidimensionnelle. Cela sans compter un environnement marqué par une recrudescence des attaques terroristes. D'ailleurs, depuis qu'elle a entamé son processus de retrait le 1er juillet dernier, la Minusma a enregistré de nombreuses attaques contre ses différents convois.

BURKINA FASO

Quatre morts dans l'incendie d'une maison à Ouagadougou

Quatre personnes ont péri samedi dans l'incendie d'une maison dans un quartier de Ouagadougou, ont annoncé les

pompiers. Selon un communiqué des pompiers, repris par des médias, les victimes sont mortes des suites de l'inhalation de fu-

mées et de gaz. La brigade nationale des sapeurs-pompiers a ajouté que l'incendie avait également causé d'importants dégâts.

SOUDAN

Plus de 3 millions d'enfants déplacés de leurs foyers (ONG)

Environ 3,3 millions d'enfants, ont été déplacés de leurs foyers à travers le Soudan, depuis le début du conflit dans le pays à la mi-avril, selon l'ONG Save the Children. "Au moins 7,1 millions de personnes, dont environ 3,3 millions d'enfants,

ont été déplacées de leurs foyers à travers le Soudan", a précisé l'ONG. "Des millions d'enfants et de familles déplacés ont besoin d'aide maintenant. Ils ont besoin de nourriture, d'eau, d'un abri, de vêtements, de médicaments - ce qui est

absolument nécessaire", a déclaré Arif Noor, directeur national de Save the Children au Soudan. "Au-delà de cela, ils ont besoin d'un soutien psychologique pour les aider à faire face au stress intense qu'ils subissent. Les enfants sont

en fuite depuis quatre mois maintenant, ils ont perdu des membres de leur famille et ont vu leurs maisons et leurs écoles, des endroits où ils se sentaient en sécurité, devenir décombres. La situation est critique", a-t-il alerté.

RÉPUBLIQUE DÉMOCRATIQUE DU CONGO

"L'insécurité nourrit une crise humanitaire dramatique", déclare l'envoyée de l'ONU

La cheffe de la mission de l'ONU en République démocratique du Congo (MONUSCO), a déploré, jeudi, l'insécurité dans l'Est du pays et ses conséquences humanitaires dramatiques.

"L'insécurité continue de gangrener l'Est de la RDC, a déploré Bintou Keita devant le Conseil de sécurité. "La situation demeure volatile et requiert toujours des efforts continus de protection des civils. En effet, la crise du mouvement M23 continue de nourrir la frustration et la colère de la population et d'alimenter des tensions", a-t-elle.

Rappelant que ce mouvement

a notamment bloqué les opérations de la MONUSCO à Ruman-gabo, dans le territoire de Rutshuru (Nord-Kivu), Bintou Keita a renouvelé son appel au M23 à "déposer les armes et à se retirer sans délais des territoires occupés, et aux Etats signataires de la feuille de route de Luanda d'appuyer pleinement ce processus".

"Au Sud-Kivu, malgré des progrès notables, la situation sécuritaire de la province continue de nécessiter la protection physique par la MONUSCO de plus de 2.000 personnes déplacées à Minkenge, dans le territoire de Mwen-

ga", a-t-elle fait remarquer. Tous ces problèmes de sécurité ont continué d'alimenter une situation humanitaire dramatique dans les provinces orientales de la République démocratique du Congo.

"Au moment où je vous parle aujourd'hui, plus de six millions de personnes sont toujours déplacées en Ituri, au Nord-Kivu et au Sud-Kivu", a rappelé Mme Keita, se félicitant de la prolongation jusqu'à la fin de l'année de l'action humanitaire et appelant les donateurs à appuyer un plan d'intervention qui reste sous-financé.

RÉPUBLIQUE DÉMOCRATIQUE DU CONGO

Présidentielle: l'opposant Fayulu confirme sa candidature

L'opposant Martin Fayulu, a confirmé samedi à Kinshasa sa candidature à la présidentielle du 20 décembre prochain en République démocratique du Congo (RDC), rapportent des médias.

"La coalition Lamuka ("Réveille-toi", en lingala) a décidé de déposer ma candidature pour la présidentielle", a déclaré M. Fayulu devant la presse. Martin Fayulu affrontera notamment l'actuel président, Félix Tshisekedi, au pouvoir depuis janvier 2019, candidat à sa réélection. Dès juillet 2022, son parti Ecidé (Engagement pour la citoyenneté et le développement), qui appartient à la coalition Lamuka, avait fait de M. Fayulu son candidat officiel pour la prochaine présidentielle, scrutin couplé aux élections législatives, provinciales et municipales. Mais un an plus tard, tout en refusant de parler de "boyco", il assurait qu'à défaut d'obtenir un nouvel audit du fichier électoral, sa formation ne déposerait pas de dossiers de candidature aux élections.

L'Unicef alerte sur les "niveaux records" de violences contre les enfants

La République démocratique du Congo est en passe d'enregistrer en 2023 des "niveaux records" d'enfants confrontés à violences graves, pour la 3e année consécutive, alerte le Fonds des Nations unies pour l'enfance (Unicef).

Le nombre de "violations graves contre les enfants" est estimé par l'Unicef à plus de 1.700 pour le premier semestre 2023, ce qui représente une augmentation de 41% par rapport à la même période de l'année précédente, a précisé l'agence onusienne, au lendemain de la diffusion d'un communiqué sur cette situation alarmante. Celle-ci est consécutive à "l'intensification de la violence, aux déplacements massifs et à la proximité entre les groupes armés et les communautés", qui entraînent "une augmentation alarmante des cas de meurtres, de mutilations et d'enlèvements d'enfants", précise le texte.

Le recrutement et l'utilisation d'enfants dans les groupes armés ont augmenté de 45% au cours des six premiers mois de l'année (à environ 1.100), les meurtres et mutilations d'enfants de 32% sur la même période (à plus de 400).

"Les viols et autres actes de violence sexuelle contre les enfants" sont également en hausse, note, en outre, l'Unicef. Depuis le début de l'année, l'Unicef indique avoir fourni à "plus de 100.000 enfants des services de santé mentale et de soutien psychosocial" et "aidé plus de 6.300 survivants de violences sexuelles". L'agence ajoute n'avoir reçu que 11% des fonds nécessaires à son action de protection de l'enfance dans le cadre son appel d'urgence dans l'est de la RDC, région en proie à des violences armées et rébellions. La RDC compte plus de 6 millions de déplacés internes, en majorité dans les provinces orientales d'Ituri, du Nord et du Sud Kivu.

L'ONU prête à apporter un soutien logistique aux élections

La cheffe de la Mission de l'Organisation des Nations unies pour la stabilisation en République démocratique du Congo (Monusco), Bintou Keita, a réaffirmé l'engagement de l'ONU à soutenir et accompagner l'organisation des élections générales prévues en décembre prochain dans le pays. Elle a mis en avant les efforts conjoints avec la police nationale congolaise pour assurer la sécurité des élections à travers des formations visant à prévenir la violence électorale.

"La Monusco, en collaboration avec les agences, les fonds et les programmes des Nations unies tels que le Pnud et l'Unesco, soutient activement la police nationale congolaise dans ses efforts visant à sécuriser les élections.

Nous dispensons des formations pour la prévention de la violence électorale, la gestion des foules et le respect des droits de l'homme", a indiqué la responsable onusienne devant le Conseil de sécurité des Nations unies.

"Nous encourageons vivement les autorités congolaises à opérationnaliser rapidement les cadres institutionnels qui permettront une gestion efficace et responsable de l'ordre public pendant la période électorale. La Monusco reste disponible pour apporter un soutien logistique à la Commission électorale nationale indépendante (Ceni) dans les trois provinces où elle est encore déployée, conformément à son mandat", a-t-elle ajouté.

La Commission électorale nationale indépendante poursuit la mise en œuvre de son calendrier pour l'organisation des élections générales en décembre de cette année. Plusieurs étapes importantes ont déjà été franchies, notamment la publication des listes définitives des candidats à la députation nationale. La publication des listes provisoires pour les candidats députés provinciaux et communaux est "imminente", indique, en outre, la presse locale.

PALESTINE

Un jeune palestinien tombe en martyr sous les balles de l'occupant sioniste près de Ramallah

Le jeune palestinien Muhammad Jibril Rummana, a succombé à ses blessures vendredi soir, causées par les balles des forces de l'occupation sioniste à Jabal Al-Tawil, dans la ville d'Al-Bireh, près de Ramallah, a rapporté samedi l'agence de presse palestinienne, WAFA.

Les forces d'occupation ont ouvert le feu sur un véhicule près de la colonie "Psagot", construite sur les terres de Jabal Al-Tawil, dans la ville d'Al-Bireh, blessant deux jeunes palestiniens avant leur arrestation, selon la même source.

Le ministère palestinien de la Santé a déclaré dans un communiqué que l'Autorité générale des affaires civiles l'avait informé du décès du jeune Rummana, des

suites de blessures graves causées par des balles réelles des forces d'occupation, et qu'un autre avait été légèrement blessé aux membres inférieurs.

Des sources locales ont rapporté que les soldats de l'occupation ont tendu une embuscade à un véhicule à l'entrée de la colonie et ont ouvert le feu sur deux jeunes hommes qui circulaient à bord, avant de les arrêter.

Selon ces sources, les soldats de l'occupation ont été vus transportant les deux jeunes hommes sur deux civières dans la colonie pour les arrêter.

L'armée sioniste avait empêché une équipe du Croissant-Rouge palestinien (CRP) d'arriver pour fournir une ambulance aux deux jeunes palestiniens blessés, a précisé par ailleurs, un communiqué publié par CRP.

ONU

Guterres condamne les attaques terroristes au Pakistan

Le secrétaire général de l'ONU, Antonio Guterres, a condamné les deux attentats terroristes survenus vendredi au Pakistan, rapportent samedi les médias. "Nous condamnons fermement les attaques terroristes qui ont eu lieu au Pakistan, tuant plus de 50 personnes. Les responsables devront rendre des

comptes", a déclaré son porte-parole, Stéphane Dujarric, interrogé sur la réaction de M. Guterres à ces attentats.

"Le fait qu'ils (attentats) aient eu lieu lors de cérémonies religieuses les rend encore plus odieux. Il est encore plus horrible de cibler des personnes alors qu'elles participent à une cérémonie

religieuse pacifique", a-t-il souligné. Une explosion a frappé vendredi un rassemblement religieux dans la province du Baloutchistan (sud-ouest), faisant plus de 50 morts et au moins 50 blessés, selon la police et les services de santé pakistanais.

L'explosion, considérée comme un attentat suicide, s'est pro-

duite près d'une mosquée alors que les gens se rassemblaient pour célébrer la fête du Mawlid Ennabawi. Lors d'une autre attaque, cinq personnes ont été tuées et dix autres blessées lorsqu'un attentat suicide a eu lieu à l'intérieur d'une mosquée de la province de Khyber Pakhtunkhwa (nord-ouest).

TURQUIE

Attentat "terroriste" dans le centre d'Ankara (Intérieur)

Un attentat "terroriste" a eu lieu dimanche matin près du Parlement dans le centre de la capitale turque Ankara, a annoncé le ministère turc de l'Intérieur. "Deux terroristes se sont présentés à bord d'un véhicule militaire léger vers 9h30 (6H30 GMT) devant le portail d'entrée de la Direction Générale de la Sécurité de notre ministère de

l'Intérieur et ont perpétré un attentat à la bombe", a indiqué ce ministère. "L'un des terroristes s'est fait exploser et l'autre a été neutralisé. Deux de nos policiers ont été légèrement blessés" par les flammes provoquées par l'explosion, précise le ministère sur X (ex-Twitter).

Le quartier visé abrite de nombreux ministères et le parlement

qui doit ouvrir dans la journée sa nouvelle session de travail et devant lequel le chef de l'Etat, Recep Tayyip Erdogan, devait prendre la parole, selon les médias turcs. La chaîne de télévision privée NTV a fait état de tirs dans le quartier entièrement bouclé et où de nombreux véhicules de police et ambulances se sont déployés.

AFGHANISTAN

L'Afghanistan ferme son ambassade en Inde

L'ambassade afghane à New Delhi a annoncé mettre fin à son activité en Inde, dimanche dans un communiqué. "C'est avec une tristesse, des regrets et une déception profonds que l'ambassade d'Afghanistan à New Delhi annonce sa

décision de cesser ses opérations" avec effet immédiat, est-il écrit dans le document de l'ambassade posté sur X (ex-Twitter). Selon la même source, il devenait de "plus en plus difficile" d'opérer notamment en raison de

réductions de personnel et de ressources, dont le "manque de soutien suffisant en temps voulu pour le renouvellement des visas des diplomates". Toujours dans le communiqué, l'ambassade "réfute catégoriquement toute

affirmation non fondée concernant une querelle interne". Elle dément aussi que des diplomates se soient servis de la crise pour "chercher l'asile dans un pays tiers". L'Inde va hériter du bâtiment, précise le document.

SLOVAQUIE

Le parti populiste remonte en tête du scrutin législatif

Le parti populiste Smer-SD est remonté en tête du scrutin législatif en Slovaquie, contrairement aux résultats de deux sondages à la sortie des urnes qui donnaient la victoire aux centristes de la Slovaquie progressive (PS), après le décompte de plus de 90% des voix.

En vertu de ces nouveaux résultats, le Smer-SD de l'ancien Premier ministre Robert Fico bénéficie d'un soutien de 23,7% des électeurs. La Slovaquie progressiste (PS) n'a recueilli que 15,68% des voix mais pourrait encore légèrement remonter vers la fin du décompte car elle est plus populaire dans les grandes villes où le calcul des bulletins de vote

prend plus de temps. Le parti dirigé par Michal Simecka, vice-président du Parlement européen, était donné gagnant dans deux sondages de sortie des urnes publiés samedi, mais finalement le Smer-SD est remonté en tête lors des dépouillements.

Les résultats définitifs sont attendus dimanche matin. Le vainqueur de l'élection aura besoin de l'aide des petits partis pour former une coalition majoritaire au sein du parlement de 150 sièges.

Le nouveau gouvernement remplacera celui de la coalition de centre droit au pouvoir depuis 2020. La présidente slovaque Zuzana Caputova a déclaré qu'elle

chargerait le vainqueur de l'élection de former le prochain cabinet.

Le choix des partenaires de la coalition comprend sept partis, selon le sondage, entrés au Parlement.

Outre les deux vainqueurs, il s'agit de Hlas-SD (15,43%), dirigée par Peter Pellegrini, ancien vice-président de Smer-SD et successeur de M. Fico au poste de chef du gouvernement en 2018, Olano (9,34%, centre), le Mouvement chrétien-démocrate (KDH, 7,14%), Liberté et Solidarité (SaS, libéral, 5,64%) et le Parti national slovaque (SNS, 5,8%), selon les résultats partiels.

INDONÉSIE

Lancement de la première ligne de train à grande vitesse d'Asie du Sud-Est

L'Indonésie doit inaugurer lundi la première ligne de train à grande vitesse d'Asie du Sud-Est, l'aboutissement d'un projet de plusieurs milliards de dollars soutenu par la Chine qui reliera la capitale Jakarta à Bandung en 45 minutes.

Le train baptisé "Whoosh", a été conçu pour embarquer plus de 600 personnes entre Jakarta et la grande ville de Bandung, au sud-est de la capitale, en trois quarts d'heure, soit environ deux heures de moins qu'auparavant. Le président indonésien, Joko Widodo a fait l'éloge du projet et l'inaugurera lundi, selon les médias locaux citant des représentants du gouvernement.

Le train "Whoosh", co-construit par quatre compagnies nationales indonésiennes et China Railway International, peut filer jusqu'à 350 km/h et aura coûté à l'entreprise commune plus de 7 milliards de dollars (6,6 milliards d'euros).

Cet investissement fait partie de l'initiative chinoise "La Ceinture et la Route", aussi appelée Nouvelles routes de la soie. Ce plan pharaonique doit permettre de développer, grâce à des fonds chinois, des routes, des ports, des chemins de fer et d'autres infrastructures à l'extérieur de la Chine.

UNION EUROPÉENNE

Les dirigeants des pays méditerranéens de l'UE à Malte pour discuter de défis communs

Les dirigeants de neuf pays du sud de l'Union européenne (UE) se sont réunis vendredi à Malte pour discuter de défis communs tels que la migration. Les nations représentées lors de cette réunion sont: Malte, la France, la Grèce, l'Italie, la Croatie, Chypre, le Portugal, la Slovaquie et l'Espagne.

La Slovaquie et la Croatie, avec leurs côtes sur la mer Adriatique, ont été ajoutées au "Groupe Med" en 2021. Le Portugal, avec une longue frontière avec l'océan Atlantique, est considéré par l'Union européenne comme faisant partie de la région méditerranéenne.

La présidente de la Commission européenne Ursula von der Leyen et le président du Conseil européen Charles Michel - ont été invités à la réunion à huis clos. Alors que les négociations à Malte étaient fortement concentrées sur la migration, d'autres défis communs, notamment le changement climatique, la croissance économique étaient également à l'ordre du jour.

ETATS-UNIS

Le Sénat a adopté une mesure d'urgence évitant le "shutdown" in extrémis

Le Sénat des Etats-Unis a adopté samedi soir une mesure d'urgence permettant de continuer à financer temporairement l'administration fédérale, à trois heures seulement du "shutdown" qui aurait mis des fonctionnaires au chômage technique et coupé l'aide alimentaire à certains bénéficiaires.

Cette mesure de financement d'urgence a été approuvée par 88 sénateurs contre 9, évitant in extrémis un "shutdown" pour 45 jours. Dans un revirement de dernière minute, la Chambre des représentants avait d'abord passé ce texte (335 oui, 91 non) proposé par un chef républicain dans une ultime tentative d'éviter la paralysie.

Si la mesure n'était pas définitivement adoptée, la première économie du monde devait ralentir dès dimanche: 1,5 million de fonctionnaires aurait été privés de salaire et le trafic aérien aurait été perturbé, tandis que les visiteurs des parcs nationaux auraient trouvé porte close.

Le pays a connu quatre importants "shutdown" depuis 1976. Le dernier, le plus long, avait duré plus d'un mois fin-2018 et début-2019, amputant de 3 milliards de dollars le PIB des Etats-Unis, selon les services du budget du Congrès (CBO).

APS

9^E ÉDITION DU PRIX DU PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE DU JOURNALISTE PROFESSIONNEL M. Laagab installe les membres du jury

Le ministre de la Communication, Mohamed Laagab, a procédé, samedi à Alger, à l'installation des membres du jury de la 9^e édition du Prix du président de la République du journaliste professionnel, consacrée cette année aux thèmes de "L'Algérie nouvelle et la problématique de la sécurité alimentaire et hydrique", "L'Algérie nouvelle: renforcement des capacités et de la créativité de la jeunesse" et "La sécurité énergétique et ses dimensions géopolitiques".

La cérémonie d'installation s'est déroulée en présence du Directeur général de la Communication à la Présidence de la République, Kamel Sidi Saïd, du président de l'Autorité de régulation de l'audiovisuel (ARAV), Mohamed Loubet, ainsi que des directeurs des établissements médiatiques nationaux et de cadres de l'Etat.

Dans une allocution prononcée à cette occasion, M. Laagab a affirmé que "le jury est composé de grands noms de la scène médiatique algérienne", ajoutant qu'"en application des orientations du président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, ce prix a connu une amélioration à travers le choix de trois thèmes au lieu d'un seul, à savoir, "L'Algérie nouvelle et la problématique de la sécurité alimentaire et hydrique", "L'Algérie nouvelle: renforcement des capacités et de la créativité de la jeunesse" et "La sécurité énergétique et ses dimensions géopolitiques".

Dans le même contexte, le ministre a souligné que "le Président Tebboune accorde un intérêt particulier à ces thèmes

depuis son élection en tant que président de la République", estimant que la diversité des thèmes "est à même d'inciter les journalistes à participer massivement à ce concours".

L'édition de cette année se caractérise par "un intérêt tout particulier pour la catégorie de la photo, dont la valeur du prix a été revue à la hausse pour être au niveau des autres catégories, en l'occurrence la catégorie de la presse écrite, celle de la presse électronique, celle de l'information radiophonique et celle de l'information télévisuelle", a ajouté le ministre.

En application des orientations du président de la République, la célébration de la journée nationale de la Presse sera marquée "cette année par l'organisation d'une conférence intellectuelle et d'ateliers qui seront animés par des enseignants académiciens, des journalistes et des étudiants universitaires, notamment des doctorants, ainsi que la distinction de personnalités et d'institutions médiatiques et d'autres activités", a précisé le ministre.

A cette occasion, M. Laagab a appelé tous les journalistes et photographes à "participer massivement, d'autant que ce Prix, a-t-il dit, n'est pas une fin en soi, mais s'inscrit dans le cadre de la célébration par l'Algérie de la journée nationale de la Presse, le 22 octobre de chaque année", intervenant "en hommage aux grands sacrifices consentis par les journalistes algériens, au sein du Mouvement National jusqu'à ce jour".

Ce Prix qui sera décerné à l'occasion de la Journée nationale de la presse, vise à encourager et à promouvoir la production de la presse nationale sous toutes ses formes, à stimuler l'excellence, la créativité, le professionnalisme, et à récompenser les meilleures œuvres journalistiques en lien avec les thèmes proposés, réalisés individuellement ou collectivement.

La date limite pour le dépôt des candidatures est fixée au 10 octobre 2023. Présidé par Dr Belkacem Ahcene Djaballah, le jury est composé d'académiciens et de représentants du secteur de la Communication.

FESTIVAL DU FILM MÉDITERRANÉEN D'ANNABA Le réalisateur turc Nuri Bilge Ceylan président du jury

Le réalisateur et scénariste turc, Nuri Bilge Ceylan, présidera le jury de la compétition officielle du 4^e Festival du film méditerranéen d'Annaba, prévu du 3 au 9 novembre au Théâtre régional Azzeddine-Medjoubi, a-t-on appris auprès des organisateurs.

Plusieurs fois distingué dans des festivals internationaux pour ses films comme "Nuages de mai", "Les herbes sèches" ou encore "Winter Sleep", Palme d'or du Festival de Cannes en 2014, Nuri Bilge Ceylan a fait partie des jurys de nombreux événements cinématographiques prestigieux.

Le jury du Festival du film méditerranéen d'Annaba sera composé de personnalités du 7^e art, précise le commissariat du Festival, qui voit en la présence du réalisateur turc à sa tête, "une reconnaissance de l'importance de cet événement cinématographique" qu'abrite la ville d'Annaba depuis 2015, et qui accueille pour cette édition, l'Italie en invité d'honneur.

THÉÂTRE La pièce de théâtre "Chemma d'origine" en tournée nationale

Une quinzaine de théâtres régionaux et établissements culturels accueilleront entre le 1^{er} et le 27 octobre la représentation de la pièce de théâtre "Chemma d'origine", lauréate du grand prix du 54^e Festival national du théâtre amateur de Mostaganem, ont indiqué samedi les organisateurs.

Produit en 2023 par la coopérative artistique "Echemaa" (La bougie) de Constantine, ce spectacle mis en scène par Aroussi Moncef, sera joué à partir de dimanche sur les scènes d'une quinzaine de théâtres régionaux et des maisons de la Culture de Bordj Bou Arreridj et de M'Sila.

Étalée sur un mois, cette tournée sera entamée au Théâtre régional d'Oran Abdelkader-Alloula avec une représentation prévue dimanche, pour se poursuivre successivement dans d'autres établissements notamment à Sidi Bel-Abbès, Mascara, Ain Defla, Tizi Ouzou, Annaba, Djelfa et Mostaganem qui devra marquer la clôture de cette tournée artistique.

Le directeur du Théâtre national algérien Mahieddine-Bachtarzi (TNA), Mohamed Yahiaoui, a souligné lors d'un point de presse, que cette tournée artistique était "la meilleure récompense pour le lauréat du 1^{er} Prix du 54^e Festival national du théâtre amateur de Mostaganem".

Le directeur artistique du TNA, le comédien Djamel Guermi, a pour sa part relevé l'"intérêt" de donner aux productions théâtrales primées davantage de "visibilité" à travers des tournées qui contribuent, selon lui, à une "large diffusion" des spectacles de théâtre.

Le jury du 54^e Festival national du théâtre amateur de Mostaganem (13-18 juillet) avait proposé, dans ses recommandations, d'organiser une tournée nationale pour les spectacles primés.

Deuxième spectacle de la coopérative "Echemaa", le spectacle "Chemma d'origine", en hommage au metteur en scène disparu, Adlène Bakhouch qui a encadré le projet et coécrit son texte, raconte en 70 mn, l'histoire d'un jeune employé, désigné par son employeur pour effectuer un stage pratique à l'étranger, un séjour qui lui causera des ennuis...

"Le spectacle est une comédie sur la dualité entre le bien et le mal, les crises relationnelles causées par l'ignorance, la cupidité et l'absence du sens de responsabilité", a résumé Farid Zouaoui, comédien associé à cette pièce.

APS

BÉCHAR Une pléiade d'artistes africains de renommée mondiale animeront le 10^e Festival international de la musique Diwane (Organisateurs)

La 10^e édition du Festival culturel international de la musique Diwane prévue du 26 au 29 octobre prochain à Taghit (wilaya de Béchar) sera animée par une pléiade d'artistes africains de renommée mondiale, à savoir Cheikh Tidiane Seck (Mali), Maalouma (Mauritanie) et Aziza Ibrahim (RASD) ainsi qu'une troupe tunisienne de Stambali, variante tunisienne du Diwane, a-t-on appris samedi des organisateurs.

Ces artistes africains de renommée mondiale, dont le passage sur scène est prévu au titre de l'avant-projet du programme artistique de cet événement culturel, vont cer-

tainement permettre au public de la région de renouer avec la musique et les traditions culturelles africaines, a affirmé à l'APS le commissaire de cette manifestation, Lahcen Tourki. Les trois troupes de musique et danse Diwane lauréates du 14^e Festival culturel national de la musique et danse Diwane d'Ain-Sefra (W.Naama), qui s'est déroulé du 29 décembre 2022 au 1^{er} janvier 2023, seront également au programme artistique de ce festival, a-t-il souligné.

Le Festival prévoit aussi des spectacles musicaux de proximité dans plusieurs localités de la wilaya, et ce, dans

la perspective de l'extension et le rayonnement de cette manifestation à travers la wilaya, selon le même interlocuteur. Ces spectacles de proximité ont pour objectif de contribuer à la prospection de jeunes talents, membres de groupe et ensembles musicaux tant locaux que des autres régions du pays, a ajouté M. Tourki.

Dans le domaine académique, un cycle de conférences-débats sur le thème "Musique Gnawi, commun africain, extension et communication", sera animé par plusieurs anthropologues et chercheurs dans le patrimoine culturel, notamment

les professeurs d'anthropologie, Rabeh Sebba, Abderrahmane Moussaoui et Bahadi Mounir, a-t-il encore fait savoir. La décision de la délocalisation de ce festival par le ministère de tutelle de la ville d'Alger à celle de Béchar, est venue du fait que cette ville du Sud-ouest du pays est considérée comme la capitale nationale du Diwane qui fait partie intégrante du patrimoine national musical et chorégraphique ancestral, de même que dans le cadre de la révision des outils de gestion et organisation des manifestations culturelles nationales et internationales à travers le pays", a-t-on rappelé.

ANNABA Une belle ambiance à l'ouverture du 6^{ème} Festival de la production théâtrale féminine

Une belle ambiance a marqué l'ouverture, samedi soir au théâtre régional Azzeddine-Medjoubi d'Annaba, du 6^{ème} festival culturel national de la production théâtrale féminine.

Au milieu d'une présence remarquable d'artistes et de créatrices dans les domaines du théâtre et de l'écriture, venues de l'intérieur et de l'extérieur du pays, dont l'écrivaine algérienne Zhor Ounissi et l'artiste tunisienne Dalila Mefthah, le spectacle "Ecris mon nom" a inauguré la manifestation.

Ce spectacle, mis en scène par Linda Sellam (également commissaire du festival), produit en collaboration avec l'Institut supérieur des métiers des arts du spectacle et de l'audiovisuel (ISMAS), s'est voulu un hommage aux créatrices algériennes, tout en donnant un contenu concret au slogan du festival, "Femmes et écriture théâtrale, créativité et excellence". Le spectacle d'ouverture

a consisté en des tableaux exprimant les contributions de femmes créatrices algériennes dans les domaines du roman et de la poésie, à l'image de la regrettée Assia Djebbar, de Zhor Ounissi, de Zineb Laouedj et autres.

Dans sa sixième édition, le festival "porte la voix des femmes créatrices algériennes", comme l'a souligné, dans son allocution d'ouverture, Nabil Hadji, représentant de la ministre de la Culture et des arts et conseiller au ministère.

Cette édition constitue aussi, a-t-il poursuivi, "une occasion de mettre en évidence les valeurs et les défis relevés par les femmes algériennes créatives".

La cérémonie d'ouverture officielle du festival, qui s'est déroulée sous la présidence des autorités de la wilaya et en présence d'un nombre important de passionnés de théâtre, d'intellectuels et de familles, a été marquée par un vibrant hommage à titre posthume aux

deux artistes disparues, Farida Saboundji (1930-2022) et Yamina Ghassoul (1930-2022). Un hommage émouvant précédé de la projection d'un documentaire mettant en lumière la carrière artistique des deux défuntées. Sept (7) pièces théâtrales sont en lice pour les prix de ce festival qui se poursuivra jusqu'au cinq octobre prochain.

Les œuvres en compétition sont produites par le Théâtre régional de Constantine et des associations culturelles des wilayas d'El Bayadh, de Tébessa, de Blida, de Tlemcen, de Tizi Ouzou et de Bejaia.

La manifestation, organisée par le commissariat du festival, en coordination avec la direction de la Culture et des arts d'Annaba et le théâtre régional Azzeddine-Medjoubi, donnera également lieu à des débats, des rencontres et des conférences autour de la production théâtrale féministe.

INTELLIGENCE ARTIFICIELLE

La recherche directe sur internet par ChatGPT désormais possible

L'interface d'intelligence artificielle (IA) dite générative ChatGPT peut désormais aller chercher des données directement sur internet et y recueillir des informations actualisées en temps réel, a annoncé son créateur, OpenAI, une étape majeure pour le logiciel.

Jusqu'ici, les réponses de ChatGPT à des demandes en langage courant étaient fondées sur une vaste base de données qui remontaient, pour les plus récentes, à août 2021. Cela limitait ainsi la pertinence et l'exhaustivité des éléments proposés par le robot conversationnel lancé en novembre. OpenAI avait déjà lancé cette formule

pour des abonnés payants à ChatGPT en juin, mais l'avait suspendue après que des utilisateurs sont parvenus à accéder gratuitement à des contenus théoriquement payants sur internet.

"Browse with Bing", le produit lancé mercredi, est réservé, là aussi, aux abonnés payants (services Plus et Enterprise), mais OpenAI indique qu'il sera bientôt

accessible à tous les utilisateurs de ChatGPT. Partenaire d'OpenAI, Microsoft proposait déjà Bing Chat, une intégration de GPT-4, le modèle de langage qui a servi à l'élaboration de ChatGPT, à son moteur de recherche sur internet, de même que Google avec son robot conversationnel Bard.

Le modèle en architecture ouverte, qui permet au

logiciel d'accéder à des contenus de sources différentes, sur internet, présente davantage de risques que le recours exclusif à une base de données unique, contrôlée par l'éditeur du programme. Même si ChatGPT fournira les sources utilisées pour sa réponse, il est davantage susceptible de restituer des contenus erronés.

ONU

La cyber-intimidation touche un enfant sur trois dans le monde

La cyber-intimidation est un phénomène bien réel qui touche environ un enfant sur trois dans le monde, selon un expert indépendant des Nations unies. D'après le Haut-Commissariat de l'ONU aux droits de l'homme (HCDH), le harcèlement est un problème mondial grave, exacerbé par l'utilisation des nouvelles technologies et de l'environnement numérique.

Dans ces conditions, plus de 130 millions d'élèves, dont un sur trois entre 13 et 15 ans, en sont victimes. "La cyber-intimidation comprend les insultes et bagarres en ligne avec quelqu'un, le harcèlement, l'exclusion et le cyber-harcèlement", a déclaré mercredi lors d'un panel du Conseil des droits de l'homme de l'ONU, Philip Jaffé, membre du Comité des droits de l'enfant des Nations unies.

Les moyens par lesquels la cyber-intimidation peut se produire sont tout aussi divers, selon l'expert. Cela peut passer par une messagerie instantanée, les réseaux sociaux ou les jeux en ligne. Selon Nada Al-Nashif Haut-Commissaire adjointe des Nations unies aux droits de l'Homme, "la cyber-intimidation peut également atteindre le seuil des menaces, du chantage, de l'intimidation et de l'exploitation, avec parfois des contenus à caractère sexuel". "Les enfants victimes de brimades sont plus susceptibles de sécher l'école, ils obtiennent de moins bons résultats aux tests et peuvent souffrir d'anxiété, de peur et de détresse émotionnelle, d'insomnie et de douleurs psychosomatiques. Certains cas d'intimidation ont provoqué le suicide d'enfants. Des études montrent également des effets profonds qui s'étendent à l'âge adulte", a fait valoir Mme Al-Nashif.

APS

INDE

La sonde spatiale Aditya-L1 quitte l'influence terrestre en direction du Soleil

La sonde indienne envoyée vers le centre du système solaire pour y étudier le Soleil a réussi à quitter la sphère d'influence de la Terre, a annoncé l'agence spatiale nationale samedi soir.

La mission Aditya-L1, qui signifie "Soleil" en hindi, a été lancée le 2 septembre pour un voyage de quatre mois. Elle transporte des instruments scientifiques pour observer les couches extérieures de l'astre solaire.

"La sonde s'est extirpée de la sphère d'influence de la Terre", a déclaré dans un communiqué l'Organisation indienne pour la recherche spatiale (ISRO). L'appareil a parcouru

920.000 kilomètres depuis son décollage, soit un peu plus de la moitié du chemin jusqu'à sa destination. A ce stade, les forces d'attraction de la Terre et du Soleil s'annulent, permettant ainsi à la sonde de rester en orbite stable. "C'est la deuxième fois d'affilée que l'ISRO envoie un engin spatial en dehors de la sphère d'influence de la Terre, la première étant la mission Mars Orbiter" (2013-2014), a ajouté l'agence spatiale.

Le Japon et la Chine ont tous deux lancé leurs propres missions d'observation solaire, mais en orbite terrestre. Si la nouvelle mission de l'ISRO réussit, la sonde sera ainsi la

première à être placée en orbite autour du Soleil par un pays asiatique.

Les Etats-Unis et l'Agence spatiale européenne (ESA) ont déjà placé sur orbite des engins pour étudier le Soleil, à commencer par le programme Pioneer de la NASA dans les années 1960. Le 23 août, l'Inde est devenue le premier pays à poser un engin spatial, Chandrayaan-3, près du pôle Sud de la Lune et a rejoint le club très restreint des pays ayant réussi à procéder à un alunissage contrôlé.

Avant elle, seuls les Etats-Unis, l'Union soviétique et la Chine étaient parvenus à mener avec succès une telle opération.

PUBLICITÉ

RÉPUBLIQUE ALGÉRIENNE DÉMOCRATIQUE ET POPULAIRE

RÉPUBLIQUE ALGÉRIENNE DÉMOCRATIQUE ET POPULAIRE

CHAMPIONNAT D'ALGÉRIE DE KARATÉ DO SENIORS Domination des athlètes du MC Alger à Oran

Les athlètes du MC Alger (dames et messieurs) ont dominé les épreuves du championnat d'Algérie de karaté do seniors en kata et kumite individuel et par équipes, clôturé samedi à la salle omnisports du complexe sportif Miloud-Hadefi d'Oran.



Les karatékas du MC Alger ont remporté sept titres sur les 16 mis en jeu lors de cette compétition, devançant au classement général, les représentants de la JS Fréha (Tizi-Ouzou) et l'OC Hydra (deux titres chacun) et Nessma Annaba, Bahia Oran, le CFC Constantine, la JS Barika Batna et le JS Mesdour de Bouira qui ont obtenu (un titre chacun).

Le directeur de la compétition, Houari Fateh s'est déclaré "satisfait" de la forte participation ainsi que du bon niveau technique de la

compétition. "Ce championnat a constitué une bonne préparation pour les athlètes de l'équipe nationale, en plus de détecter de nouveaux athlètes susceptibles de renforcer la sélection nationale en prévision, notamment, des prochains Jeux mondiaux des sports de combat, prévus du 20 au 30 octobre 2023 à Riyad en Arabie saoudite et le championnat du monde du 24 au 29 octobre à Budapest (Hongrie)", a déclaré l'entraîneur national de kumité, Hamza Aounallah. Organisé trois jours durant

par la ligue de wilaya d'Oran de karaté do en collaboration avec la Fédération algérienne de karaté (FAK) et la direction de la jeunesse et des sports de la wilaya d'Oran, ce championnat a vu la participation de 750 athlètes en kata et kumité représentant 40 ligues de wilayas de l'Ouest du pays. En clôture, les lauréats de ce championnat d'Algérie en individuels et par équipes ont été récompensés, en présence des membres de la Fédération algérienne de karaté do et de représentants de la DJS d'Oran.

Voici les vainqueurs en kata et kumité en individuel et par équipes en dames et messieurs :

Kata individuel dames :

1. Aicha Narimane Dahleb (MC Alger)
2. Rayane Salaghdji (MC Alger)
3. Belabbas Sonia (COSB Bouzeguene)
- Ouali Larbi Aya (MC Alger).

Kata par équipes dames :

1. MC Alger
2. Abtal Aurès Batna
3. ASE Alger
- COSB Bouzeguene

- Kata individuels messieurs :

1. Benmakhoul Saber (MC Alger)
2. Youcef Ziad (IER novembre Batna)
3. Abdel Ali Tahoulit (MC Alger)
- Walid Brahimi (MC Alger)

Kata par équipes messieurs :

1. MC Alger
2. OC Hydra Alger
3. AC Constantine
- AJ Ain Touta Batna

- Kumite individuel dames :

- 50 kg :

1. Oukene Cylia (JS Fréha Tizi Ouzou)
2. Douae Medassi (CS Ain M'illa)
3. Souha Messoudi (El Sadar Batna)
- Osmia Kahina (ES Beni Douala Tizi Ouzou)

55 kg :

1. Abouriche Louiza (JS Fréha Tizi Ouzou)
2. Hana Foudil (MC Alger)
3. Fatiha Zadi (AS Sûreté nationale)
- Djarou Chahinez (JS Mesdour Bouira)

61 kg :

1. Khadidja Ghellam (MC Alger)
2. Saoudi Thanina (JS Mahfouda Bejaia)
3. Belhacen Nania (Bahia Oran)
- Lydia Besbes (AS Sûreté nationale)

68 kg :

1. Karima Mekkaoui (MC Alger)
2. Racha Mammadi (CF Constantine)
3. Medina Meksem (ES Beni Douala Tizi Ouzou)
- Wissal Bergaoui (NRT Mila)

Plus 68 kg :

1. Chaïma Ourida (MC Alger)
2. Amel Zemmour (MC Alger)
3. Daki Soundes Malak (Nessma Annaba)
- Aychouche Lynda Dahmani (AS Sûreté nationale)

Kumité par équipes dames.

1. Nessma Annaba
2. JS Fréha Tizi Ouzou
3. JS Mesdour Bouira
- AJ Ain Touta Batna

Seniors messieurs kumité individuels

60 kg :

1. Khalil Hanafi (OC Hydra Alger)
2. Salmi Alaa (JS Mesdour Bouira)
3. Gasmî Aymen (Elchabab El Riadi Guelmi)
- Walid Boukhari (JSK Alger)

67 kg :

1. Anis Ayoub Halassa (CF Constantine)
2. Bakir Hadji Aissa (JS Mesdour Bouira)
3. Abdelatif Tayeb (JS Barika Batna)

- Hemidache Iheb (Nessma Annaba)

75kg :

1. Ayache Zikoune (OC Hydra Alger)
2. Bouarioua Nasreddine (JS Mesdour Bouira)
3. Taher Khyari (JS Barika Batna)
- Bouchelil Imad Eddine (Bahia Oran)

-84 kg :

1. Falah Midoune (JS Barika Batna)
2. Abdellatif Benbey (AS Sûreté Nationale)
3. Bahae-Eddine Oussama (MC Alger)
- Ahmed Debouz (JS Barika Batna)

Plus de 84 kg :

1. Nahel Hamid (Bahia Oran)
2. Beroual Bilal (JS Barika Batna)
3. Aoudia Amine (Sétif)
- Djemiat Med Amine (M'sila)

- Par équipes kumité messieurs :

1. JS Mesdour Bouira
2. JS Barika "A" Batna
3. OC Hydra Alger
- JS Barika "B" Batna.

BOXE / CHAMPIONNATS ARABES JUNIORS L'Algérie avec 13 pugilistes en Egypte (Organisateurs)



Treize boxeurs représenteront l'Algérie dans la sixième édition des Championnats arabes "Juniors", prévue du 16 au 22 octobre, dans la capitale égyptienne Le Caire, ont annoncé samedi les organisateurs.

Cette compétition, ouverte uniquement aux pugilistes nés entre 2005 et 2006, était initialement prévue du 12 au 18 octobre, mais il a été décidé de la décaler de quatre jours, pour éviter un chevauchement avec l'Assemblée générale de l'Union arabe de boxe, prévue le 13 du même mois.

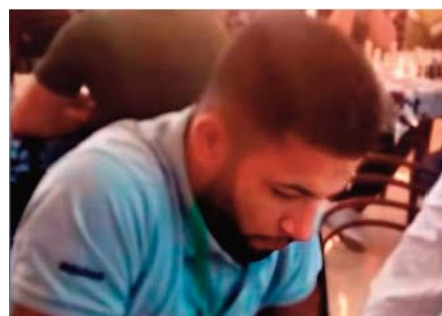
Outre l'Algérie, dix autres pays ont confirmé leur participation à cette compétition, à savoir : la Tunisie (10 boxeurs), la Syrie (1), le Koweït (4), le Yémen (4), le Qatar (2), le Liban (6), l'Egypte (13), l'Arabie saoudite (8), la Palestine (9), et le Maroc (11).

TOURNOI INTERNATIONAL DES ÉCHECS JEU CLASSIQUE «MÉMORIAL FELLAH MOHAMED AMINE» À SIDI BEL ABBES Tahir Abderrahmane sacré vainqueur

L'échéphile Tahir Abderrahmane de l'AS Sporting Es-Seddikia d'Oran a remporté le tournoi international des échecs jeu classique "Mémorial Fellah Mohamed Amine", clôturé samedi soir à la salle omnisports de l'école régionale des sports à Sidi Bel Abbes, après trois jours de compétition. Tahir Abderrahmane a terminé premier au classement avec 7,5 points devant Bensen Ahmed de club Himaya de Djelfa avec 7 points et Belkheiri Mohamed d'El Bayadh avec 6 points. Ce mémorial international, disputée selon le sys-

tème suisse en neuf rondes à la cadence de 40 minutes, plus 30 secondes par coup joué, a été jugé d'un niveau technique très élevé par le directeur de la compétition, l'arbitre international Oukid Fayal.

Cette manifestation sportive, organisée durant trois jours par l'Association sportive "Ajyal" de Sidi Bel Abbes des échecs, en collaboration avec la Direction de la Jeunesse et des Sports de Sidi Bel Abbes et la Fédération algérienne des échecs, a regroupé 126 échéphiles dames et messieurs, dont six joueurs étrangers, représentant la Palestine, la



République Arabe Sahraoui Démocratique, la Jordanie et la France.

Les vainqueurs ont été récompensés par des trophées et des cadeaux, lors de la cérémonie de clô-

ture, en présence des membres de la Fédération algérienne des échecs et de représentants de la Direction de la Jeunesse et des Sports de la wilaya de Sidi Bel Abbes.

BASKETBALL/ SUPER DIVISION NATIONALE MESSIEURS 2023-2024 Coup d'envoi de la compétition le 7 octobre (fédération)

Le coup d'envoi du championnat de la Super Division nationale messieurs de basketball saison 2023-2024 sera donné le 7 octobre prochain, a annoncé samedi soir, la Fédération algérienne de basketball (FABB). "La première journée de la compétition de la super division nationale

messieurs est fixée au 7 octobre 2023", indique la FABB sur sa page officielle facebook.

En prévision de l'entame de la nouvelle saison, l'instance fédérale a organisé un groupement des arbitres, commissaires techniques et délégués fédéraux. D'autre part, le der-

nier jour de retrait des licences par les clubs engagés est le jeudi 5 octobre. Les clubs sont tenus de régulariser leur situation financière avant tout retrait des licences. Aucun report de match ne sera accordé, affirme l'instance fédérale.

APS

LIGUE DES CHAMPIONS AFRICAINS (2^E TOUR PRÉLIMINAIRE/RETOUR) L'entraîneur du CRB confiant pour la qualification à la phase des poules

A la veille du match retour de la 2e phase du tour préliminaire de la Ligue des champions d'Afrique de football, prévue lundi à partir de 18 heure au stade du complexe sportif "Miloud Hadeff" d'Oran, face au BO Rangers de la Sierra Leone, le coach belge du CR Belouizdad Sven Vandenbroeck a déclaré, dimanche lors de la conférence de presse d'avant-match, qu'il est confiant pour se qualifier.

"Ce qui est important c'est d'y croire. Et je crois à notre qualification demain, je crois qu'on est capable de surpasser les difficultés, de gagner et de se qualifier.

J'en suis sûr", a soutenu le technicien belge. "Pour moi, mentalement, nous sommes les favoris, parce que je suis certain que physiquement nous sommes meilleurs.

Mais on doit le prouver sur le terrain", a-t-il souligné, ajoutant que "on veut montrer que nous étions la meilleure équipe sur les deux matchs".

Il a, en outre, estimé que "la puissance offensive individuelle de ses joueurs saura faire la différence".

De son côté, le joueur Raouf Benguit

a déclaré: "nous nous sommes bien préparés pour ce match et nous sommes entièrement prêts", ajoutant que "nous avons beaucoup travaillé dans l'intention d'atteindre notre premier objectif d'aller en phase de poule".

"Nous travaillons ensemble depuis trois jours à Oran et cela a créé une ambiance fraternelle au sein de l'effectif", a-t-il souligné, considérant cet aspect comme l'un des points forts de l'équipe.

Pour ce match retour, le staff technique et les joueurs du Chabab lancent un appel à tous les amoureux des Rouge et Blanc pour venir massivement les soutenir, lundi au stade « Hadeff Miloud » d'Oran.



LIGUE DES CHAMPIONS AFRICAINS/ (2E TOUR PRÉLIMINAIRE-RETOUR) L'entraîneur du BO Rangers FC Alhaji Foray croit à une "remontada" face au CR Belouizdad

L'entraîneur du BO Rangers FC du Sierra Leone Alhaji Foray a déclaré, dimanche lors de la conférence de presse d'avant-match, qu'il croit à une "remontada" de son équipe en match retour du deuxième tour préliminaire "retour" de la Ligue des champions africains de football, face à son homologue algérien, le CR Belouizdad, prévue lundi à partir de 18 heure au stade du complexe sportif "Hadeff Miloud" d'Oran.

"Si nous sommes efficaces, rien n'est impossible" a indiqué le coach Alhaji Foray.

"Cela dépend du scénario du match, ça dépend aussi de notre efficacité.

Nous sommes une équipe qui se crée toujours des occasions

de marquer et tout est possible dans un match de foot", dira-t-il.

Après la défaite 1-3 au match aller, les "Ya Na Bo" sierra léonais doivent espérer un petit miracle pour revenir sur le Chabab de Belouizdad en match retour du deuxième tour préliminaire de la Ligue des champions d'Afrique.

Le coach du BO Rangers estime que son équipe est arrivée à Oran avec la conviction qu'ils peuvent réaliser une "remontada" face à un adversaire qui vise le meilleur en Ligue des champions".

"On sait très bien que l'on n'a pas fait un bon match à l'aller, maintenant on a notre mot à dire.

On veut créer l'exploit et

on va tout faire pour gagner ce match", a-t-il ajouté.

Alhaji Foray, le coach des BO Rangers FC, basé à Bo, deuxième plus grande ville de Sierra Leone, estime qu'il sera "presque impossible" pour ses joueurs d'éviter l'élimination en retour de la ligue des champions.

Il estime qu'ils doivent, néanmoins, rêver de renverser le Chabab à domicile et se qualifier.

"Si la porte est un tout petit peu ouverte, il faut que l'on mette les pieds dedans", a conclu le coach du Rangers FC.

Pour sa part, le capitaine d'équipe Saïdu Bah Karama a souligné que "Si nous devons gagner par au moins deux buts d'écart, c'est très difficile, presque impossible.

Nous devons être plus performants.

Nous allons essayer et jouer au maximum de nos possibilités.

C'est une grande soirée et un grand match et nous allons essayer d'être en meilleure forme et en meilleure condition que lors du match aller".

"Nous n'avons besoin de rien de moins qu'un scénario fantastique.

La tâche est incroyablement difficile après le match aller. Nous devons être prêts et performants.

Nous allons faire de gros efforts, ça vaut la peine d'essayer.

Espérons que nous pourrions réaliser notre rêve".

COUPE D'ALGÉRIE INTER-QUARTIERS 5 équipes aux éliminatoires régionales à El-Méniaâ (DJS)

Le coup d'envoi de la phase éliminatoire de la région Sud-est de la 10ème édition de la Coupe d'Algérie inter-quartiers de football, a été donné au stade de Hassi El-Gara (El-Méniaâ) avec la participation de cinq équipes représentant les wilayas d'El-Méniaâ, El-Oued, Illizi, Ghardaïa et Ouargla, a-t-on appris dimanche de la direction locale de la jeunesse et des sports (DJS).

D'importants moyens humains et logistiques ont été mobilisés pour assurer le bon déroulement de cette compétition

destinée aux jeunes non structurés, dont trois stades retenus pour abriter les rencontres, des moyens de transport et structures d'hébergement et de restauration, en plus d'un guide chargé de l'accompagnement des délégations lors de leurs sorties vers les sites touristiques à travers la wilaya, a déclaré à l'APS le directeur du secteur, Abdelakder Zangat.

S'étalant sur trois jours (du 30 septembre au 2 octobre), ce tournoi sera suivi par la phase finale de la Coupe

d'Algérie inter-quartiers de football qui aura lieu à Biskra, à l'occasion du 69ème anniversaire du déclenchement de la Glorieuse Révolution du 1er novembre 1954, a-t-il ajouté.

Ce rendez-vous sportif s'inscrit dans le cadre d'un programme initié par le ministère de tutelle, visant la généralisation de la pratique sportive au niveau des quartiers, la prospection de jeunes talents et la consolidation des liens de fraternité entre les participants, a souligné le même responsable.

LIGUE 1 MOBILIS (3^E JOURNÉE) L'ASO Chlef et la JS Saoura nouveaux co-leaders

L'ASO Chlef et la JS Saoura se sont conjointement emparés du leadership de la Ligue 1 Mobilis, suite à leurs victoires respectives contre le CS Constantine et l'ES Ben Aknoun, sur le même score d'un but à zéro, en matchs disputés samedi soir pour le compte de la troisième journée, ayant vu le MC Alger renouer avec le succès, en dominant le MC El Bayadh (2-0).

L'unique but des Chéliens a été inscrit à la 21e minute de jeu, par l'international togolais Yawo Agbagbo, alors que les Bécharois ont dû attendre la 90'+4 pour faire plier l'ESBA, grâce à Benkhalfallah.

De courtes mais précieuses victoires, car ayant suffi à propulser l'ASO et la JS au sommet de la hiérarchie, avec sept points pour chaque club, soit une unité de plus que le MCA et l'USM Khenchela, ex-aequo à la deuxième place du classement général, avec six points pour chaque club.

Le Mouloudia d'Alger avait ouvert le score par Dao à la 13' minute de jeu, avant de passer par une assez longue période de doute, car à la merci d'un éventuel retour des visiteurs.

Ce n'est qu'à la 73' que le stratège Youcef Belaïli a réussi à sceller le succès des Vert et Rouge, d'une belle tête croisée au point de pénalty, après un corner bien boté du côté droit.

Un précieux succès pour le vieux club algérois, qui renoue ainsi avec la victoire après la défaite amère qu'il avait concédée au cours de la précédente journée chez le CS Constantine.

Le bal de cette troisième journée s'était ouvert vendredi, avec le déroulement de trois matchs, et l'USM Khenchela en avait été l'un des principaux bénéficiaires, après sa victoire (2-1) contre la JS Kabylie.

C'était grâce à deux pénalties, transformés par le Ghanéen Baakoh (53'), puis Hicham Ogbi (80'), offrant ainsi à l'USMK un deuxième succès de rang, en attendant de disputer son match en retard, en déplacement chez l'USM Alger.

En revanche, rien ne va plus à la JSK, qui concède sa première défaite de la saison, une semaine seulement après avoir été tenue en échec à Tizi-Ouzou par le Paradou AC (0-0).

De son côté, le NC Magra a réussi à sortir la tête de l'eau, en signant sa première victoire de la saison, en battant l'US Biskra (2-1), grâce à Dache (60', sp) et Saïdi (83'), quittant par la même occasion la position de lanterne rouge. Idem pour le nouveau promu, l'US Souf, qui a empoché son premier point cette saison, en se neutralisant à domicile contre le MC Oran (0-0).

Il s'agit du deuxième nul de suite pour les Oranais après celui concédé lors de la précédente journée, à domicile face à la JS Saoura (1-1).

Pour rappel, cette troisième journée de Ligue 1 est amputée des matchs Paradou AC - CR Belouizdad et ES Sétif - USM Alger, qui ont été reportés à des dates ultérieures, en raison de la participation du CRB et de l'USMA aux différentes compétitions africaines interclubs.

APS

LIGUE 2 AMATEUR (1^{RE} JOURNÉE/ GR. CENTRE OUEST) L'ASMO impressionne d'entrée, le RCK démarre du mauvais pied



L'ASM Oran a impressionné offensivement, en surclassant le RC Arbaâ (4-0), à l'occasion de la 1^{re} journée du championnat de Ligue 2 amateur (Groupe Centre-Ouest) disputée samedi, marquée par un mauvais départ du RC Kouba, tenu en échec à domicile par le SC Mecheria (1-1).

Menée par un excellent Sofiane Balegh, l'ASMO, qui espère revenir parmi l'élite après plusieurs saisons au purgatoire, n'a pas fait dans la dentelle en laminant à domicile une équipe du RCA, reléguée en Ligue 2 au terme de la saison 2022-2023.

Les gars de Larbaâ n'ont pas pesé lourd face à la furia des Asémistes, supérieurs sur tous les plans.

Le RCA a raté un penalty en seconde période.

Le NA Hussein-Dey, dirigé sur le banc par l'ancien sélectionneur de l'équipe nationale des U17 Arezki Remmane, a réalisé la troisième victoire à l'extérieur de cette journée inaugurale, face au CR Témouchent (1-0).

Le défenseur Harizi a libéré les siens en fin de match (89e). L'Olympique Médéa, contraint de jouer sans public, huis clos oblige, a assuré l'essentiel en battant le promu l'ESM Koléa (1-0).

Bouchareb a surgi à la 87e minute pour offrir, sur coup franc, le premier succès de la saison pour la formation phare du "Titteri".

L'autre promu le WA Mostaganem a réussi son retour en Ligue 2, en l'emportant au forceps face au SKAF El-Khemis (4-3), dans un match épique qui a tenu toutes ses promesses.

Mené au score à la maison dès la 5e minute par le WA Boufarik, le GC Mascara a trouvé des ressources pour renverser la vapeur (2-1).

Larbi Imad, sur penalty, et Zerguine en seconde période, ont permis au GCM de démarrer du bon pied.

A Alger, le RC Kouba a déçu ses fans en se contenant du point du match nul face au SC Mecheria (1-1).

Les visiteurs ont pris l'avantage grâce à un but de Benchinoun (58e), avant que le défenseur koubéen Hammani ne remette les pendules à l'heure dans le dernier quart d'heure (76e).

Un résultat qui devrait pousser les joueurs de l'entraîneur Réda Bendriss à se remettre en question, à commencer par le prochain match à domicile face au WA Mostaganem le week-end prochain.

En ouverture de cette journée inaugurale, l'ES Mostaganem et la JSM Tiaret sont allées gagner vendredi face respectivement au MCB Oued Sly (3-0) au promu JS Guir (2-1).

Dans le groupe Centre-Est, l'Olympique Magrane et l'ES Ghazlane se sont neutralisées (1-1) en clôture de cette 1^{re} journée. Vendredi, l'IB Khe mis El Khechena a décroché le seul succès en déplacement face au MO Constantine (1-0).

Le CA Batna a fait parler la poudre en réalisant la plus large victoire (3-0), à la maison face au promu l'Olympique Akbou. Trois matchs se sont soldés par un score vierge.

APS

CHAMPIONNAT D'ALLEMAGNE (6E JOURNÉE) BORUSSIA DORTMUND Bensebaïni exclu face à Hoffenheim

Le défenseur international algérien du Borussia Dortmund Ramy Bensebaïni, a été expulsé lors de la victoire décrochée vendredi soir sur le terrain d'Hoffenheim (3-1), dans le cadre de la 6e journée du championnat d'Allemagne de football.

Titularisé par l'entraîneur Edin Terzic, le latéral gauche des "Verts" a averti une première fois à la 67e minute, avant de recevoir quelques minutes plus tard (71e) un second carton, synonyme d'expulsion.

Ainsi, le joueur formé au Paradou AC sera suspendu pour la réception de l'Union Berlin samedi prochain (14h30), comptant pour la 7e journée de la Bundesliga.

Avant ce match, le joueur algérien sera de la partie mercredi à domicile pour le choc face aux Italiens de l'AC Milan (20h00), à l'occasion de la 2e journée (Gr.F) de la Ligue des champions.

LIGUE 1 MOBILIS (NC MAGRA) Le Tunisien Janhaoui nouvel entraîneur

Le technicien tunisien Farouk Janhaoui est devenu le nouvel entraîneur du NC Magra, en remplacement d'Aziz Abbès, a annoncé le club pensionnaire de Ligue 1 Mobilis samedi soir dans un communiqué publié sur sa page officielle Facebook.

Janhaoui compte déjà une première expérience en Algérie, sur le banc de l'US Chaouia lors de la saison 2019-2020.

Le nouvel entraîneur a déjà assuré aux destinées technique, entre autres, de l'AS Kasserine (Tunisie) et d'Al-Haït (Arabie saoudite).

Azizi Abbès, arrivé au NCM durant l'intersaison, n'a pas bénéficié d'une licence pour rester sur le banc, en raison du litige existant entre le club et l'ancien entraîneur Azzedine Aït Djoudi, actuellement au JSM Tiaret (Ligue 2 amateur).

Après deux défaites de rang concédées à domicile face à la JS Kabylie (1-0) et en déplacement face au champion en titre le CR Belouizdad (1-0), les coéquipiers de Bouzid Dache ont signé leur première victoire de saison, vendredi à la maison face à l'US Biskra (2-1), pour le compte de la 3e journée.

Le NCM se rendra à l'Ouest pour défier le MC Oran vendredi (19h00), à l'occasion de la 4e journée de la compétition.



Bensebaïni (28 ans) s'est engagé cet été avec Dortmund pour quatre saisons, en provenance de l'autre club allemand le Borussia Monchengladbach, qu'il avait rejoint en 2019 en provenance du Stade Rennais (Ligue 1/ France).

Lors de la saison 2022-2023, l'ancien Rennais a

marqué 7 buts et délivré une passe décisive en 30 matchs, toutes compétitions confondues, ce qui fait de lui l'un des défenseurs les plus prolifiques du championnat d'Allemagne.

Sous les couleurs du B. Monchengladbach, Bensebaïni a disputé un total de 113 matchs, toutes compétitions

confondues, pour un bilan de 25 buts.

Bensebaïni est le deuxième joueur algérien à porter les couleurs jaune et noir de Dortmund, après l'ancien défenseur international Ahmed Madouni (2 sélections), qui avait joué au sein du club de la Ruhr entre 2001 et 2005 (81 apparitions/ 2 buts).

PUBLICITÉ

الجمهورية الجزائرية الديمقراطية الشعبية
RÉPUBLIQUE ALGÉRIENNE DÉMOCRATIQUE ET POPULAIRE
وزارة الاتصال
MINISTÈRE DE LA COMMUNICATION

COMMUNIQUÉ

Sous le haut patronage du Président de la République, Monsieur Abdelmadjid Tebboune, Le Ministère de la Communication annonce le lancement de la neuvième édition du «Prix du Président de la République, du Journaliste Professionnel». Le prix est décerné le 22 octobre 2023, Journée nationale de la Presse.

LES THÈMES RETENUS POUR CETTE NEUVIÈME ÉDITION SONT:

- «La Nouvelle Algérie et la problématique de la sécurité alimentaire et hydrique»
- «La Nouvelle Algérie : Renforcement des capacités et de la créativité de la jeunesse»
- «La sécurité énergétique et ses dimensions géopolitiques»

Le prix vise à encourager et promouvoir la production de la presse nationale sous toutes ses formes, à stimuler l'excellence, la créativité, le professionnalisme et à instaurer la culture du mérite, en récompensant le meilleur travail journalistique en lien avec les sujets proposés, réalisé individuellement ou collectivement.

La candidature pour la participation au prix du «Prix du Président de la République, du Journaliste Professionnel», est ouverte dans les catégories suivantes :

Presse écrite : article de fond, reportage et enquête
Information télévisuelle : reportage, enquête, documentaire.
Information radiophonique : reportage, et enquête.
Presse électronique : œuvre d'information diffusée sur le net.
Illustration : photographique, dessin et caricature de presse.

CONDITIONS DE PARTICIPATION :

- Les œuvres présentées doivent avoir fait l'objet de diffusion ou de publication par un organe de presse national durant la période allant du 22 Octobre 2022 au 10 Octobre 2023.
- Être de nationalité Algérienne ;
- Justifier d'au moins 03 ans d'exercice de la profession,
- Ne pas être membre du jury,
- La participation peut être à titre individuel ou collectif.
- Le candidat n'est autorisé à participer que dans une seule catégorie et par une seule œuvre
- Le candidat dans la catégorie photo peut participer avec plus d'une œuvre,
- Les lauréats du Prix du Journaliste Professionnel dans les différentes catégories ne sont pas autorisés à participer au concours pour une durée de 03 années consécutives.

LE DOSSIER DE CANDIDATURE SE COMPOSE DE :

- 03 exemplaires des œuvres proposées,
- Une copie de la carte nationale d'identité,
- Une copie de la carte professionnelle,
- Un certificat de travail attestant de trois années d'expérience.
- Le formulaire dûment rempli (Téléchargeable sur le site Web du ministère) : <https://ministerecommunication.gov.dz>

Les dossiers de participation sont adressés à Monsieur le Président du jury du «Prix du Président de la République du journaliste professionnel », par courrier ordinaire à l'adresse suivante :
Ministère de la Communication, B.P No. 474, Bir Mourad Rais, Alger, ou Déposés au siège du Ministère de la Communication, Bureau No. 701, 7ème étage.
La date limite du dépôt des dossiers est fixée au 10 octobre 2023

DK NEWS

Anep : N°0099 du 02/10/2023

MONACO : HÜTTER FIER DE SON ÉQUIPE CONTRE L'OM

Menée au score à deux reprises, l'AS Monaco est parvenue à s'imposer contre l'OM (3-2) samedi soir lors de la 7e journée de Ligue 1. Adi Hütter a forcément apprécié la réaction de ses joueurs. "C'était un match fantastique pour les spectateurs en première mi-temps, c'était un match très rapide, on voyait que les deux équipes voulaient gagner. Je suis très fier de mon équipe qui s'est battue pour revenir dans le match à chaque fois. (...) Au bout de quelques secondes, nous étions déjà à 0-1, donc c'était difficile. C'était un gros coup au moral. Mais on doit tous jouer ensemble, on doit défendre ensemble, on doit attaquer ensemble. Je suis très content que nous ayons réussi à revenir au score par deux fois", a déclaré l'entraîneur monégasque après la rencontre.

ROMA MOURINHO : "JE N'AI PAS PEUR"

José Mourinho n'est pas inquiet pour son avenir malgré la 16e place de l'AS Rome en Serie A. En conférence de presse ce samedi, à la veille de la réception de Frosinone, l'entraîneur du club de la Louve estime qu'il n'est pas le "problème" dans les mauvais résultats de son équipe.

"Il y a trois mois, on disait que cela serait un drame si je devais partir. Et maintenant, il semblerait que je sois le problème. Je n'écoute ni ne regarde ce qui s'écrit ou se dit sur moi, il y a des gens qui me rapportent des choses. Je ne suis pas un problème, derrière chaque situation, il y a plusieurs facteurs", a déclaré le technicien portugais en conférence de presse. "Je n'ai jamais revendiqué d'être seul responsable dans la victoire, je ne le fais pas non plus dans la défaite, je suis ici pour me battre chaque jour aux côtés de mes joueurs et des supporters. Il n'y a que M. Friedkin (le propriétaire et président du club, ndr) qui peut me dire que cela s'arrête avant le 30 juin. (...) Je n'ai pas peur, je ne manque pas de confiance, j'assumerai mes responsabilités", a prévenu le "Special One", qui a tout de même reconnu vivre le pire début de saison de sa carrière.

BRIGHTON DE ZERBI PIQUE UNE COLÈRE

Véritable attraction dans le jeu, Brighton nous a habitués à régaler. Mais ce samedi, les Seagulls ont littéralement déchanté et sombré contre Aston Villa (1-6) en Premier League. Une débâcle qui a mis Roberto De Zerbi hors de lui.

"Il n'y a pas eu de bataille aujourd'hui. Aston Villa est une très bonne équipe, ils ont un entraîneur et des joueurs formidables. Mais ce n'était pas le vrai Brighton. Nous avons joué un très mauvais match, sans énergie physique ni mentale. La plus grande responsabilité est la mienne car je suis entraîneur. Nous devons nous adapter cette saison. C'est totalement différent de la saison dernière. C'est très dur, nous jouons tous les trois jours", a prévenu l'entraîneur de Brighton, passablement agacé, en conférence de presse.



LYON LOPES REFUSE DE PANIQUER

Battu par Reims (0-2) ce dimanche, à l'occasion de la 7e journée de Ligue 1, Lyon occupe la 18e et dernière place du classement. Touché mais pas abattu, Anthony Lopes (33 ans, 4 matchs en L1 cette saison) refuse de penser à la relégation.

"Non. Pas du tout. Il y a beaucoup de points à prendre, même si pour l'instant tous les week-ends se ressemblent. Il y a de l'inquiétude, bien sûr, mais le groupe est solide, travailleur, je le vois dans le vestiaire, et tous les jours. Je ne regarde pas le classement, et dans les quatre ou cinq journées à venir il ne faudra pas le regarder. C'est bateau de dire qu'il faut retourner au boulot, mais c'est la vérité, c'est notre boulot", a lancé le gardien lyonnais dans des propos relayés par L'Equipe. L'international portugais demande du soutien pour son équipe : "Ceux qui ont envie d'y croire, qu'ils y croient avec nous, ça ne sert à rien de taper encore sur la tête des mecs. On n'a pas besoin de négativité autour de nous. C'est peut-être nouveau pour l'OL d'être aussi bas, mais là, on a besoin de tout le monde."

LAZIO SARRI DÉZINGUE LE CALENDRIER

Ce samedi, la Lazio Rome s'est inclinée contre l'AC Milan (0-2) lors de la 7e journée de Serie A. Si le club de la capitale italienne occupe la 14e place au classement, l'entraîneur biancocelesti Maurizio Sarri dénonce fermement un calendrier inéquitable.

"Nous sommes victimes d'un cocktail mortel : je n'ai jamais vu personne enchaîner trois matchs à l'extérieur contre Naples, la Juve et Milan. Je suis farouchement énervé contre l'UEFA, la FIFA, la Serie A et toute cette bande pour le calendrier fou. Ils envoient ces enfants à l'abattoir sans que personne n'intervienne", a critiqué le technicien italien en conférence de presse.

PSG LE MESSAGE DE NUNO MENDES AUX SUPPORTERS

Victime d'une blessure aux ischio-jambiers durant l'été, Nuno Mendes (21 ans, 23 matchs et 1 but en L1 pour la saison 2022-2023) a été opéré avec succès vendredi, mais il ne devrait pas pouvoir rejouer avant le mois de février. Un coup dur pour le Paris Saint-Germain et pour le latéral gauche, qui a tenu à adresser un message aux supporters.

"Après de nouveaux tests, j'ai dû subir une intervention chirurgicale qui va m'éloigner des terrains pendant encore plusieurs mois. C'est un moment très difficile car cela fait déjà quelques temps que je n'aie pas pu faire ce que j'aime le plus au monde, jouer au football. Place maintenant au travail pour revenir au plus vite, et encore plus fort, a promis le joueur portugais dans un message posté sur les réseaux sociaux. Merci à tous pour vos messages, ça me donne beaucoup de force. À très vite."

QUOTIDIEN NATIONAL D'INFORMATION

DK NEWS

Édité par la SARL
DK NEWS

Gérant
Mourad Cherbal

Directeur de publication
Smail Oulebsir

Directeur de la rédaction

Smail Oulebsir

RÉDACTION ADMINISTRATION

« 3, Rue du Djurdjura - Ben Aknoun - Alger TÉL : 023.38.47.97 »

FAX : 023.38.47.95 EMAIL : contact@dknews-dz.com - SITE : http://www.dknews-dz.com

PUBLICITE : S'adresser à 3, Rue du Djurdjura - Ben Aknoun - Alger TÉL : 023.38.48.00
FAX : 023.38.47.95 / E-MAIL : contact@dknews-dz.com - IMPRESSION : S.I.A.

Pour votre publicité, prière de s'adresser à l'Entreprise nationale de communication d'édition et de publicité - Agence ANEP 1, Avenue Pasteur - Alger - TÉL : 021.73.76.78 / 021.73.71.28 / 021.74.99.81 - FAX : 021.73.95.59
E-mail : agence.regie@anep.com.dz - programmation.regie@anep.com.dz

CONSEIL DES MINISTRES

Tebboune préside une réunion

Le président de la République, Chef suprême des Forces armées, ministre de la Défense nationale, M. Abdelmadjid Tebboune, a présidé hier, une réunion du Conseil des ministres consacrée au projet de loi relatif à la lutte contre le faux et l'usage de faux, ainsi qu'à des exposés concernant plusieurs secteurs, indique un communiqué de la Présidence de la République.

"Le président de la République, Chef suprême des Forces armées, ministre de la Défense nationale, M. Abdelmadjid Tebboune préside, ce jour, une réunion du Conseil des ministres consacrée au projet de loi relatif à la lutte contre le faux et l'usage de faux, ainsi

qu'à des exposés, dont l'approvisionnement et la distribution des produits de large consommation, l'évaluation de la rentrée scolaire et universitaire, et la formation et la recherche scientifique dans le domaine de l'hydrogène vert", lit-on dans le communiqué.



ATTENTAT TERRORISTE DANS LA CAPITALE TURQUE

L'Algérie condamne fermement

L'Algérie a condamné fermement l'attentat terroriste qui a ciblé, dimanche, le siège du ministère de l'Intérieur dans la capitale turque Ankara, assurant la Turquie, pays frère, de sa pleine solidarité, indique un communiqué de la Présidence de la République. "L'Algérie condamne fermement l'attentat terroriste odieux qui a ciblé le siège du ministère de l'Intérieur dans la capitale turque Ankara, dans lequel deux officiers de police ont été blessés dans l'exercice des missions du devoir national", lit-on dans le communiqué. "Tout en priant Dieu Tout-Puissant d'accorder un prompt rétablissement aux blessés, l'Algérie réaffirme sa pleine solidarité avec la Turquie, pays frère, suite à cet attentat terroriste perfide, et appelle à la nécessaire conjugaison des efforts régionaux et internationaux pour faire face au terrorisme, sous toutes ses formes, et mettre fin à ses pratiques visant la déstabilisation des Etats", ajoute la même source.

67^{ÈME} SESSION DE LA CONFÉRENCE GÉNÉRALE DE L'AGENCE INTERNATIONALE DE L'ÉNERGIE ATOMIQUE (AIEA)

L'Algérie élue au Conseil des gouverneurs pour la période 2023-2025

L'Algérie a été élue, samedi à Vienne, à l'unanimité par la 67^e conférence générale de l'Agence internationale de l'énergie Atomique (AIEA) en tant que membre au Conseil des gouverneurs de l'agence pour la période 2023-2025, ayant bénéficié du soutien du groupe africain des délégués permanents auprès des organisations internationales à Vienne. L'élection de l'Algérie à cet organe principal de l'AIEA s'inscrit dans le cadre de la dynamique im-

portante que connaît la diplomatie algérienne sous la direction du président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, et de son puissant retour sur la scène internationale. Cette élection vient s'ajouter aux réalisations antérieures de l'Algérie, notamment son élection en tant que membre au Conseil des droits de l'homme et membre non permanent du Conseil de sécurité des Nations Unies. S'exprimant suite à cette élection, le délégué perma-

nent de l'Algérie à Vienne, Larbi Latroch, a souligné "l'engagement total de l'Algérie à représenter l'Afrique, en coordination avec les autres membres représentant le continent, de la meilleure manière possible, en défendant ses intérêts avec sincérité, dévouement et responsabilité, et en tirant profit des utilisations pacifiques offertes par la technologie nucléaire, conformément aux objectifs de développement durable".

L'Algérie réaffirme son soutien aux efforts visant à renforcer l'usage pacifique de l'énergie nucléaire en faveur des pays en développement

Le délégué permanent de l'Algérie à Vienne, Larbi Latroch a réaffirmé, lors de la participation de la délégation algérienne aux travaux de la 67^e session de la conférence générale de l'Agence internationale de l'énergie atomique (AIEA), le soutien de l'Algérie aux efforts de l'Agence pour que les pays en développement puissent bénéficier davantage de l'usage pacifique de l'énergie nucléaire, notamment dans

les domaines de la santé, de l'agriculture, des ressources hydriques et de l'environnement. Lors du débat général de la 67^e session de la conférence générale de l'AIEA dont les travaux ont débuté le 25 septembre à Vienne, l'ambassadeur Latroch a salué le niveau d'exécution des activités de coopération technique avec l'Agence conformément aux priorités nationales pertinentes, mettant en exergue les différents

efforts consentis par l'Algérie pour renforcer les capacités relatives à l'usage pacifique de la technologie nucléaire.

Il a souligné que "l'Algérie accompagne l'Agence dans le processus de renforcement des capacités s des pays africains frères notamment dans le domaine de la médecine radiologique à travers la formation disponible dans les centres nationaux spécialisés".

Dans le cadre de la prési-

dence tournante de l'Algérie de l'Accord régional de coopération pour l'Afrique sur la recherche, le développement et la formation dans le domaine de la science et de la technologie nucléaires (AFRA) à partir de septembre 2023, M. Latroch a mis en avant la détermination de l'Algérie à poursuivre ses efforts visant à accompagner nos frères africains dans le domaine des sciences et des applications nucléaires.

Les positions de principe de l'Algérie sur le désarmement et la non-prolifération soulignées

Le délégué permanent de l'Algérie à Vienne, Larbi Latroch, a passé en revue, lors du débat général de la 67^e session de la conférence générale de l'Agence internationale de l'énergie atomique (AIEA) dont les travaux ont débuté le 25 septembre, les positions de principe de l'Algérie sur les questions de désarmement et de non-prolifération. Le diplomate a affirmé que l'Algérie puise ces positions "de ses obligations au titre du traité international dans ce domaine, mais aussi de la souffrance, à ce jour, des effets des essais nucléaires français au Sahara algérien". M.

Latroch qui conduit la délégation algérienne aux travaux de cette session, a déploré les progrès insuffisants dans le processus visant à débarrasser le monde des armes nucléaires et d'autres armes de destruction massive après les échecs répétés de la conférence d'examen du traité de non-prolifération (TNP), ce qui implique, a-t-il dit, "de consentir davantage d'efforts dans le cadre d'une approche équilibrée entre les trois piliers du TNP".

Le chef de la délégation algérienne a salué la tenue de la 3^e session de la conférence sur la création au Moyen-Orient

d'une zone exempte d'armes nucléaires et d'autres armes de destruction massive, appelant à lever les obstacles qui empêchent la mise en œuvre de la décision de création de cette zone" qui est à même de jouer un rôle important dans la consolidation de la paix et de la sécurité aux niveaux régional et international comme c'est le cas en Afrique où le traité de Pelindaba est en vigueur.

L'ambassadeur algérien a réaffirmé également l'importance accordée par l'Algérie au Traité d'interdiction totale des essais nucléaires.

CAISSE DE GARANTIE DES CRÉDITS D'INVESTISSEMENT

Lancement d'une plateforme numérique au service des banques

La Caisse de Garantie des Crédits d'Investissements (CGCI-Pme) a lancé dimanche une plateforme numérique permettant aux banques d'accéder au service de numérisation des souscriptions à la garantie et aux prestations d'indemnisation, a indiqué la CGCI-Pme dans un communiqué.

Selon la CGCI, les premiers essais de la plateforme, mise en ligne ce dimanche, ont débuté en juin dernier. Elle donne désormais la possibilité aux banques d'accéder au service de numérisation de tous les processus de souscription à la garantie et aux prestations d'indemnisation.

Cette plateforme numérique offre "de multiples avantages" aux banques partenaires, fait savoir la caisse de garantie, tels que la numérisation des supports constituant les dossiers habituels de souscription à la garantie et à l'indemnisation permettant "un gain significatif de temps, une sécurité renforcée des données, une fiabilité accrue et la possibilité d'un suivi en temps réel de l'état d'avancement du traitement des dossiers". De plus, grâce à cette plateforme numérique, les banques partenaires peu vent soumettre leurs demandes de garantie en ligne, "éliminant ainsi la nécessité de déplacements et de procédures papier longues et fastidieuses". A travers cette plateforme, la protection des informations sensibles de ses partenaires est assurée, affirme la CGCI-PME, ajoutant que la conformité et la validation des processus ont été effectuées en collaboration avec ses partenaires.

A travers cette nouvelle plateforme, les banques partenaires disposent également d'un accès en temps Caisse de Garantie des Crédits d'Investissement Lancement d'une plateforme numérique au service des banques réel à l'état d'avancement du traitement de leurs dossiers "offrant ainsi une visibilité totale et une gestion plus efficace de leurs opérations".

"Dans le cadre de l'amélioration et de la modernisation des services des banques et des institutions financières à travers le développement des NTIC, la CGCI-PME, soucieuse d'inscrire sa trajectoire dans une démarche qualité, a développé et mis en ligne sa plateforme numérique spécialement dédiée à ses partenaires banques", fait savoir la même source. "La CGCI-PME s'engage à continuer d'innover pour s'adapter aux besoins et aux exigences du secteur financier et offrir à ses partenaires "des solutions toujours plus efficaces", assure le directeur général de la CGCI-PME, Samir Medjane, cité dans le communiqué.

ARMÉE NATIONALE POPULAIRE

Evacuation sanitaire d'un marin turc après une chute grave à bord d'un navire marchand sur les côtes de Mostaganem

Le Centre national des opérations de surveillance et de sauvetage en mer (CNOSS) de Mostaganem (2^e région militaire), a procédé, vendredi, à l'évacuation sanitaire d'un marin de nationalité turque ayant fait une chute grave à bord d'un navire marchand, indique, samedi, un communiqué du ministère de la Défense nationale. "Le CNOSS de

Mostaganem (2^e région militaire) a reçu, vendredi 29 septembre 2023 à 16h30, un signal de détresse de la part du navire marchand ADELHEID BR battant pavillon de l'Etat de Barbade, concernant un des marins de son personnel, de nationalité turque, qui souffrait de graves fractures au niveau du crâne et à l'avant-bras gauche suite à

une chute grave à bord du navire et se trouvait dans un état critique", précise la même source. Et d'ajouter que "Le CNOSS a effectué immédiatement une opération d'évacuation sanitaire en déplaçant un hélicoptère de recherche et de sauvetage LS-12 pour évacuer la victime au centre hospitalo-universitaire de Mostaganem où elle a reçu les soins

nécessaires". Cette opération "s'inscrit dans le cadre des missions humanitaires pour le sauvetage des vies humaines en mer et reflète les efforts déployés par les unités des garde-côtes du Commandement des forces navales en matière d'intervention et d'assistance en mer en toutes circonstances".